

BURELLE SA
RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2009

SOMMAIRE

Déclaration de la personne physique qui assume la responsabilité du rapport annuel	1
--	---

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion du Groupe	2
Activités	2
Faits marquants	2
Règles et méthodes comptables	3
Recherche et Développement	3
Gestion des risques	4
Comptes consolidés du Groupe Burelle	7
Perspectives 2010	9
Informations environnementales et sociales	10
Bilan	15
Compte de résultat	16
État du résultat global	17
Variation des capitaux propres	18
Tableau de flux de trésorerie	19
Annexes aux comptes consolidés	20
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	81

COMPTES SOCIAUX

Rapport de gestion	84
Éléments financiers	84
Capital social	84
Actionnariat	84
Évolution boursière	85
Rémunérations des mandataires sociaux	85
Programme d'achat d'actions	88
Projet d'affectation du résultat	88
Information sur les délais de paiement	89
Autres éléments d'information	89
Compte de résultat	90
Bilan avant affectation du résultat	91
Tableau des flux de trésorerie	92
Annexe aux comptes annuels	93
Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2009	97
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	98
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions et Engagements Réglementés	99

DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE QUI ASSUME LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en pages 2 et suivantes présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le 29 avril 2010

Jean BURELLE

Président-Directeur Général

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 2010.

ACTIVITÉS

Burelle SA est une société holding qui contrôle trois filiales :

- la Compagnie Plastic Omnium, groupe industriel et de services détenu directement à 54,7 %⁽¹⁾,
- Burelle Participations, filiale à 100 % dédiée au capital-investissement, et
- Sofiparc, filiale immobilière contrôlée à 100 %.

Au cours de l'exercice 2009, la Compagnie Plastic Omnium a procédé à l'annulation d'un bloc d'autocontrôle représentant 2,8 % du capital social. Cette réduction de capital s'est traduite, pour Burelle SA, par une augmentation de son pourcentage de détention de 53,2 % à 54,7 %.

Principal actif de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium constitue la quasi-totalité du chiffre d'affaires consolidé de Burelle. Elle est présente dans les Équipements Automobiles et l'Environnement, qui représentent respectivement 82 % et 18 % de son chiffre d'affaires.

Le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium a pour clients la quasi-totalité des constructeurs automobiles mondiaux qu'il sert à partir de 77 sites industriels répartis sur quatre continents et employant près de 11 000 personnes.

Ce pôle conçoit, produit et livre en juste à temps aux constructeurs automobiles une large gamme de pièces et modules de carrosserie : pare-chocs et systèmes d'absorption d'énergie, modules d'ailes, modules bloc-avant et modules bloc-arrière. Cette activité se classe au premier rang mondial dans son secteur.

Au travers de Inergy Automotive Systems, une société détenue en joint-venture à parité avec Solvay, la Compagnie Plastic Omnium est le premier fabricant mondial de systèmes à carburant en plastique. Produit de sécurité, les systèmes à carburant intègrent plusieurs fonctions : remplissage, stockage, jaugeage, ventilation et alimentation moteur.

Deuxième pôle d'activité de la Compagnie Plastic Omnium, l'Environnement propose une offre de produits et services destinés principalement aux collectivités locales : conteneurs pour les déchets, systèmes de gestion par tarification incitative et signalisation urbaine et routière. Cette activité, dont la couverture est essentiellement européenne, emploie 2 700 personnes et concerne 17 usines.

Les filiales non-industrielles de Burelle SA comprennent, dans le secteur immobilier, Sofiparc qui gère un ensemble de bureaux situés à Levallois (Hauts-de-Seine) et des terrains dans la région lyonnaise, et Burelle Participations, filiale spécialisée dans le capital-investissement. Cette dernière détient, directement ou indirectement, un portefeuille d'actifs non cotés répartis essentiellement en trois grandes catégories : fonds spécialisés, financements mezzanine et investissements en capital. Elle a vocation à valoriser les capitaux qu'elle investit à moyen terme.

FAITS MARQUANTS

Forte résilience de la Compagnie Plastic Omnium dans un environnement difficile, marqué par une nouvelle baisse de la production automobile mondiale

L'exercice 2009 s'est déroulé de manière contrastée. Non seulement l'activité s'est répartie de manière très inégale sur l'année, mais l'évolution de la production de véhicules a considérablement varié d'une région à l'autre.

Le fort recul des volumes de production de véhicules qui avait marqué la fin de l'année 2008 s'est poursuivi au premier trimestre 2009. Puis, la production automobile s'est progressivement redressée aux deuxième et troisième trimestres pour finir par un net rebond sur la dernière partie de l'année. Les programmes de primes à la casse et diverses mesures incitatives ont soutenu la reprise en Europe. Dans les pays émergents, certains pays ont accéléré leur croissance, notamment la Chine. Au cours du quatrième trimestre, la production en Amérique du nord, à son tour, a montré des signes de reprise. Néanmoins, malgré ce retour à des conditions plus favorables, la production automobile mondiale sur l'ensemble de 2009 est restée, pour la deuxième année consécutive, en forte baisse (- 13 %) par rapport à l'exercice précédent. Dans ce contexte particulièrement difficile, les activités automobiles de la Compagnie Plastic Omnium ont montré une forte capacité de résistance, affichant un recul de 7,2 %.

Objectif prioritaire de préservation des liquidités

Pour faire face à cette situation inédite, la Compagnie Plastic Omnium a concentré ses priorités sur la préservation des liquidités.

Premier volant de ce plan, le programme de réduction de coûts « PO 2009 », initié début 2008 et renforcé en fin d'année, a permis de générer près de 200 millions d'euros d'économies en 2009 par rapport à 2007. Les effectifs, nets des embauches dans les pays en fort développement, ont été réduits de 21 %. L'essentiel des coûts et provisions relatifs à ces restructurations (68 millions d'euros) figurait dans les comptes 2008. Un complément de 14 millions d'euros a été comptabilisé en 2009.

Autres postes clés de la gestion de la trésorerie, les investissements corporels et incorporels et le besoin en fonds de roulement ont fait l'objet d'actions spécifiques visant à minimiser les sorties de liquidités. Les investissements ont ainsi été réduits de 48 % et le besoin en fonds de roulement de 53 millions d'euros.

L'ensemble de ces actions se traduit, dans les comptes consolidés de Burelle SA, par un excédent de trésorerie de 181 millions d'euros et par une réduction de 152 millions d'euros de l'endettement financier net à fin 2009 par rapport au 31 décembre 2008.

(1) 60,4 % après annulation de l'autocontrôle

Gestion active de la base de clientèle mondiale

En 2008, General Motors et Chrysler représentaient respectivement 9 % (part nord-américaine) et 4 % du chiffre d'affaires de la Compagnie Plastic Omnium. En 2009, la principale filiale de Burelle SA a mené diverses actions qui ont permis de réduire de 27 % l'exposition à ces deux constructeurs placés sous le régime du Chapter 11 au deuxième et troisième trimestres 2009. Sur l'ensemble de l'exercice, les activités nord-américaines de General Motors et Chrysler représentent 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Au total, l'impact lié aux difficultés des deux constructeurs nord-américains dans les comptes 2009 s'élève à 6,6 millions d'euros, un montant correspondant aux pertes afférentes aux projets de développement de nouveaux modèles abandonnés.

Par ailleurs, une gestion renforcée de la trésorerie a permis de réduire le risque lié aux développements de nouveaux projets pour les constructeurs automobiles en obtenant auprès d'eux soit un paiement cash de ces développements, soit, dès le début du projet, une reconnaissance certaine de dette à l'avancement.

Poursuite de la croissance de la Compagnie Plastic Omnium dans les pays émergents

Le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium a poursuivi son expansion dans les économies émergentes. En Chine, ce pôle disposera de 12 usines d'ici fin 2010. En Inde, une nouvelle unité est entrée en production en fin d'année 2009 et une autre montera en cadence au deuxième semestre 2010.

Le développement de l'activité dans les pays émergents, principalement en Chine et en Inde, constitue un axe prioritaire de développement pour la Compagnie Plastic Omnium. La forte croissance de ces marchés devrait contribuer à dynamiser ses résultats dans les années qui viennent et à valoriser la participation de Burelle SA dans cette filiale.

Fort ralentissement de l'activité dans le capital-investissement.

Le secteur du capital-investissement a connu, en 2009, un fort ralentissement d'activité provoqué par la crise économique et la détérioration des performances opérationnelles des sociétés en portefeuille. Les réticences des banques à mettre en place de nouveaux financements ont également contribué à scléroser les projets de cession et de nouvelles opérations. Dans ces conditions, Burelle Participations a maintenu une position attentiste et n'a pris aucun engagement nouveau.

Malgré une détérioration des performances des sociétés détenues, directement ou indirectement, au travers de fonds spécialisés, le portefeuille de Burelle Participations a bien résisté grâce à une politique d'investissement prudente et diversifiée. Il affiche une plus-value nette latente en fin d'exercice.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables sont décrites dans les annexes des comptes consolidés.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les activités de Recherche et Développement sont localisées dans la Compagnie Plastic Omnium, filiale industrielle de Burelle SA. L'innovation fait partie intégrante de la stratégie à long terme de cette société tant dans les Équipements Automobiles que dans l'Environnement, et constitue un des leviers clef contribuant à sa place de leader dans ses deux métiers.

En 2009, la principale filiale de Burelle SA a consacré à la recherche et développement, 110 millions d'euros soit 4,5 % de son chiffre d'affaires. Elle y emploie 700 ingénieurs et techniciens soit 5 % de ses effectifs répartis dans 13 centres de par le monde. Elle gère un portefeuille de 688 brevets, dont 43 ont été déposés en 2009.

Dans les Équipements Automobiles, la Compagnie Plastic Omnium concentre ses efforts de recherche sur la réduction de l'empreinte carbone des véhicules sur l'ensemble de leur durée de vie par l'utilisation de matériaux plastiques et composites allégés, le recours à des matériaux « verts » recyclés ou issus des biotechnologies, la réduction des émissions de CO₂ grâce à une intégration des fonctions, le démontage des pièces et le recyclage des composants en fin de vie.

Dans les systèmes à carburant, Inergy Automotive Systems a mis au point la technologie *Twin Sheet Blow Moulding* (TSBM™). Basée sur l'intégration dans l'enveloppe du réservoir d'un maximum de composants dès le soufflage, cette solution permet de réduire les émissions d'hydrocarbures. Le système *Selective Catalyst Reduction* a pour objectif de limiter les émissions d'oxyde d'azote des véhicules diesel. Une solution à base d'urée, contenue dans un réservoir séparé, est vaporisée sur les gaz d'échappement qui se transforment, à son contact, en eau et azote non polluants. La technologie TSBM™ et le système SCR ont été choisis par plusieurs constructeurs.

La sécurité des piétons (choc/tête/hanche, jambe) est un autre axe de recherche important dans les pièces et modules de carrosserie.

Dans le domaine de l'Environnement, les effectifs de R&D ont triplé en 2009. Ces équipes renforcées ont pour mission de travailler prioritairement sur des nouveaux produits et services ainsi que sur la mise au point de nouvelles offres de data management et l'utilisation de matière recyclée. En 2009, cette activité a déposé 19 nouveaux brevets.

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE

GESTION DES RISQUES

1. Risques opérationnels

Risques liés aux programmes automobiles

L'activité du secteur automobile dépend de multiples facteurs, parfois régionaux, tels que l'activité économique, la politique industrielle des constructeurs, l'accès des ménages au crédit ou le contexte réglementaire. Par ailleurs, tout investissement relatif à un programme automobile donné se double, du fait de sa singularité (marque, design, date de lancement, non renouvellement...), d'un risque spécifique qui peut affecter la performance commerciale de l'entreprise.

Réduisant notablement l'exposition aux risques spécifiques et géographiques, la politique de diversification des activités, d'une part, et la multiplicité des programmes automobiles, d'autre part, constituent un axe majeur de la stratégie de la Compagnie Plastic Omnium.

Le Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium compte plus de 20 clients dans 24 pays soit la quasi-totalité des grands constructeurs mondiaux, sur différents segments de marché et deux grandes familles de produits distinctes.

En matière d'engagement, tout nouveau projet fait l'objet d'un processus de validation très circonstancié et, pour les projets les plus significatifs, d'une autorisation de la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium. Une fois le projet accepté, un dispositif structuré de suivi opérationnel et financier est mis en place afin d'en contrôler l'évolution.

Risque fournisseur

La performance du secteur automobile réside dans la maîtrise de la chaîne logistique dont l'organisation, remarquable par sa performance, suscite une interdépendance forte des partenaires qui la constituent. Le travail important que requiert l'homologation d'un fournisseur dans le cadre d'un programme donné rend difficile toute substitution rapide en cas de déficience non anticipée. Aussi, le choix comme le suivi des partenaires d'un projet constituent-ils des facteurs clef de son succès.

Dans cette optique, tout fournisseur automobile fait l'objet d'une homologation établie sur des critères opérationnels, financiers et régionaux précis.

Dans l'activité pièces et modules de carrosserie de la Compagnie Plastic Omnium, un panel de fournisseurs choisis fait en sus l'objet d'une surveillance trimestrielle récurrente opérée par la direction des achats, avec l'aide d'agences spécialisées.

Le Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium pratique une politique de duplication des sources pour les approvisionnements les plus critiques. Il exerce également une surveillance permanente de certains fournisseurs importants avec le support des fonctions centrales et, au besoin, d'agences externes.

Enfin, les directions opérationnelles exercent une vigilance toute particulière dans ce domaine afin d'anticiper et de gérer au mieux des situations de défaut d'approvisionnement peu fréquentes, mais au développement éventuellement rapide.

Risque informatique

En 2009, la Compagnie Plastic Omnium a mis en place une organisation centralisée de contrôle et de mise à niveau des systèmes sur des standards sécurisés. La Direction des Systèmes d'Information a prévu, en 2010, un roadmap de revue de l'accès au système et d'alignement automatique et surveillé par rapport aux risques externes. Elle donnera aussi aux métiers financiers des moyens plus performants pour contrôler la ségrégation des tâches sur les processus à risque.

2. Risques industriels et environnementaux

Risque Hygiène, Sécurité et Environnement

En matière de sécurité et d'environnement, la Compagnie Plastic Omnium met en œuvre une politique décrite dans la partie « Développement Durable » du Rapport Annuel. Déployée à l'échelle mondiale, elle repose sur une vision partagée, un pilotage structuré, un reporting et des démarches de certifications.

Cette politique est pilotée par le Comité de Direction qui examine mensuellement la performance individuelle de chaque filiale, laquelle fait l'objet d'un reporting spécifique établi dans le cadre d'une démarche active de progrès continu.

Une organisation dédiée, composée sur le terrain d'animateurs Hygiène, Sécurité et Environnement (« HSE »), est chargée d'en favoriser et d'en coordonner le déploiement. Ce réseau d'experts est animé par la Direction Sécurité Environnement, relayée par des Managers Sécurité Environnement centraux au niveau de chaque Division. Mais c'est en définitive aux Directeurs de divisions qu'incombe la responsabilité de la gestion et du suivi des risques liés à la sécurité et à l'environnement.

Des plans d'actions correctives et d'amélioration continue sont mis en œuvre et intégrés dans les démarches de certification ISO 14001 et OHSAS 18001 des sites industriels. Ces plans encouragent la généralisation des bonnes pratiques. Ils intègrent des formations relatives au règlement REACH et aux outils du programme interne « *Top Safety* ».

Depuis 2008, afin de mieux asseoir le déploiement de sa politique HSE, la Compagnie Plastic Omnium s'est dotée d'un système de management spécifique. Promu par le Comité de Direction, il repose sur quatre axes de management, ou « management roadmaps » : le leadership, la motivation, la compétence et la recherche de l'excellence. Un comité spécialisé, le Comité Sécurité Environnement, comprenant plusieurs membres du Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium, en pilote la mise en œuvre.

En 2009, la Compagnie Plastic Omnium a obtenu le renouvellement de la Certification OHSAS 18001 de son « Pilotage central de la sécurité des personnes et des biens ».

Risque Qualité

En matière de qualité des produits et des processus, les divisions de la Compagnie Plastic Omnium ont également mis en place, selon des schémas qui prévalent depuis de nombreuses années dans l'industrie, notamment dans l'automobile, des organisations dédiées et des processus fiabilisés dont la robustesse et l'efficacité font systématiquement l'objet d'une procédure de certification ISO 9001 (Pôle Environnement) ou ISO/TS 16949 (Pôle Automobile).

3. Risques de marché

La Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie des filiales qu'elle contrôle à travers Plastic Omnium Finance qui gère, pour leur compte, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux. La politique relative à la couverture des risques de marché qui se traduit par des prises d'engagement, au bilan ou hors bilan, est validée trimestriellement par le Président-Directeur Général.

Les opérations qui ont trait à Burelle SA, Burelle Participations et Sofiparc sont validées par leur Président-Directeur Général/Président ou Directeurs Généraux délégués respectifs. Burelle SA et Sofiparc utilisent Plastic Omnium Finance, de manière récurrente, pour des transactions financières qui impliquent des sociétés appartenant à la Compagnie Plastic Omnium.

Risque de liquidité

Les sociétés du Groupe et plus particulièrement la Compagnie Plastic Omnium doivent disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante, les investissements nécessaires à leur développement et faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

À cette fin, la Compagnie Plastic Omnium et certaines de ses filiales disposent de ressources à moyen terme sous forme de contrats de crédit bancaire confirmé, exempts de garantie à caractère purement financier (« financial covenant »). Au 31 décembre 2009, l'échéance moyenne de ce portefeuille d'ouvertures de crédit est d'environ trois ans.

En outre, la Compagnie Plastic Omnium a mis en place des contrats de cessions de créances commerciales dont l'échéance moyenne excède un an. Au 31 décembre 2009, les ressources moyen terme disponibles couvrent les besoins de financement estimés jusqu'en 2011. Enfin, la Compagnie Plastic Omnium dispose d'ouvertures de crédit court terme et d'un programme de billets de trésorerie. Toutes ces lignes à court et moyen termes sont ouvertes auprès d'institutions bancaires de premier plan.

Les situations de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium et de ses divisions sont suivies quotidiennement et font l'objet d'un rapport hebdomadaire remis au Président-Directeur Général et au Directeur Général Délégué.

Burelle SA et Sofiparc disposent de leurs propres lignes de crédit confirmées. Au 31 décembre 2009, celles-ci s'élèvent à 122 millions d'euros et ont une échéance moyenne de cinq années.

Risque de change

Seule l'activité de la Compagnie Plastic Omnium est susceptible de donner lieu à un risque de change. Néanmoins son activité repose, pour la plus grande part, sur des usines de proximité : hormis pour la conversion comptable des états financiers, cette société est peu exposée aux fluctuations de change. Celles-ci peuvent affecter certaines filiales importatrices sans toutefois constituer un enjeu significatif.

La politique de la Compagnie Plastic Omnium consiste à éviter tout risque de change né de transactions devant donner lieu à un paiement ou une recette futurs. Si une transaction fait néanmoins apparaître un risque de change, celui-ci fera l'objet d'une couverture sur le marché des changes à terme. Cette couverture est réalisée par les filiales concernées auprès de la trésorerie centrale qui, à son tour, se couvre auprès de ses banques.

Risque de taux

La Compagnie Plastic Omnium souscrit des instruments de couverture de taux d'intérêt de type swap, cap et tunnels. L'objectif est de se couvrir contre une hausse des taux Euribor et Libor dans la perspective de la maîtrise des dépenses d'intérêts financiers.

Au 31 décembre 2009, 69 % de la dette en euros et 60 % de la dette en dollars US sont couverts par des instruments financiers non spéculatifs courant respectivement jusqu'en juillet 2014 et avril 2010.

Risque de prix des matières premières

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium nécessite l'achat de quantités importantes de matières premières (plastiques, aciers, peintures,...). Les variations de prix d'achat de ces matières impactent la marge opérationnelle.

Pour limiter les risques liés à ces variations de prix, la Compagnie Plastic Omnium négocie avec ses clients des clauses d'indexation des prix de vente ou, à défaut, procède à des renégociations régulières de prix.

Par ailleurs, la Compagnie Plastic Omnium négocie avec ses fournisseurs des contrats comportant des engagements de prix annuels. Enfin, les stocks sont optimisés de manière à réduire au minimum les impacts de variation de cours.

4. Risques juridiques

La Compagnie Plastic Omnium dispose d'une Direction des Affaires Juridiques centralisée qui s'appuie, si besoin, sur des conseils locaux et sur un réseau de correspondants dans les principaux pays. Cette Direction accompagne les Directions opérationnelles et fonctionnelles dans toutes leurs opérations courantes ou exceptionnelles, prévient et anticipe, gère les risques juridiques liés aux activités et pilote les litiges.

Les questions juridiques relatives à Burelle SA et à Burelle Participations sont suivies par le Secrétaire Général de Burelle SA assisté par des conseils spécialisés.

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE

Risque lié à la propriété intellectuelle

La Recherche et l'Innovation constituent des piliers importants de la Compagnie Plastic Omnium, pour le Pôle Automobile comme pour le Pôle Environnement. Afin de protéger la Compagnie contre toute appropriation d'une invention ou d'une marque par un tiers, la Direction des Affaires Juridiques, en collaboration avec un conseil extérieur et en appui des Directions Recherche & Développement, assure le dépôt, l'exploitation et la défense des intérêts du Groupe en matière de Propriété Intellectuelle.

Risque lié aux produits et services vendus

La Compagnie Plastic Omnium est exposée à certains risques d'actions en garantie ou en responsabilité de la part de ses clients au titre des produits et services rendus. Ces risques relèvent de la responsabilité civile contractuelle et font l'objet d'une couverture d'assurance spécifique.

La Compagnie Plastic Omnium est également soumise au risque d'actions en responsabilité en cas de défaut des produits et services vendus provoquant des dommages aux tiers. Ces risques relèvent de sa responsabilité civile délictuelle et font l'objet d'une couverture d'assurance spécifique.

Eu égard aux standards Qualité en vigueur, le risque produit apparaît bien maîtrisé.

5. Autres risques

Risque clients

La Compagnie Plastic Omnium n'a eu à souffrir d'aucune défaillance de paiement de ses clients en 2009. Le risque de crédit qui était lié à la situation de General Motors et de Chrysler s'est sensiblement amélioré et fait toujours l'objet d'un monitoring particulier.

Concernant l'activité résultant des contrats passés avec les collectivités, certains retards de paiement sont toujours enregistrés, notamment en Espagne. Les actions engagées ont néanmoins permis de réduire globalement le montant des créances échues et le risque est faible du fait de la diversité et de la nature de la clientèle.

En janvier 2008, la Compagnie Plastic Omnium a recruté un « Credit Manager » chargé de mettre en œuvre des processus structurés de surveillance du risque clients et de recouvrement des en-cours, au sein des divisions opérationnelles.

Enfin, dans tous les métiers de la Compagnie Plastic Omnium, des procédures de revue précèdent toute réponse aux appels d'offres, notamment dans un souci d'équilibre du portefeuille d'en-cours clients dont la Direction Générale fixe le profil cible et sur lequel elle exerce une surveillance permanente.

Risque fiscal

La Direction Fiscale est centralisée au niveau de la Compagnie Plastic Omnium. Elle s'appuie sur des conseils locaux et un réseau de correspondants dans les principaux pays. Ce département accompagne les sociétés du Groupe dans leurs obligations fiscales et dans toutes les opérations, courantes ou exceptionnelles, nécessitant une approche fiscale.

Le reporting fiscal mis en place en 2006 permet une gestion centralisée complète des impôts différés et contribue à la diminution du temps de production des comptes consolidés ; par ailleurs, il permet à la Direction Fiscale de disposer des informations fiscales tant actuelles que prévisionnelles assurant la Direction Générale d'un suivi complet de ses risques fiscaux et d'une gestion optimale de sa charge d'impôt.

Risque sur la concurrence : litige en cours

Les sociétés Signature SA et Sodilor se sont vu signifier par le Conseil de la Concurrence des griefs relatifs principalement à des faits d'entente avec des concurrents dans le secteur de la signalisation routière verticale en ce qui concerne Signature SA et à un abus de position dominante sur le marché des équipements de sécurité routière pour Sodilor.

Ce litige, qui se poursuit devant l'Autorité de la Concurrence, a fait l'objet d'une provision.

Risque lié à Burelle Participations

Burelle Participations investit, aux côtés de partenaires, dans des acquisitions d'entreprises avec effet de levier. Par définition, ces opérations sont montées avec un niveau d'endettement important qui s'appuie sur l'excédent de *cash flow* généré par l'entreprise. Pour assurer une diversification satisfaisante des risques inhérents à ce type d'opérations, Burelle Participations s'attache à maintenir une structure de portefeuille équilibrée entre trois classes d'actifs (fonds, mezzanine et capital).

Au 31 décembre 2009, le montant total investi, net des désinvestissements, s'élève à 29,0 millions d'euros en incluant les placements financiers à court terme. Les investissements sont répartis sur 17 lignes dont six concernent des fonds eux-mêmes investis dans près d'une centaine d'entreprises intervenant dans des secteurs variés. Les investissements en capital constituent la partie la plus risquée du portefeuille car ils sont moins diversifiés que les participations dans des fonds et sont subordonnés au paiement de toute forme de dette. Au 31 décembre 2009, les investissements en capital représentent un montant investi de 6,6 millions d'euros réparti sur cinq lignes d'un montant compris entre 0,9 et 1,9 million d'euros. À la fin de l'exercice, cette partie du portefeuille est valorisée à 7,9 millions d'euros ce qui correspond à une plus-value latente nette de 19 %.

6. Assurances et couvertures des risques

Il a été mis en place un programme mondial d'assurances bénéficiant à toutes les sociétés du Groupe. Ce programme est accompagné de polices locales dans tous les pays où le Groupe est implanté. Il vise à couvrir les risques principaux pouvant affecter ses activités, ses résultats ou son patrimoine, à savoir :

- l'assurance Dommages et Pertes d'exploitation,
- l'assurance Responsabilité Civile Exploitation et Produit,
- l'assurance Responsabilité Civile Environnement.

Les couvertures et les montants de garanties sont appropriés à la nature des risques et tiennent compte des capacités du marché de l'assurance.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BURELLE

Le chiffre d'affaires du Groupe Burelle en 2009 s'élève à 2 460,9 millions d'euros contre 2 698 millions d'euros en 2008. Il intègre un impact de change négatif de 12,2 millions d'euros. En baisse de 31 % au premier trimestre, l'activité a graduellement repris au cours des mois suivants avant de rebondir fortement au dernier trimestre qui a enregistré une progression de 16,7 %. Le recul du chiffre d'affaires qui ressortait à 18,6 % au premier semestre, s'est ainsi limité à 8,8 % sur l'ensemble de l'année.

La quasi-totalité du chiffre d'affaires consolidé 2009 est représentée par la Compagnie Plastic Omnium, principal actif de Burelle SA. La contribution de Sofiparc au chiffre d'affaires consolidé est marginale, à 2,2 millions d'euros.

La marge brute bénéficie d'une grande partie des économies liées au plan de restructuration et de la baisse des prix des matières premières. Elle ressort à 336,0 millions d'euros en 2009 contre 316,2 millions d'euros fin 2008, soit une hausse de 19,8 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, elle progresse de 11,7 % à 13,7 %.

La marge opérationnelle consolidée s'établit à 101,6 millions d'euros, en hausse de 46,7 % par rapport à l'exercice 2008 qui affichait une marge de 69,2 millions d'euros. Cette performance reflète une forte amélioration de la rentabilité sur la deuxième partie de l'année qui a bénéficié de l'impact conjugué de la reprise d'activité et de l'abaissement du point mort. Au deuxième semestre, la marge opérationnelle ressort à 66,7 millions d'euros contre 34,9 millions d'euros pour la première moitié de l'année. Elle s'établit à 5,2 % du chiffre d'affaires sur le second semestre au lieu de 3,0 % à fin juin 2009.

Les autres charges opérationnelles nettes s'élèvent à 34,6 millions d'euros. Elles correspondent notamment à un complément de restructurations engagées par la Compagnie Plastic Omnium. L'exercice 2008 comprenait des autres charges nettes pour un montant de 78,5 millions d'euros qui couvraient notamment les coûts nets liés au plan de restructuration.

Les charges financières nettes sont en forte baisse, à 25,5 millions d'euros contre 50,6 millions d'euros en 2008. Cette réduction provient notamment de la baisse du taux de financement moyen qui s'établit à 3,3 % en 2009 contre 5,4 % en 2008.

Après comptabilisation de la perte des sociétés mises en équivalence pour 1 million d'euros et d'une charge d'impôt de 8,2 millions d'euros, l'exercice se solde par un bénéfice net des activités poursuivies de 32,3 millions d'euros. En 2008, le résultat net était en perte pour 65,9 millions d'euros.

La perte des activités destinées à être cédées, d'un montant de 3,4 millions d'euros, couvre le résultat généré par les sociétés cédées et par les cessions réalisées pendant l'exercice.

Au total, le résultat net consolidé est bénéficiaire à hauteur de 28,9 millions d'euros. En 2008, il était en perte pour 70,8 millions d'euros. Déduction faite de la part revenant aux minoritaires, l'exercice affiche un résultat net part du groupe de 14,7 millions d'euros au lieu d'un déficit de 44,9 millions d'euros en 2008. Ramenée à une action, le résultat net part du groupe s'élève à 8,4 euros contre une perte de 25 euros pour l'exercice précédent.

La capacité d'autofinancement consolidée du Groupe ressort à 253,4 millions d'euros, soit 10,3 % du chiffre d'affaires consolidé, contre 173,7 millions d'euros et 6,4 % du chiffre d'affaires en 2008. Elle est en hausse de 45,9 %.

Pour préserver les liquidités, les investissements industriels et les projets ont été fortement réduits. Nets des cessions, ils s'élèvent à 84,1 millions d'euros contre 166,7 millions d'euros en 2008. Les actions mises en place pour réduire le besoin en fonds de roulement permettent de dégager des ressources pour 53,3 millions d'euros. Au total, l'excédent de trésorerie produit au cours de l'exercice s'établit à 181,2 millions d'euros soit 7,4 % du chiffre d'affaires. Il contribue à réduire de 152 millions d'euros l'endettement financier net consolidé qui ressort à 406 millions d'euros en fin d'exercice contre 558 millions d'euros fin 2008. L'endettement financier net au 31 décembre 2009 représente 90 % du montant des capitaux propres et des subventions à la clôture.

Compagnie Plastic Omnium

La Compagnie Plastic Omnium, détenue directement à 54,7 %⁽¹⁾ par Burelle SA, est cotée à l'Euronext Paris Compartiment B et fait partie du SBF 250 et du CAC Mid 100. Elle publie séparément des documents financiers pour l'information de ses actionnaires.

La Compagnie Plastic Omnium est présente dans deux principaux métiers : les Équipements Automobiles et l'Environnement qui génèrent respectivement 82 % et 18 % du chiffre d'affaires 2009.

(1) 60,4 % après annulation de l'autocontrôle

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE

Le pôle Automobile est constitué de Plastic Omnium Auto Exterior, numéro un mondial sur le marché des pièces et modules de carrosserie, et de Inergy Automotive Systems, premier fabricant mondial de systèmes à carburant en plastique, détenu en joint-venture à parité avec le groupe Solvay. Ce pôle opère dans les principales zones de production mondiales.

Le pôle Environnement regroupe les activités de vente de produits et de services destinées aux collectivités locales dans les conteneurs de déchets, l'aménagement urbain et la signalisation routière et autoroutière. D'envergure européenne, ce pôle rassemble les opérations de Plastic Omnium Systèmes Urbains, de Signature et du groupe Sulo, basé en Allemagne.

En 2009, le chiffre d'affaires de la Compagnie Plastic Omnium s'élève à 2 458,6 millions d'euros contre 2 696,5 millions d'euros, en 2008, en retrait de 8,8 %.

Sur l'exercice, le pôle Automobile réalise un chiffre d'affaires total de 2 014,5 millions d'euros contre 2 171,5 millions d'euros en 2008, affichant un recul de 7,2 %. Le chiffre d'affaires s'est réparti de manière inégale sur l'ensemble de l'exercice. Après une baisse de 16,8 % sur les neuf premiers mois de l'année, l'activité s'est nettement reprise au quatrième trimestre, enregistrant une hausse de 24 %. Soutenu par les programmes de primes à la casse et la forte progression des pays émergents, le pôle Automobile a globalement bien résisté dans un contexte de forte baisse de la production automobile mondiale, estimée à 23 % hors Brésil, Inde et Chine.

PSA Peugeot Citroën est le premier client du pôle Automobile (25 % du chiffre d'affaires), suivi par Renault (17 %) et General Motors, directement (10 %) et au travers d'Opel Vauxhall (5 %). BMW et Volkswagen/Porsche représentent respectivement 12 % et 11 % du chiffre d'affaires automobile.

Dans l'Environnement, le chiffre d'affaires s'élève 444,1 millions d'euros contre 525 millions d'euros en 2008. Après avoir accusé une chute de 18,9 % au premier semestre en raison des restrictions budgétaires des collectivités locales, principalement en Allemagne, en Espagne et en Grande-Bretagne, l'activité enregistre, sur la deuxième partie de l'exercice, une reprise qui permet de limiter le recul sur l'année à 15,4 %. Principal marché de cette activité, la France est en croissance de 2 % et représente 42 % du chiffre d'affaires total en 2009 contre 35 % en 2008.

Au plan géographique, la France et le reste de l'Europe constituent les principaux marchés, avec respectivement 30 % et 40 % du chiffre d'affaires total contre 26 % et 43 % en 2008. Au total, l'Europe et la France représentent un chiffre d'affaires de 1 701,0 millions d'euros en 2009 contre 1 854,0 millions d'euros en 2008, soit une baisse de 8,2 %.

L'Amérique du nord passe de 20 % du chiffre d'affaires en 2008 à 17 % en 2009. Sa contribution baisse de 540,8 millions d'euros à 420,3 millions d'euros, reflétant la forte chute de la production automobile dans cette partie du monde en 2009. Par contraste, l'Asie affiche une progression de 24,1 %, réalisant un chiffre d'affaires de 233,5 millions d'euros sur l'exercice contre 188,2 millions d'euros en 2008. Sur le marché chinois, devenu au cours de l'année le premier marché automobile mondial, la Compagnie Plastic Omnium a doublé son chiffre d'affaires, qui atteint 100 millions d'euros.

La marge opérationnelle de la Compagnie Plastic Omnium affiche une progression de 44,4 % et retrouve un niveau proche du montant atteint en 2007, à 102,1 millions d'euros contre 70,7 millions d'euros en 2008. En pourcentage du chiffre d'affaires, elle ressort à 4,2 % du chiffre d'affaires contre 2,6 % en 2008.

Grâce aux mesures d'adaptation prises dès 2008 et à une gestion active des projets, le premier semestre se solde par une marge opérationnelle de 35,5 millions d'euros égale à 3 % du chiffre d'affaires, malgré une chute d'activité de 18,6 %. Au deuxième semestre, l'effet conjugué du fort rebond de l'activité automobile en fin d'année et de l'abaissement du point mort permet de dégager une marge opérationnelle en forte amélioration à 66,6 millions d'euros, soit 5,2 % du chiffre d'affaires.

La marge opérationnelle générée par le pôle Automobile progresse, sur l'exercice, de 42,2 millions d'euros à 78,1 millions d'euros soit 3,9 % du chiffre d'affaires contre 1,9 % en 2008. Elle représente 76,5 % de la marge opérationnelle totale.

La part revenant à Plastic Omnium Environnement est en recul du fait de la baisse d'activité. Elle s'établit à 24,0 millions d'euros contre 28,5 millions d'euros en 2008.

Les autres charges opérationnelles nettes s'élèvent à 33,4 millions d'euros contre 72,6 millions d'euros en 2008. Des mesures complémentaires de réduction des coûts ont été engagées pour faire face notamment à une baisse attendue des volumes de production mi-2010.

Après prise en compte du résultat financier, négatif à hauteur de 25,1 millions d'euros, et d'une charge d'impôt de 8,2 millions d'euros, le résultat net des activités poursuivies ressort à 34,4 millions d'euros à comparer à une perte de 58,3 millions d'euros en 2008.

Déduction faite de la perte de 3,4 millions d'euros liée aux activités non poursuivies, le résultat net s'établit à 31,0 millions d'euros et le résultat net part du groupe à 27,9 millions d'euros. En 2008, la Compagnie Plastic Omnium avait enregistré une perte nette de 63,2 millions d'euros, avant déduction de la quote-part des minoritaires, et de 65,4 millions d'euros en part du groupe.

La capacité d'autofinancement progresse de 45,2 %, s'établissant à 253,9 millions d'euros (10,3 % du chiffre d'affaires) contre 174,8 millions d'euros en 2008 (6,5 % du chiffre d'affaires). Compte tenu des investissements industriels et des projets réalisés au cours de l'exercice pour 84 millions d'euros, nets des cessions, et des ressources dégagées par la réduction du besoin en fonds de roulement pour 53 millions d'euros, les opérations produisent un excédent de trésorerie positif de 181,4 millions d'euros soit 7,4 % du chiffre d'affaires.

Grâce au *cash flow* libre dégagé, l'endettement financier net de la Compagnie Plastic Omnium à la fin de l'exercice affiche une baisse de 154 millions d'euros, à 406 millions d'euros contre 560 millions d'euros au 31 décembre 2008. La Compagnie Plastic Omnium termine l'exercice avec un *gearing* égal à 92 % du montant des fonds propres et des subventions et un ratio de couverture de l'endettement financier net par l'EBITDA de 1,5.

Sofiparc

Filiale à 100 % de Burelle SA, Sofiparc est propriétaire d'un ensemble immobilier constitué de 13 200 m² de bureaux et de 306 parkings situés à Levallois (Hauts-de-Seine). Elle possède également des terrains nus ou donnés en bail à construction situés à Lyon et dans sa région.

Depuis la fin de l'exercice 2008, les bureaux de Levallois sont intégralement loués à des sociétés du Groupe ou à des locataires extérieurs dans le cadre de baux de six ans ferme. Bénéficiant d'un chiffre d'affaires plein sur l'exercice, la marge opérationnelle double par rapport au niveau atteint en 2008. Elle s'élève à 4,4 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 6,7 millions d'euros alors qu'en 2008, elle ressortait à 2,2 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 4,9 millions d'euros.

Burelle Participations

Société de capital-investissement, Burelle Participations investit, aux côtés de partenaires, dans des acquisitions d'entreprises, généralement par effet de levier, directement sous forme d'investissements en capital ou en mezzanine ou indirectement au travers de fonds spécialisés. Elle détient un portefeuille de 17 lignes réparties essentiellement sur trois catégories d'actifs (fonds, capital et mezzanine).

Le secteur du capital-investissement a connu, en 2009, une activité très réduite du fait des circonstances économiques et des réticences des banques à octroyer des crédits pour des acquisitions avec effet de levier. Les opérations conclues ont concerné principalement des sociétés de petite taille acquises avec un niveau d'endettement modéré. Les acteurs du secteur se sont concentrés sur la gestion de leur portefeuille et sur la renégociation des financements de leurs investissements les plus touchés par la crise.

Dans ce contexte atone, Burelle Participations n'a fait aucune nouvelle opération au cours de l'exercice. Les déboursements, net des distributions, se sont élevés à 0,4 million d'euros et ont concerné des actifs en portefeuille. Au 31 décembre 2009, les montants investis, nets des distributions, s'élèvent à 29 millions d'euros, en incluant les placements financiers à court terme.

Globalement, le portefeuille de Burelle Participations a bien résisté à la détérioration de la conjoncture grâce à une politique d'investissement prudente et diversifiée. Toutefois, un investissement a donné lieu à la comptabilisation en compte de résultat d'une dépréciation couvrant quasiment l'intégralité du montant investi (1,3 million d'euros). Le reste du portefeuille a fait l'objet d'un ajustement à juste valeur globalement négatif de 0,1 million d'euros.

La contribution de Burelle Participations au résultat consolidé de Burelle, négative à hauteur de 0,6 million d'euros, reflète principalement l'impact de la dépréciation mentionnée ci-dessus qui a amputé les produits provenant des financements mezzanine.

Au 31 décembre 2009, l'actif net réévalué de Burelle Participations ressortait à 30,5 millions d'euros.

PERSPECTIVES 2010

Dans un environnement économique toujours difficile à anticiper, les perspectives 2010 du Groupe Burelle restent étroitement liées à celles de l'activité automobile de la Compagnie Plastic Omnium qui détermine la partie la plus importante des résultats consolidés.

Sur la base d'une activité en début d'année comparable à celle de fin 2009, la Compagnie Plastic Omnium attend, pour le premier semestre 2010, une marge opérationnelle similaire à celle du second semestre 2009. Pour l'ensemble de l'année, elle prévoit de réaliser un chiffre d'affaires en légère progression et de générer, comme en 2009, un *cash flow* libre positif.

L'année 2010 verra la poursuite de l'implantation dans les pays émergents, notamment en Chine et en Inde, qui constituent des axes de développement prioritaires.

Burelle Participations n'attend pas de cession significative avant 2011. Elle prévoit un résultat net légèrement positif en 2010 à valorisations identiques. Le résultat net de Sofiparc devrait être comparable à celui de 2009.

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

données dans le cadre de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce (décret n°2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002).

Burelle SA est une société holding qui n'a pas d'activité industrielle. Les informations environnementales et sociales indiquées ci-dessous correspondent au même périmètre que celui de la consolidation financière, avec les mêmes règles d'intégration des filiales dans la limite d'une participation supérieure ou égale à 50 % pour les informations environnementales. La société HBPO intégrée en proportionnelle à 33,33 % n'y figure pas.

Par rapport à 2008, le périmètre 2009 intègre désormais deux nouveaux sites industriels : une usine supplémentaire de Plastic Omnium Auto Exterior en Chine et une usine d'INERGY en Russie. En revanche, trois sites industriels français de l'activité Automobile de la Compagnie Plastic Omnium ont été fermés en 2009.

Par ailleurs, seules les informations sécurité des sites chinois de Plastic Omnium Auto Exterior ont pu être prises en compte en totalité dans le rapport de cette année, les informations environnementales n'ayant pu être collectées que pour trois sites sur six (à l'exception de la consommation de plastiques recyclés, de la quantité de déchets recyclés, du coût de traitement des déchets et des rejets de COV).

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Les filiales de Burelle SA poursuivent la formalisation de leur management environnemental initiée en 2001. Le principe de management et de reporting retenu est celui de l'implication de tous les acteurs au travers du référentiel ISO 14001, avec une décentralisation des responsabilités au niveau de chaque entité. La centralisation ne concerne que la stratégie générale et la consolidation des données brutes communiquées par les sites. Les partenaires et les fournisseurs sont progressivement intégrés à la démarche globale.

La forte implication de la Direction Générale et le déploiement d'un management de l'Environnement et de la Sécurité depuis 2002 se sont traduits par une poursuite de l'amélioration de divers indicateurs durant l'année 2009 :

- la part des déchets ultimes a été ramenée à 2,1 % des matières transformées en 2009 contre 2,8 % en 2008, ce qui représente une progression de 25 %.
- dans le domaine de la sécurité, on constate une nouvelle baisse sur un an de 17 % du Tf1 (Taux de Fréquence des Accidents de Travail avec arrêt, personnel intérimaire inclus) à 5,67 contre 6,83 en 2008, de 23 % du Tf2 (Taux de Fréquence des Accidents de Travail avec et sans arrêt, personnel intérimaire inclus) à 13,78 contre 18,06 en 2008. Concrètement, cela équivaut à une réduction d'un accident de travail par jour en 2009 par rapport à 2008.
- concernant le Tg (Taux de Gravité, personnel intérimaire inclus), sa dégradation de 0,18 en 2008 à 0,43 est due à l'intégration de 6 000 jours d'arrêt pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur l'un des sites de la Compagnie Plastic Omnium en Pologne, en mai 2009.

En revanche, la baisse d'activité enregistrée en 2009 en raison de la crise mondiale, conjuguée à l'intégration au périmètre de consolidation de trois usines automobile en Chine, ont entraîné une dégradation temporaire des indicateurs suivants :

- ratios de consommation d'énergies rapportée au volume de matière transformée :
 - Électricité : 2,034 KWh/kg de matière transformée en 2009 contre 1,740 en 2008, soit + 17 %.
 - Gaz : 0,897 KWh/kg de matière transformée en 2009 contre 0,853 en 2008, soit + 5 %.
- ratio des émissions de gaz à effet de serre rapportées au volume de matière transformée : 0,889 kg CO₂/kg de matière transformée en 2009 contre 0,706 en 2008, soit + 26 %.

Par ailleurs, le programme de certification ISO 14001 s'est poursuivi en 2009. Il atteint à présent 72 sites certifiés sur 80, soit 90 % du périmètre de certification contre 74 sites sur 81 à fin 2008. En 2009, deux sites français qui étaient certifiés ont été fermés et une nouvelle usine non encore certifiée a été ouverte en Russie.

Parallèlement, un programme de certification OHSAS 18001 a été initié fin 2005. On dénombrait 59 sites certifiés sur 77 à fin décembre 2009, soit 77 % du périmètre de certification, contre 50 sites sur 78 à fin 2008.

La certification OHSAS 18001 du pilotage central de la sécurité des personnes et des biens du Groupe, obtenue en décembre 2006, a été renouvelée en décembre 2009.

Données environnementales :

Impacts environnementaux

Consommations 2009 en eau, électricité, gaz :

	2009	2008	2007
Eau en m³	1 764 298	2 028 424	2 294 136
Consommation annuelle			
Part de CA couvert	99 %	98 %	99 %
Électricité en KWh	501 563 316	527 360 631	551 391 816
Consommation annuelle			
Part de CA couvert	99 %	98 %	99 %
Gaz en KWh	221 199 377	258 698 971	260 430 353
Consommation annuelle			
Part de CA couvert	99 %	98 %	99 %

Consommations 2009 en matières plastiques :

	2009	2008	2007
Plastiques vierges (en tonnes)	169 133	214 705	214 949
Consommation annuelle			
Part de CA couvert	99 %	98 %	99 %
Plastiques recyclés (en tonnes)	26 911	24 831	21 635
Consommation annuelle			
Part de CA couvert	96 %	98 %	99 %
Total plastiques (en tonnes)	196 044	239 536	236 584
Consommation annuelle			
Part de CA couvert	99 %	98 %	99 %

Consommations 2009 en peintures et solvants :

	2009	2008	2007
Peintures (en tonnes)	5 017	4 588	3 830
Consommation annuelle			
Part de CA couvert	99 %	98 %	99 %
Solvants (en tonnes)	3 764	4 997	7 889
Consommation annuelle			
Part de CA couvert	99 %	98 %	99 %
Solvants & peintures (en tonnes)	8 781	9 585	11 719
Consommation annuelle			
Part de CA couvert	99 %	98 %	99 %

Rejets atmosphériques 2009 :

- COV (composés organiques volatils) :

	2009	2008	2007
COV équivalent Carbone (en tonnes)	1 274	1 855	1 953
Part du CA couvert des sites concernés	97 %	98 %	97 %

- GES (gaz à effet de serre) :

	2009	2008	2007
Gaz à effet de serre (en tonnes)	219 158 *	214 080 *	208 169 *
Part du CA couvert des sites concernés	99 %	98 %	98 %

Ces chiffres correspondent aux émissions de CO₂ issues des énergies consommées par les sites industriels.

* Les émissions de 2007 et de 2008 ont été recalculées à l'aide de facteurs d'émission réactualisés (source : Agence Internationale de l'Énergie, données 2007).

Déchets 2009 :

	2009	2008	2007
Déchets recyclés (en tonnes)			
Rejets annuels	21 103	16 105	15 690
Part de CA couvert	96 %	98 %	99 %
Déchets valorisés (en tonnes)			
Rejets annuels	7 975	11 618 **	11 430
Part de CA couvert	99 %	98 %	99 %
Déchets ultimes (en tonnes)			
Rejets annuels	5 253	8 553	10 153
Part de CA couvert	99 %	98 %	99 %
Total Déchets (en tonnes)			
Rejets annuels	34 331	36 276 **	37 274
Part de CA couvert	99 %	98 %	99 %

** Les déchets valorisés de 2008 ont été corrigés suite à l'identification d'une donnée erronée.

- Coût global du traitement des déchets : 2,7 millions d'euros (96 % du CA couvert)
- Recette générée grâce à la vente par les sites des déchets à recycler : 2,2 millions d'euros (96 % du CA couvert).

Utilisation de matériaux recyclés en 2009:

- Consommation de matières plastiques recyclées : 26 911 tonnes.
- Par ailleurs, Plastic Recycling, filiale à 50/50 de la Compagnie Plastic Omnium et de CFF Recycling, a recyclé par régénération 8 124 tonnes de matières plastiques en 2009.

Certifications

Le périmètre de certification est constitué de l'ensemble des sites de production des sociétés détenues à 50 % ou plus par les sociétés du Groupe. Les Sites Avancés Fournisseurs (SAF) sont inclus dans la certification des sites de production auxquels ils sont rattachés.

- ISO 14001 : 72 sites sont désormais certifiés ISO 14001, ce qui représente 90 % du périmètre à certifier, soit 80 sites. De manière récurrente, la Compagnie Plastic Omnium, principale filiale de Burelle SA, acquiert et/ou construit régulièrement de nouvelles usines. En conséquence, l'objectif de 95 % visé pour 2009 n'a pu être atteint. Ces nouveaux sites sont néanmoins engagés dans cette démarche. L'objectif visé pour 2010 est de 94 %.

- OHSAS 18001 : 59 sites sont à présent certifiés OHSAS 18001, ce qui représente 77 % du périmètre à certifier, soit 77 sites. Pour les mêmes raisons que pour l'ISO 14001, l'objectif de 91 % visé pour 2009 n'a pu être atteint. Tous les sites sont néanmoins engagés dans cette démarche. L'objectif visé pour 2010 est de 87 %.

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

D'autre part, la certification OHSAS 18001 du pilotage central de la sécurité des personnes et des biens du Groupe, obtenue en décembre 2006, a été renouvelée en décembre 2009 selon la version 2007 du référentiel.

Organisation

L'organisation Environnement et Sécurité initiée en 2001 repose sur :

- Un Directeur Sécurité Groupe, chargé de la mise en œuvre de la stratégie HSE définie par le Comité de Direction Groupe de la Compagnie Plastic Omnium, de l'animation et de la coordination des plans d'actions associés au Système de Management Sécurité.
- Un «réseau Environnement» et un «réseau Sécurité» constitués de correspondants dédiés dans chaque entité.
- Une intégration dans les objectifs individuels des performances sécurité.
- Un reporting mensuel des principaux indicateurs Environnement et Sécurité, examiné en parallèle des indicateurs financiers au cours de chaque Comité de Direction Groupe de la Compagnie Plastic Omnium.

Formation Sécurité & Environnement

- Information/Sensibilisation : 10 129 heures ont été dispensées en 2009, touchant 6 932 participants (99 % du CA couvert).
- Formation : 25 119 heures ont été dispensées en 2009, touchant 6 813 participants (99 % du CA couvert).
- Le déploiement du programme de formation baptisé « Top Safety » lancé en 2005 et visant à développer durablement une culture de sécurité pour tendre vers le « zéro accident », s'est poursuivi en 2009. On dénombre désormais 409 managers formés et 6 988 personnes sensibilisées, issus de sites industriels en Europe, aux États-Unis, au Mexique et en Amérique du sud.
- En 2008, la Compagnie Plastic Omnium a lancé un ambitieux plan HSE à l'horizon 2012. Doté d'un calendrier d'actions sur quatre ans, il traduit une volonté de continuer à renforcer la sécurité des hommes et des biens et de minimiser les impacts de ses activités sur l'environnement.

Dépenses et investissements relatifs à l'environnement :

- Recherche et Développement : 110 millions d'euros, soit 4,5 % du CA consolidé.
- Dépenses Environnement et Sécurité : 3,4 millions d'euros (99 % du CA couvert).
- Investissements industriels : 49 millions d'euros.
- Investissements spécifiques Environnement et Sécurité : 4,5 millions d'euros (99 % du CA couvert).
- Provision pour risque environnemental : 0,7 million d'euros (99 % du CA couvert).
- Pas de produits transformés à base d'amiante.

À noter cependant que les variations de périmètres, d'assiette de répartition et de taux de réponse entre 2008 et 2009 ont une légère influence sur l'évolution des indicateurs.

Par ailleurs, certaines données des années antérieures (rejets atmosphériques de CO₂ en 2007 et 2008, déchets valorisés en 2008) ont été corrigées rétroactivement. Les tableaux ci-dessus sont établis sur la base de ces données corrigées pour toutes les années présentées.

INFORMATIONS SÉCURITÉ

Indicateurs sécurité (personnel intérimaire inclus) :

	2009	2008	2007
Nombre de premiers soins	1 658	2 548	2 926
Nombre d'accidents du travail sans arrêt	220	360	430
Nombre d'accidents du travail avec arrêt	154	219	263
Nombre de jours perdus pour accidents du travail avec arrêt	11 554 ***	5 806	7 443

*** Intégration de 6 000 jours d'arrêt pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur l'un des sites du Groupe en Pologne en mai 2009.

Taux de fréquence et taux de gravité (personnel intérimaire inclus) :

	2009	2008	2007
Tf1 : Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	5,67	6,83	8,48
Tf2 : Taux de fréquence des accidents du travail avec et sans arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	13,78	18,06	22,71
Tg : Taux de gravité des accidents du travail (en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par millier d'heures travaillées)	0,43	0,18	0,24

**Taux de fréquence et taux de gravité
(hors personnel intérimaire) :**

	2009	2008	2007
Tf1 : Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	5,31	5,90	6,87
Tf2 : Taux de fréquence des accidents du travail avec et sans arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	13,17	16,27	19,59
Tg : Taux de gravité des accidents du travail (en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par millier d'heures travaillées)	0,46	0,19	0,25

Ces chiffres traduisent directement le résultat des actions entreprises depuis sept ans pour améliorer la sécurité au travail.

INFORMATIONS SOCIALES

Les sociétés du Groupe Burelle s'attachent à recruter les meilleurs collaborateurs dans toutes leurs activités et à mettre en place des outils de gestion performants pour assurer leur fidélisation et leur épanouissement.

L'organisation fait une large place aux méthodes de gestion en groupes de projets dans les activités de développement, et en unités autonomes de production sur les sites industriels.

Tout en veillant à maintenir une culture de groupe international, les sociétés du Groupe favorisent le management local et la résolution des problèmes au plus près du terrain. Le Groupe est respectueux des lois locales et recherche le consensus avec les partenaires sociaux.

À fin 2009, les sociétés du Groupe emploient 13 746 personnes.

À la fin de l'exercice 2009, 64 % des effectifs travaillent hors de France.

Données sociales :

Données financières consolidées :

En millions d'euros	2009	2008	2007	2006
Salaires et appointements :	359,8	391,3	385,1	383,7
Charges salariales :	107,1	116,1	139,8	138,5
Participation des salariés :	8,5	3,8	5,4	3,4
Coûts nets des engagements retraite :	(3,1)	(2,5)	(0,1)	(1,3)
Rémunération sur base d'actions :	2,1	2,1	1,4	1,0
Autres charges de personnel :	11,2	10,1	9,9	13,0
Total	485,6	520,9	541,4	538,2

Autres données 2009

Les données présentées ci-dessous et leur ventilation portent sur tout le périmètre de consolidation.

Le joint-venture HBPO et les filiales chinoises de la Compagnie Plastic Omnium, XieNO et YFPO, dont les effectifs s'élèvent à 1 385 personnes au 31 décembre 2009, ne sont prises en compte dans les données sociales ci-dessous que pour les informations relatives aux effectifs.

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

	2009	2008	2007
Effectifs inscrits au 31 décembre	12 441	13 106	14 206
Contrats à durée indéterminée	11 325	12 045	13 112
Contrats à durée déterminée	1 116	1 061	1 094
Hommes	9 622	10 088	10 801
Femmes	2 819	3 018	3 405
Ouvriers	6 903	6 946	7 684
Employés, techniciens et agents de maîtrise	3 433	3 923	3 943
Cadres	2 105	2 237	2 579
Intérimaires			
Intérimaires en équivalent temps plein	998	1 656	2 367
Intérimaires en fin d'année	1 305	738	2 073
Nombre de salariés licenciés dans l'année			
Licenciements économiques	815	472	298
Licenciements pour autre motif	283	420	662
Total des licenciements	1 098	892	960
Heures supplémentaires			
Temps de travail hebdomadaire de 35 à 48 heures selon les pays			
Heures supplémentaires (équivalent temps plein)	239	231	301
Nombre total de salariés travaillant en équipe			
Salariés travaillant en équipes	5 817	6 478	6 945
<i>Dont salariés travaillant la nuit seulement</i>	630	997	790
<i>Dont salariés travaillant le week-end seul</i>	29	57	85
Salariés à temps partiel	293	327	357
Absentéisme dans l'année et motifs (en % heures travaillées)			
Taux d'absentéisme pour accidents du travail	0,14 %	0,16 %	0,19 %
Taux d'absentéisme pour autres motifs	2,86 %	2,71 %	2,88 %
Taux d'absentéisme total	3,00 %	2,87 %	3,07 %
Égalité entre hommes et femmes			
Nombre de femmes cadres au 31 décembre	370	399	437
Nombre de femmes cadres recrutées dans l'année	28	54	76
Relations sociales			
Comités existants	138	152	154
Autres commissions (formation ou suggestions)	39	42	53
Syndicats représentés	29	31	33
Accords d'entreprise conclus dans l'année	121	95	104
Formation			
Nombre de stagiaires par an	15 491	28 382	31 592
Nombre de stages/salarié/an	1,28	2,26	2,50
Total des factures des organismes de formation (en milliers d'euros)	2 010	3 158	3 524
Total des heures de formation	183 277	231 366	268 100
Heures de formation par an et par salarié	14,7	18,4	20,8
Personnes handicapées			
Nombre de handicapés	192	230	211
Œuvres sociales (France seule)			
Montant des œuvres sociales CE versées dans l'année (en milliers d'euros)	1418	1 558	1 671

BILAN

En milliers d'euros

	Notes	31 décembre 2009	31 décembre 2008
ACTIF			
Écarts d'acquisition	3.1.2 – 3.2.2 – 5.1.1.1	232 730	234 037
Immobilisations incorporelles	3.1.2 – 3.2.2 – 5.1.1.2	106 968	167 525
Immobilisations corporelles	3.1.2 – 3.2.2 – 5.1.2	585 748	633 223
Immeubles de placement	3.1.2 – 3.2.2 – 5.1.3	35 512	33 763
Titres mis en équivalence	5.1.4 a	10 602	11 773
Actifs financiers disponibles à la vente – Titres de participations	5.1.5.1	2 085	1 020
Autres actifs financiers disponibles à la vente*	5.1.5.2 – 5.2.5 a	22 143	22 977
Autres actifs financiers*	5.1.6 – 5.2.5 a	82 618	14 191
Impôts différés actifs	5.1.10	74 666	79 652
TOTAL ACTIF NON COURANT		1 153 071	1 198 161
Stocks	3.1.2 – 5.1.7	206 049	295 022
Créances de financement clients*	5.1.9.2 – 5.2.5 a	47 670	4 885
Créances clients et comptes rattachés	3.1.2 – 5.1.8 a – c	262 846	279 091
Autres créances	5.1.8 b – c	118 911	126 827
Autres créances financières à court terme*	5.1.9.1 – 5.2.5 a	5 311	22 529
Instruments financiers de couverture*	5.2.5 a – 6.7		2 140
Trésorerie et équivalents de trésorerie*	5.1.11 – 5.1.12 d	181 682	173 220
TOTAL ACTIF COURANT		822 469	903 714
Actifs destinés à être cédés	2.2.3	5 695	9 301
TOTAL ACTIF		1 981 235	2 111 175

	Notes	31 décembre 2009	31 décembre 2008
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capital	5.2.1	28 055	28 055
Actions propres		(9 473)	(5 623)
Prime d'émission, de fusion, d'apport		16 494	16 494
Réserves et écarts d'évaluation		218 252	264 450
Résultat de l'exercice		14 675	(44 917)
CAPITAUX PROPRES GROUPE		268 003	258 459
Intérêts minoritaires		170 958	178 211
TOTAL CAPITAUX PROPRES		438 961	436 671
Emprunts et dettes financières - part à long terme*	5.2.5 a – 7.4	588 805	624 794
Provisions pour engagements de retraites et assimilés	5.2.7 – 5.2.8	34 737	33 133
Provisions – part à long terme	5.2.7	7 505	9 909
Subventions publiques – part à long terme	5.2.4	10 847	14 427
Impôts différés passifs	5.1.10	23 373	32 327
TOTAL PASSIF NON COURANT		665 266	714 590
Découverts bancaires	5.1.12 d – 5.2.5 a – 7.4	34 163	47 947
Emprunts et dettes financières - part à court terme*	5.2.5 a – 7.4	116 901	106 948
Autres dettes financières à court terme*	5.2.5 a – 7.4		11 580
Instruments financiers de couverture*	5.2.5 a – 7.4	5 516	6 569
Provisions - part à court terme	5.2.7	41 553	39 454
Subventions publiques, part à court terme	5.2.4	275	245
Fournisseurs et comptes rattachés	5.2.6 a – c	386 983	438 880
Autres dettes d'exploitation	5.2.6 b – c	291 617	308 178
TOTAL PASSIF COURANT		877 007	959 801
Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés	2.2.3		114
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		1 981 235	2 111 175

* La dette financière nette s'élève à 406,0 millions d'euros au 31 décembre 2009 contre 557,9 millions d'euros au 31 décembre 2008.

COMPTES DE RÉSULTAT

En milliers d'euros

	Notes	2009	%	2008	%
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	3.1.1 – 3.2.1	2 460 880	100 %	2 697 983	100 %
Coût des biens et services vendus	4.2	(2 124 913)	(86,3 %)	(2 381 794)	(88,3 %)
MARGE BRUTE		335 968	13,7 %	316 188	11,7 %
Frais de recherche et développement nets	4.1 – 4.2	(44 227)	(1,8 %)	(45 999)	(1,7 %)
Frais commerciaux	4.2	(52 979)	(2,2 %)	(53 427)	(2,0 %)
Frais administratifs	4.2	(137 199)	(5,6 %)	(147 531)	(5,5 %)
MARGE OPÉRATIONNELLE	3.1.1	101 562	4,1 %	69 230	2,6 %
Autres produits opérationnels	4.5	43 896	1,8 %	10 597	0,4 %
Autres charges opérationnelles	4.5	(78 502)	(3,2 %)	(89 132)	(3,3 %)
Charges de financement	4.7	(24 643)	(1,0 %)	(46 460)	(1,7 %)
Autres produits financiers	4.7	3 317	0,1 %	842	
Autres charges financières	4.7	(4 151)	(0,2 %)	(5 002)	(0,2 %)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	4.6	(993)		(209)	
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔT	3.1.1	40 486	1,6 %	(60 134)	(2,2 %)
Impôt sur le résultat	4.8	(8 212)	(0,3 %)	(5 764)	(0,2 %)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	3.1.1	32 274	1,3 %	(65 898)	(2,4 %)
Résultat après impôt des activités abandonnées	2.2.1 – 2.2.2	(3 408)	(0,1 %)	(4 910)	(0,2 %)
RÉSULTAT NET	3.1.1	28 866	1,2 %	(70 808)	(2,6 %)
Résultat net – part revenant aux minoritaires		14 191	0,6 %	(25 891)	(1,0 %)
RÉSULTAT NET – PART REVENANT AU GROUPE		14 675	0,6 %	(44 917)	(1,7 %)
RÉSULTAT NET PAR ACTION – PART REVENANT AU GROUPE					
De base (en euros)*	4.9	8,41		(25,0)	
RÉSULTAT NET PAR ACTION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES					
PART REVENANT AU GROUPE					
De base (en euros)*	4.9	9,59		(23,44)	

* Le résultat net par action de base est calculé sur le nombre d'actions formant le capital social, diminué des titres d'autocontrôle imputés sur les capitaux propres.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros

	2009			2008		
	Total	Montants bruts	Impôts	Total	Montants bruts	Impôts
Résultat net de la période – Part du Groupe	14 675	19 123	(4 448)	(44 917)	(42 169)	(2 748)
Mouvement de la réserve de conversion	(2 067)	(2 067)		794	794	
Écarts actuariels reconnus en capitaux propres	(946)	(862)	(85)	776	1 035	(259)
Instruments dérivés qualifiés de couverture	(522)	(1 249)	727	(3 329)	(3 329)	
<i>Gains/pertes de la période</i>	<i>(2 352)</i>	<i>(3 640)</i>	<i>1 287</i>	<i>(5 419)</i>	<i>(5 419)</i>	
<i>Montants recyclés en résultat</i>	<i>1 830</i>	<i>2 391</i>	<i>(561)</i>	<i>2 090</i>	<i>2 090</i>	
Mise en juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(129)	(129)		870	870	
Ajustement à la juste valeur des actifs corporels	239	239		1 901	1 901	
Résultat reconnu directement en capitaux propres	(3 425)	(4 067)	642	1 012	1 271	(259)
Résultat global par année – Part Groupe	11 250	15 056	(3 806)	(43 905)	(40 898)	(3 007)
Résultat net de la période – Part des minoritaires	14 191	17 955	(3 764)	(25 891)	(22 875)	(3 016)
Mouvement de la réserve de conversion	(906)	(906)		1 118	1 118	
Écarts actuariels reconnus en capitaux propres	(779)	(723)	(55)	390	593	(203)
Instruments dérivés qualifiés de couverture	(343)	(820)	477	(2 502)	(2 502)	
<i>Gains/pertes de la période</i>	<i>(1 545)</i>	<i>(2 390)</i>	<i>846</i>	<i>(4 073)</i>	<i>(4 073)</i>	
<i>Montants recyclés en résultat</i>	<i>1 202</i>	<i>1 570</i>	<i>(368)</i>	<i>1 571</i>	<i>1 571</i>	
Ajustement à la juste valeur des actifs corporels				1 071	1 071	
Résultat reconnu directement en capitaux propres	(2 027)	(2 449)	422	77	280	(203)
Résultat global par année – Part des minoritaires	12 163	15 506	(3 342)	(25 814)	(22 595)	(3 219)
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL PAR ANNÉE	23 413	30 561	(7 148)	(69 719)	(63 493)	(6 226)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros

En milliers d'unités pour le nombre d'actions

	Nombre d'actions	Capital	Primes liées au capital	Actions Propres	Autres Réserves	Écarts de conversion	Résultat Groupe	Capitaux propres		Total capitaux propres
								Part du Groupe	Intérêts minoritaires	
Capitaux propres après résultat au 31 décembre 2006	1 870	28 055	16 494	(1 381)	198 970	(6 626)	31 506	267 018	215 853	482 871
Dividendes distribués					(1 469)			(1 469)	(5 698)	(7 167)
Actions propres de BURELLE SA*				432	(608)			(176)		(176)
Affectation du résultat 2006					31 506		(31 506)			
Augmentation de capital										
Variation de périmètre**					28 023			28 023	(3 791)	24 232
Mouvement de la réserve de conversion						(9 895)		(9 895)	(7 541)	(17 436)
Écart actuariel sur avantages au personnel					(383)			(383)	(556)	(939)
Instruments dérivés qualifiés de couverture					239			239	244	483
Mise en juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente					182			182		182
Coûts relatifs aux stock options de la Compagnie Plastic Omnium					598			598	488	1 086
Autres variations					641			641	290	931
Capitaux propres avant résultat au 31 décembre 2007	1 870	28 055	16 494	(949)	257 699	(16 521)		284 778	199 289	484 067
Résultat au 31 décembre 2007							23 692	23 692	24 775	48 467
Capitaux propres après résultat au 31 décembre 2007	1 870	28 055	16 494	(949)	257 699	(16 521)	23 692	308 470	224 064	532 534
Dividendes distribués					(1 585)			(1 585)	(6 053)	(7 638)
Actions propres de BURELLE SA*				(4 674)				(4 674)		(4 674)
Affectation du résultat 2007					23 692		(23 692)			
Augmentation de capital										
Variation de périmètre**					(344)			(344)	(14 360)	(14 704)
Mouvement de la réserve de conversion						794		794	1 118	1 912
Écart actuariel sur avantages au personnel					776			776	390	1 166
Instruments dérivés qualifiés de couverture					(3 329)			(3 329)	(2 502)	(5 831)
Mise en juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente					870			870		870
Ajustement à la juste valeur des actifs corporels					1 901			1 901	1 071	2 972
Coûts relatifs aux stock options de la Compagnie Plastic Omnium					497			497	374	871
Autres variations										
Capitaux propres avant résultat au 31 décembre 2008	1 870	28 055	16 494	(5 623)	280 177	(15 727)		303 376	204 102	507 479
Résultat au 31 décembre 2008							(44 917)	(44 917)	(25 891)	(70 808)
Capitaux propres après résultat au 31 décembre 2008	1 870	28 055	16 494	(5 623)	280 177	(15 727)	(44 917)	258 459	178 211	436 671
Dividendes distribués					(899)			(899)	(4 455)	(5 354)
Actions propres de BURELLE SA*				(3 850)				(3 850)		(3 850)
Affectation du résultat 2008					(44 917)		44 917			
Augmentation de capital										
Variation de périmètre**					1 767			1 767	(15 799)	(14 033)
Mouvement de la réserve de conversion						(2 067)		(2 067)	(906)	(2 973)
Écart actuariel sur avantages au personnel					(946)			(946)	(779)	(1 725)
Instruments dérivés qualifiés de couverture					(522)			(522)	(343)	(865)
Mise en juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente					(129)			(129)		(129)
Ajustement à la juste valeur des actifs corporels					239			239		239
Coûts relatifs aux stock options de la Compagnie Plastic Omnium					1 276			1 276	838	2 114
Autres variations										
Capitaux propres avant résultat au 31 décembre 2009	1 870	28 055	16 494	(9 473)	236 046	(17 794)		253 328	156 767	410 095
Résultat au 31 décembre 2009							14 675	14 675	14 191	28 866
Capitaux propres après résultat au 31 décembre 2009	1 870	28 055	16 494	(9 473)	236 046	(17 794)	14 675	268 003	170 958	438 961

* Voir dans le « Tableau de Flux de Trésorerie », le montant en « Vente/achat d'actions propres » dans la rubrique « Flux de trésorerie provenant des opérations de financement ».

** Voir la note 5.2.2 sur le détail de la « Variation de périmètre »

Le dividende par action distribué en 2009 par la société Burelle SA sur les résultats de l'exercice 2008 est de 0,50 euro contre 0,85 euro en 2008 sur les résultats de l'exercice 2007.

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers d'euros

	Notes	2009	2008
I – FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat net	3.1.1	28 866	(70 808)
Éléments sans incidence sur la trésorerie		224 494	244 507
<i>Résultat net des activités arrêtées, cédées ou destinées à être cédées</i>		3 408	4 910
<i>Résultat des sociétés mises en équivalence</i>		993	209
<i>Charges relatives aux plans de stock options</i>		2 114	871
<i>Autres éliminations</i>		2 097	(5 986)
<i>Dépréciations et amortissements des immobilisations corporelles</i>		107 383	100 299
<i>Dépréciations et amortissements des immobilisations incorporelles</i>		65 203	52 595
<i>Variation des provisions pour risques et charges</i>		(2 420)	33 098
<i>Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés</i>		16 941	11 252
<i>Subventions d'exploitation au compte de résultat</i>		(1 032)	(1 673)
<i>Charge d'impôt exigible et des impôts différés</i>	4.8	8 212	5 764
<i>Charge d'intérêts financiers</i>		21 595	43 168
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (A)		253 360	173 699
Stocks et en-cours nets	5.1.12 a	90 919	(6 258)
Créances clients et comptes rattachés nets		12 151	94 020
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		(59 310)	(95 865)
Autres actifs nets et passifs d'exploitation		9 571	(3 854)
VARIATION DES ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (B)		53 331	(11 957)
IMPÔTS DÉCAISSÉS (C)		(16 290)	(23 471)
Intérêts payés		(25 699)	(48 504)
Intérêts perçus		653	8 099
INTERÊTS FINANCIERS NETS DÉCAISSÉS (D)		(25 046)	(40 405)
TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION (A + B + C + D)		265 355	97 866
II – FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	3.1.3 – 5.1.2	(68 650)	(97 135)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	3.1.3 – 5.1.1.2 – 5.1.12 b	(34 463)	(74 589)
Cessions d'immobilisations corporelles	4.2 – 4.5	23 341	8 014
Cessions d'immobilisations incorporelles	4.2 – 4.5	6 053	3 188
Variation nette des Avances sur Immobilisations/Fournisseurs d'immobilisations		(7 993)	(8 857)
Subventions d'investissement reçues		(2 403)	2 641
FLUX D'INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION (E)		(84 115)	(166 738)
EXCÉDENT/DÉFICIT DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS (A + B + C + D + E) *		181 240	(68 872)
Acquisitions d'immobilisations financières	5.1.12 c	(2 864)	(5 446)
Acquisition d'actions de la Compagnie Plastic Omnium	5.2.2	(15 901)	(12 587)
Cessions d'immobilisations financières		243	932
Impact des variations de périmètre – Trésorerie apportée par les sociétés entrantes		756	8
Impact des variations de périmètre – Trésorerie annulée au titre des sociétés sortantes		(109)	77
FLUX D'INVESTISSEMENTS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES (F)		(17 874)	(17 016)
FLUX DE TRÉSORERIE NET DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (E + F)		(101 989)	(183 754)
III – FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation/diminution du capital et des primes			
Vente/achat d'actions propres		(3 850)	(4 674)
Dividendes versés aux actionnaires de Burelle SA		(899)	(1 585)
Dividendes versés aux minoritaires		(4 455)	(6 053)
Augmentation des dettes financières		271 383	236 928
Remboursement des dettes financières		(397 885)	(111 175)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (G)		(135 706)	113 441
Activités cédées ou destinées à être cédées (H)		(3 559)	(10 657)
Incidence des variations des cours de change (I)		(1 855)	2 692
VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE (A + B + C + D + E + F + G + H + I)		22 246	19 588
TRÉSORERIE DE DÉBUT D'EXERCICE	5.1.12 d	125 273	105 685
TRÉSORERIE NETTE EN FIN D'EXERCICE	5.1.12 d	147 519	125 273

* la notion « d'excédent/de déficit de trésorerie lié aux opérations » est une notion essentielle propre au Groupe Burelle. Elle est utilisée dans les communications financières externes du Groupe (communiqués de presse).

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

PRÉSENTATION DU GROUPE

La société Burelle SA, créée le 27 février 1957, est régie par le droit français. Les statuts ont fixé sa durée de vie jusqu'en 2056 sous réserve d'une nouvelle prorogation. Elle est immatriculée au registre du commerce de Lyon sous le numéro 785 386 319 et le siège social est situé 19, avenue Jules Carteret 69007 Lyon.

Les termes « le Groupe » ou « le Groupe Burelle » renvoient à l'ensemble économique regroupant la société Burelle SA et ses filiales consolidées.

Le Groupe Burelle est organisé autour de trois pôles d'activités qui sont :

- la Compagnie Plastic Omnium, groupe industriel et de services, détenu directement à 54,7 % et présent dans les Équipements Automobiles en matières plastiques (pièces de carrosserie et systèmes à carburant) et l'Environnement (conteneurisation des déchets, signalisation urbaine et routière et aménagement urbain) ;
- Burelle Participations, filiale à 100 % dédiée au capital-investissement, et
- Sofiparc, filiale immobilière contrôlée à 100 %.

Introduite au hors cote de la bourse de Lyon en 1987, la société Burelle SA est actuellement cotée à Paris sur le compartiment B du marché réglementé de NYSE Euronext.

Les états financiers sont principalement présentés en milliers d'euros et arrondis au millier le plus proche.

1 – RÉFÉRENTIEL APPLIQUÉ, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1 Référentiel appliqué

Les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2009 du Groupe Burelle ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 2 avril 2010 qui a également autorisé la publication des états financiers consolidés. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 9 juin 2010.

Le Groupe a adopté les IFRS au 1^{er} janvier 2004 et a appliqué les règles spécifiques, relatives à la première adoption aux IFRS, prévues par la norme IFRS 1. Les options retenues sont celles décrites dans ce chapitre au niveau du référentiel comptable.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2009 et disponibles sur le site : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission. Le référentiel IFRS comprend les *International Accounting Standards* (IAS) et les *International Financial Reporting Standards* (IFRS) ainsi que les *International Financial Reporting Interpretations Committee* (IFRIC).

Les principes comptables qui ont servi de base à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 sont cohérents avec ceux retenus lors de l'établissement des états financiers du 31 décembre 2008 à l'exception de l'adoption de la norme suivante :

- IAS 1R – Présentation des Etats Financiers (révisée en 2007) : la norme IAS 1 introduit la notion de résultat global. Le Groupe Burelle a opté pour une présentation séparée du résultat global à la suite du compte de résultat consolidé.

Au 31 décembre 2008, le Groupe Burelle a appliqué par anticipation la norme IFRS 8 *Secteurs Opérationnels*. Les secteurs opérationnels identifiés en application de cette norme sont identiques aux secteurs d'activité qui étaient présentés selon la norme IAS 14 *Information sectorielle*. L'information au titre d'IFRS 8 est donnée dans la note 3.

Le Groupe Burelle ayant déjà opté lors des exercices précédents pour la capitalisation des frais d'emprunts des actifs qualifiés, la norme IAS 23 révisée sur les coûts d'emprunts, prévoyant la capitalisation obligatoire des coûts d'emprunts dans la valeur comptable des actifs, pour les projets d'investissement à compter du 1^{er} janvier 2009, est sans incidence sur les comptes du Groupe.

Au 31 décembre 2009, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, interprétations et amendements applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010.

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certains terrains, des immeubles administratifs de Nanterre et de Levallois, des instruments financiers dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente, qui sont évalués à leur juste valeur.

1.2 Estimations et jugements

Pour préparer ses états financiers, le Groupe Burelle a recours à des estimations et des hypothèses pour évaluer certains de ses éléments d'actifs, de passifs, de produits, de charges et d'engagements. Ces estimations et hypothèses sont revues périodiquement par la Direction Générale. Les montants figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourront intégrer des changements d'estimations ou d'hypothèses en considération des retours d'expérience passée et de l'évolution des conditions économiques.

De façon générale, dans un contexte caractérisé par la crise financière dont l'évolution n'est pas connue de façon précise, les estimations et hypothèses retenues au cours de l'exercice ont été élaborées à partir des informations disponibles au moment de la clôture des comptes. Les estimations données, sont susceptibles d'être revues en fonction de l'évolution des hypothèses de base. Ces hypothèses concernent notamment :

- Les impôts différés : La reconnaissance des actifs d'impôts différés résulte de la probabilité d'utilisation future évaluée sur la base des estimations de bénéfices futurs. Ceci conduit le Groupe à faire des estimations régulières des résultats fiscaux futurs notamment dans le cadre des plans à moyen terme. Ces estimations, le cas échéant, prennent en compte le caractère exceptionnel ou non de certaines pertes, charges, etc.

- Les engagements de retraites et autres avantages accordés au personnel :
Dans le cadre des régimes à prestations définies, pour les évaluations actuarielles, le Groupe fait appel à des actuaires indépendants qui mettent en œuvre des techniques et hypothèses (voir les notes 5.2.8.3 et 5.2.8.4) sur :
 - les taux financiers d'actualisation des plans de retraite et des autres avantages à long terme ;
 - les taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture des plans de retraite ;
 - les taux d'accroissement des coûts médicaux pour la zone U.S.
- Les tests de perte de valeur sur les actifs :
Dans la détermination de la valeur recouvrable d'une U.G.T. (unité génératrice de trésorerie) ou d'un groupe d'U.G.T., interviennent à la fois la notion de juste valeur nette des coûts de cession et celle de valeur d'utilité obtenue par la méthode des *cash flows* actualisés qui implique des hypothèses de flux futurs de trésorerie opérationnels et des taux d'actualisation. Les hypothèses pouvant avoir un impact significatif sur les comptes portent sur les taux d'actualisation et les taux de croissance.

1.3 Principes de consolidation

Les sociétés pour lesquelles le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote sont consolidées par intégration globale. Les sociétés détenues à moins de 50 %, mais sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle en substance, sont consolidées selon cette même méthode.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires, quel que soit le pourcentage de détention, sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle en intégrant la quote-part détenue des actifs, passifs et du compte de résultat. Les sociétés sous contrôle conjoint sont celles regroupées sous la dénomination de « coentreprises ».

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient plus de 20 % des droits de vote dans une société. Le terme générique utilisé pour les sociétés sous influence notable est soit « sociétés mises en équivalence », soit « sociétés associées ».

1.4 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires représentent la part de résultat et d'actif net, qui n'est pas détenue par le Groupe. Ils sont présentés de façon distincte dans le compte de résultat et dans les capitaux propres du bilan consolidé, séparément du résultat et des capitaux propres attribuables à la société mère.

Le Groupe comptabilise ses transactions avec les minoritaires, lorsque celles-ci n'entraînent pas de modification de contrôle, comme suit :

- En cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité déjà contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le coût d'acquisition et la valeur comptable de la quote-part complémentaire d'actif net acquis est comptabilisé dans les capitaux propres.

- Il en est de même du résultat dégagé dans le cadre d'une diminution du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité restant contrôlée de manière exclusive.

Le Groupe continuera de comptabiliser les transactions générant des intérêts minoritaires selon la méthode des capitaux propres même après l'adoption en 2010 de la norme IAS 27 révisée.

1.5 Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 *Secteurs opérationnels*, l'information sectorielle est présentée sur la base des secteurs identifiés dans le reporting interne du Groupe et communiqués à la direction pour décider de l'allocation des ressources et analyser la performance.

Le Groupe est géré selon deux secteurs opérationnels :

- La Compagnie Plastic Omnium, qui opère dans deux métiers : les Équipements Automobiles (conception, fabrication et commercialisation de pièces et modules de carrosserie, systèmes à carburant en plastique) et l'Environnement (produits et services aux collectivités locales, à savoir : fabrication et vente d'équipements de collecte de déchets, services liés à la gestion des déchets, signalisation urbaine, routière et autoroutière).
- Le pôle immobilier, constitué de la société immobilière Sofiparc SAS qui détient et gère un patrimoine immobilier composé principalement d'un immeuble de bureaux situé à Levallois (Hauts-de-Seine).

1.6 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition conformément à la norme IFRS 3. Les actifs, passifs et passifs éventuels, identifiables acquis sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

La différence entre la part acquise de la juste valeur ci-avant définie et le coût d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition.

1.7 Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation des comptes du Groupe Burelle est l'euro. Les comptes des sociétés étrangères, établis en monnaie fonctionnelle⁽¹⁾, sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe, selon les principes suivants :

- conversion des postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, au taux de clôture ;
- conversion des postes du compte de résultat au taux moyen de la période ;
- prise en compte de l'écart de conversion en réserves dans les capitaux propres consolidés.

⁽¹⁾ La monnaie fonctionnelle est généralement la monnaie locale sauf pour quelques filiales étrangères qui effectuent la majorité de leurs transactions dans une autre devise.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les écarts d'acquisition, dégagés à l'occasion de regroupements avec des sociétés étrangères, sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Ils sont convertis par la suite, dans la monnaie de présentation du Groupe, au cours de clôture, l'écart de conversion étant constaté en capitaux propres. En cas de cession d'une société étrangère, les différences de conversion s'y rapportant, comptabilisées en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

1.8 Conversion des opérations exprimées en devises

Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées initialement en monnaie fonctionnelle, aux cours en vigueur à la date de transaction. À l'arrêté des comptes, les actifs et passifs monétaires sont revalorisés aux taux en vigueur à la date de clôture.

Les écarts de conversion provenant de changements de taux sont inscrits au compte de résultat en autres produits et charges opérationnels, lorsqu'ils sont relatifs à des opérations d'exploitation, en résultat financier lorsqu'ils sont relatifs à des opérations financières.

Les emprunts en devise étrangère dont le règlement n'est ni planifié, ni probable dans un avenir prévisible sont considérés comme faisant partie de l'investissement net du Groupe Burelle dans cette activité à l'étranger. Les écarts de conversion correspondants sont comptabilisés en capitaux propres.

1.9 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment du transfert du contrôle et des risques et avantages lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable.

Ventes de biens

Le produit des activités ordinaires de pièces et de négoce est comptabilisé lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, habituellement à la livraison des biens.

Prestations de services et ventes d'outillages

Le produit des activités ordinaires résultant de l'outillage et du développement est reconnu au fur et à mesure de l'avancement technique validé par le client, au plus tard lors du démarrage en série du modèle afférent s'il existe un engagement contractuel de paiement de la part du client.

Le produit des activités ordinaires résultant de l'outillage et du développement est reconnu tout au long de la vie série s'il n'existe aucun engagement contractuel de paiement (financement par « rondelle » sans garantie donnée sur les volumes).

Pour les contrats de location-maintenance relatifs aux conteurs de la Compagnie Plastic Omnium, la majorité des contrats relève de la location-simple. Les loyers perçus sont comptabilisés linéairement sur la durée des contrats sauf dans le cas des contrats requalifiés en location-financement, pour lesquels une vente immédiate est constatée à hauteur des coûts d'enquête (les frais engagés auprès des particuliers pour collecter les informations sur le volume des bacs qui seront

mis à leur disposition), des coûts de mise en place et du prix de vente estimatif des parcs placés.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, à l'exclusion des rabais, remises et autres taxes sur les ventes et droits de douane.

1.10 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur enregistrement. La juste valeur correspond généralement à la valeur nominale de la créance, dès lors que la vente a été réalisée avec des conditions de délai de paiement normales. Des provisions sont constituées pour couvrir des risques de non-recouvrement des créances dès lors qu'elles présentent un indicateur objectif de dépréciation. Le montant des provisions est déterminé, contrepartie par contrepartie, sur une base individuelle.

Les créances de financement correspondent, pour l'essentiel, aux ventes sous contrats de location-financement de l'activité Environnement de la Compagnie Plastic Omnium, et aux ventes prix pièces « rondelle » garanties par les clients contractuellement, sur des développements ou installations. Ces dernières créances ont des délais de paiements initiaux à plus d'un an et portent intérêt dans le cadre d'un financement d'actifs demandé par les clients. Le produit relatif à ces créances est comptabilisé en chiffre d'affaires. Ces créances de financement sont déduites dans le cadre du calcul de l'endettement financier net du Groupe.

Les créances cédées à des tiers selon IAS 39 et qui ne figurent pas au bilan, répondent aux critères suivants :

- les droits attachés aux créances sont transférés à des tiers ;
- la quasi-totalité des risques et avantages qui leur sont associés sont transférés à des tiers ;
- le contrôle sur les créances est transféré à des tiers.

Les risques pris en compte sont les suivants :

- le risque de crédit ;
- les aléas relatifs aux retards de paiement tant dans la durée que sur les montants ;
- le transfert du risque de taux, totalement assumé par l'acquéreur des créances.

1.11 Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers – créances et balance âgée

Conformément à la norme IFRS 7 qui s'applique aux instruments financiers et qui porte sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers à la date de clôture de l'exercice, l'annexe présente certaines informations relatives :

- au risque de liquidité, en précisant le montant total des engagements bancaires et la part non utilisée,
- au risque de marché, en précisant :
 - le détail de la dette financière au 31 décembre par devise et par nature de taux d'intérêt,
 - le détail des créances clients, comptes rattachés et autres créances au 31 décembre, par devise,
 - le détail des dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes au 31 décembre, par devise,
 - la balance âgée, au 31 décembre, des créances nettes.

1.12 Marge opérationnelle

Le Groupe utilise la marge opérationnelle comme principal indicateur de performance.

La marge opérationnelle correspond au résultat des sociétés intégrées avant prise en compte des autres produits et charges opérationnels, qui comprennent, pour l'essentiel :

- les résultats de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles ;
- les provisions pour dépréciation des actifs incorporels et corporels, y compris les dépréciations éventuelles des écarts d'acquisition ;
- les écarts de conversion provenant de taux de devises différents entre ceux retenus pour la comptabilisation de créances et dettes d'exploitation et ceux constatés lors du règlement de ces créances et dettes ;
- les éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leurs fréquences, leurs natures ou leurs montants, à l'instar des coûts de pré-démarrage de nouvelles usines, des coûts de restructuration et de ceux relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs, et de la valeur nette comptable des bacs en fin de contrat.

1.13 Crédit d'impôt recherche

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôts liés à l'effort de recherche de ses filiales. Ces crédits d'impôts sont inclus dans la marge opérationnelle dans la rubrique « Frais de recherche et développement nets » (voir les notes 4.1 et 4.2).

1.14 Droit Individuel à la Formation (DIF)

La loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle a mis en place le droit individuel à la formation permettant à chaque salarié, quelle que soit sa qualification, de se constituer un capital formation qu'il utilisera à son initiative, avec l'accord de son employeur.

Conformément à la disposition de la loi, chaque salarié dispose d'un nouveau droit lui permettant de capitaliser un minimum de 20 heures par année civile plafonné à 120 heures.

À ce jour, le Groupe ne comptabilise aucune provision relative au droit individuel à la formation en raison de la très faible utilisation de ce droit par les salariés et en l'absence d'un historique de statistiques permettant d'estimer le passif éventuel.

1.15 Frais de recherche et de développement de la Compagnie Plastic Omnium

Selon la norme IAS 38 *Immobilisations incorporelles*, les frais de développement significatifs sont activés en immobilisations incorporelles dès lors que l'entreprise peut démontrer en particulier :

- son intention et ses capacités financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- la probabilité de recevoir des avantages économiques futurs liés aux dépenses de développement ;
- que le coût de l'actif peut être évalué de manière fiable.

Frais de développement de l'activité Automobile

Les frais de développement engagés dans le cadre d'un projet faisant l'objet d'un engagement contractuel de paiement de la part du client sont comptabilisés en charges au fur et à mesure de l'avancement technique validé par le client. Le principe de comptabilisation des produits liés est décrit dans la note 1.9.

Les frais engagés dans le cadre de commandes d'outillages spécifiques et de moules, payées par le client avant le démarrage de la production, sont comptabilisés en stocks. Les produits relatifs à ces développements sont comptabilisés en produits des activités ordinaires à la date de conformité clients ou au plus tard, à la date de démarrage série. Les paiements reçus avant cette acceptation sont inscrits en avances clients.

Les frais de développement payés dans le prix pièces « rondelle », sans engagement contractuel du client sur les volumes, sont comptabilisés directement en immobilisations incorporelles en cours, pendant la phase de développement.

Ces frais immobilisés sont amortis dès que la cadence journalière de production atteint 30 % de l'estimation et, au plus tard, trois mois après la date de démarrage de la série.

Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie prévue pour la production de la série, soit en moyenne, trois ans.

Autres frais de recherche et de développement

Les autres frais de recherche et développement constituent des charges de l'exercice.

1.16 Frais de démarrage

Les coûts correspondant aux phases de démarrage, y compris les coûts organisationnels, sont pris dans les charges au fur et à mesure de leur engagement. Ils correspondent à la mise en exploitation de nouvelles capacités ou techniques de production.

1.17 Écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent résiduel du coût d'acquisition, sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition du Groupe Burelle ne sont pas amortis, conformément aux normes IFRS, et font l'objet d'un « test de dépréciation » systématique au minimum une fois l'an.

Les écarts d'acquisition sont portés uniquement par le secteur constitué par la Compagnie Plastic Omnium.

Les tests de perte de valeur sont ainsi réalisés au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie (U.G.T.) ou groupe d'U.G.T. définis au niveau des activités Environnement et Automobile, puis au niveau de la Compagnie Plastic Omnium, chaque niveau de test s'appliquant à une catégorie spécifique d'actifs (actifs opérationnels et éventuellement les écarts d'acquisition s'y rapportant).

Ce test est réalisé dans le groupe d'UGT, la Compagnie Plastic Omnium, unique UGT à porter un écart d'acquisition (Voir la note 5.1.1.1).

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

La valeur nette comptable de l'ensemble des actifs (y compris les écarts d'acquisition), constituant chaque unité génératrice de trésorerie, est comparée à sa valeur recouvrable, c'est-à-dire au maximum entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur d'utilité déterminée selon la méthode des *cash flows* actualisés.

Les données prévisionnelles utilisées sont issues des plans à moyen terme de la Compagnie Plastic Omnium, établis pour la période des trois ans à venir, et révisées pour tenir compte des conditions de marché. Au-delà de cet horizon, est calculée une valeur terminale correspondant à la capitalisation des données de la dernière année du plan auxquelles sont appliqués un taux de croissance reflétant des perspectives d'évolution du marché et un taux d'actualisation.

Pour l'exercice 2009, il a été retenu pour les unités génératrices de trésorerie relative :

- aux activités Automobile de la Compagnie Plastic Omnium : un taux de croissance de 1,5 % à l'infini et un taux d'actualisation de 9 % après impôt sur les sociétés ;
- à l'activité Environnement de la Compagnie Plastic Omnium : un taux de croissance de 1,5 % à l'infini et un taux d'actualisation de 7,5 % après impôt sur les sociétés.

Les taux de croissance ci-dessus, sont ceux habituellement retenus par le marché pour les secteurs concernés.

Les hypothèses retenues ont pris en compte :

- les taux retenus par des sociétés comparables dans chacune des activités,
- un « spread » de financement sectoriel pour l'évaluation du coût de la dette.

Les tests effectués ne conduisent pas à comptabiliser de dépréciations.

En 2009, une hausse du taux d'actualisation de 1,5 % pour chacune des activités n'aurait pas d'impact sur les résultats des tests.

Un taux de croissance à l'infini nul pour chacune des activités n'aurait pas d'impact sur les résultats des tests.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition. Les écarts d'acquisition sont évalués annuellement, à leur coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur.

1.18 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

À leur date d'entrée dans le patrimoine, les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, à leur coût de production lorsqu'elles sont créées par l'entreprise pour elle-même (ou sous-traitées) ou à leur juste valeur pour celles acquises à titre gratuit.

Dans la mesure où ces immobilisations ont fait l'objet de cession ou d'apport à l'intérieur du Groupe, les plus-values ou moins-values constatées sont éliminées dans les comptes consolidés.

À une date ultérieure, les immobilisations corporelles sont évaluées au coût amorti, à l'exception de certains terrains et immeubles. Le Groupe réévalue les immeubles à usage de bureaux (option IAS 16.31). Les terrains sur lesquels ces immeubles sont bâtis suivent le même traitement comptable. Une expertise est réalisée par un évaluateur externe à intervalles réguliers. La dernière évaluation réalisée en décembre 2009, donne une estimation de la valeur de ces ensembles immobiliers pour les comptes au 31 décembre 2009. Entre deux évaluations, le Groupe s'assure auprès de l'expert que le marché de l'immobilier n'a pas connu d'évolution significative. La juste valeur arrêtée par l'expert est déterminée par référence directe à des prix observables sur un marché actif.

Les bâtiments industriels et leurs terrains sont comptabilisés au coût amorti. Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations encourus afin de restaurer ou de maintenir les avantages économiques futurs que l'entreprise peut attendre en terme de niveau de performance estimé à la date d'origine de l'actif, sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les actifs sous contrats de location-financement, en application de la norme IAS 17 *Contrats de location*, sont inscrits en actifs immobilisés au plus faible de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux et amortis par application des taux d'amortissements Groupe applicables aux mêmes actifs acquis en pleine propriété. Les retraitements sous la forme de location-financement concernent principalement des *leasings* sur ensembles immobiliers industriels, sur ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses) et sur les parcs de conteneurs de l'activité Environnement de la Compagnie Plastic Omnium.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité prévue :

■ Constructions et agencements initiaux	20 à 40 ans
■ Presses, souffleuses et machines de transformation	6 ^{2/3} à 12 ans
■ Machines d'usage, de finition et autres matériels industriels	3 à 6 ^{2/3} ans
■ Conteneurs de l'activité Environnement	8 ans

Conformément à la norme IAS 16 - *Immobilisations corporelles*, le Groupe applique l'approche par composants sur ses ensembles immobiliers et sur ses ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses, souffleuses).

Dépréciation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dans le cadre de décisions d'arrêt de commercialisation de production ou de non-renouvellement de production.

1.19 Immeubles de placement

Les éléments dans la rubrique « Immeubles de placement » à l'actif du bilan du Groupe, n'entrent pas dans le cadre de l'activité ordinaire. Ces actifs qui appartiennent au Groupe, peuvent correspondre à des ensembles immobiliers :

- non occupés au moment de la clôture des comptes et dont l'utilisation est indéterminée ;
- ou détenus pour valoriser le capital du Groupe à long terme et faisant l'objet de location(s) simple(s).

Concernant les biens immobiliers dont l'utilisation pourrait être actuellement indéterminée, le Groupe peut décider d'utiliser tout ou partie de ces actifs (auquel cas, cette partie serait reclassée en exploitation) ou de les louer dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de location simple.

Les surfaces issues des ensembles immobiliers précédemment classés en immeubles de placement et qui repassent en exploitation lorsque le Groupe décide de les garder pour son propre usage, sont comptabilisées selon IAS 16.31 sur la base de leur montant dans les comptes au moment du transfert.

Inversement, les surfaces des ensembles immobiliers qui passent de la catégorie « Immobilisations corporelles » régies par IAS 16.31 vers la catégorie « Immeubles de placement » y sont transférées sur la base de leur valeur dans les comptes au moment de leur transfert et sont dès lors régies par IAS 40. Les réévaluations sur ces surfaces une fois transférées en « Immeubles de placement » sont comptabilisées par résultat.

Les immeubles loués à des tiers sont évalués à leur juste valeur à la clôture, les variations de juste valeur étant comptabilisées en résultat. Les terrains sur lesquels ces immeubles sont bâtis suivent le même traitement comptable.

1.20 Stocks et en-cours

Stocks de matières premières et autres approvisionnements

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

À la clôture de l'exercice, ces stocks sont dépréciés lorsque le prix de vente estimé des produits finis auxquels ils sont dédiés dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés résiduels de commercialisation, de production et de transformation, ne permet pas de recouvrer leur valeur d'inventaire.

Stocks de produits finis et intermédiaires

Les stocks de produits finis et intermédiaires sont valorisés sur la base des coûts de production standard, révisés annuellement. Le prix de revient comprend les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les coûts ainsi obtenus ne comportent ni frais généraux administratifs ou informatiques non liés à la production, ni frais de recherche et de développement, ni frais commerciaux. La sous-activité n'est pas non plus incorporée dans la valorisation des stocks.

La valeur brute des stocks est comparée à la clôture à la valeur nette de réalisation, estimée sur la base des mêmes principes que ceux énoncés précédemment, et une dépréciation est comptabilisée lorsque cela est nécessaire.

1.21 provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsqu'il existe des obligations à l'égard de tiers entraînant une sortie de ressources au bénéfice de ces tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue pour le Groupe. Ces provisions pour risques et charges sont inscrites en passif courant dans la mesure où elles présentent généralement un caractère court terme.

Le coût des mesures d'adaptation des effectifs est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce aux personnels concernés ou à leurs représentants.

1.22 Provisions pour engagements de retraite et assimilés

DESCRIPTION DES RÉGIMES

Les engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel à long terme concernent les salariés du Groupe en activité. Les régimes mis en place pour couvrir les engagements de retraite sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

1.22.1 Régimes à cotisations définies

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges opérationnelles, les cotisations assises sur les salaires de l'exercice qui sont versées aux organismes nationaux en charge des régimes de retraites et de prévoyance, selon les lois et usages en vigueur dans chaque pays. Le Groupe n'ayant aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires ou des prestations futures, aucun passif actuariel n'est comptabilisé au titre de ces régimes à cotisations définies.

1.22.2 Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies concernent principalement les avantages postérieurs à l'emploi correspondant aux indemnités de départ à la retraite des salariés français, auxquelles se rajoutent :

- les autres engagements de retraites et compléments de retraite, principalement sur la zone US et en France ;
- les régimes de couverture des frais médicaux sur la zone US.

Les régimes à prestations définies font l'objet de provisions pour avantages du personnel calculées sur la base d'évaluations actuarielles selon la méthode des unités de crédits projetées avec services proratisés par application de la norme IAS 19 *Avantages du personnel*.

Ces évaluations intègrent notamment des hypothèses :

- de dates de départ à la retraite fixées selon les termes de la législation et en particulier pour les salariés français, suivant une hypothèse de départ volontaire (à l'initiative du salarié) à taux plein, soit 61 ans pour les non-cadres et au maximum 65 ans pour les cadres selon leur année de naissance ;
- de mortalité ;
- de probabilité de départ avant la retraite pour les personnels actifs ;
- d'estimations d'évolution de salaires jusqu'à l'âge de la retraite ;
- de taux financiers d'actualisation et d'inflation.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Lorsque les régimes à prestations définies sont couverts par des fonds, les engagements au titre de ces régimes font l'objet à chaque exercice d'une évaluation actuarielle effectuée par des actuaires indépendants et leur valeur est déduite de la valeur de marché en date de clôture des fonds associés. Cette évaluation intègre des hypothèses de rentabilité à long terme des actifs investis en vue de couvrir les engagements de retraite.

Les variations de provisions correspondant aux régimes à prestations définies sont enregistrées au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés, au compte de résultat, en « charges opérationnelles », à l'exception :

- de l'effet de la désactualisation des engagements présenté en résultat financier ;
- des écarts actuariels sur avantages du personnel postérieurs à l'emploi présentés en capitaux propres ;
- des impacts d'écarts de change et de variations de périmètre.

Les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont pris en compte immédiatement dans les capitaux propres, sans aucun étalement, en application des amendements de la norme IAS 19 *Avantages du personnel*, « *Actuarial gains and losses, Group Plans and Disclosures* ». Ceux relatifs aux avantages à long terme sont comptabilisés directement en résultat.

1.22.3 Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme correspondent, pour l'essentiel, aux médailles du travail des salariés français.

1.23 Subventions publiques

Les subventions inscrites au passif du bilan correspondent à des subventions accordées dans le cadre d'investissements pour de nouveaux sites ou matériels de production ou des programmes de recherche et développement.

Les subventions sont :

- reprises en résultat au niveau de la marge brute, au fur et à mesure de l'amortissement des biens acquis au moyen de ces subventions, ou lorsque les programmes de recherche et développement n'ont pas abouti ;
- remboursées, en cas de réussite des programmes de recherche et développement.

1.24 Actions propres

Les actions autodétenues par Burelle SA, quelle que soit leur affectation, sont inscrites, dès leur acquisition, en diminution des fonds propres.

Les prix de cession de ces titres sont comptabilisés directement en augmentation des capitaux propres du Groupe, aucun profit ou perte n'étant donc comptabilisé dans le résultat net de l'exercice.

1.25 Plans d'achat et de souscription d'actions

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions accordés aux salariés (IFRS 2) sont évalués à leur juste valeur à la date d'attribution des droits par le Conseil d'Administration, en utilisant le modèle mathématique de type « *Black & Scholes* ».

Cette valeur est enregistrée en « charges de personnel » linéairement sur la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie directe en réserves.

1.26 Actifs financiers (hors instruments dérivés)

1.26.1 Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente correspondent à des prises de participation minoritaires dans des sociétés, à des parts souscrites dans des fonds de capital-investissement et à des obligations à bons de souscription d'actions. Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture, en conformité avec les méthodes de valorisation publiées conjointement par l'AFIC, la BVCA et l'EVCA en septembre 2009.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

Lorsque la juste valeur d'un actif disponible à la vente est inférieure à sa valeur comptable, le Groupe examine la nécessité d'enregistrer une dépréciation. Pour chaque actif, le Groupe fait usage de son jugement en examinant les caractéristiques quantitatives et qualitatives de la baisse, pour déterminer si elle constitue un indice objectif de perte de valeur amenant à enregistrer une dépréciation. Une dépréciation sur un « Actif financier disponible à la vente » est systématiquement constatée en compte de résultat lorsqu'il existe une baisse de valeur significative ou prolongée, et, pour les parts de fonds de capital-investissement, lorsque, en sus, le fonds est investi à plus de 85 %. La baisse de juste valeur est considérée comme significative si l'évaluation a diminué de plus de 50 % par rapport au coût d'acquisition, et elle est considérée comme prolongée lorsque l'évaluation se situe pendant au moins deux ans en-dessous du coût d'acquisition. Cette dépréciation ne peut être reprise.

1.26.2 Autres actifs financiers

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont des valeurs mobilières de placement ne remplissant pas les critères permettant un classement en équivalent de trésorerie. Ils sont évalués à leur juste valeur, à la date de clôture, et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

Les autres actifs financiers comprennent les prêts, les dépôts et cautionnements versés. Ils sont évalués au coût amorti. Toute indication objective de perte de valeur – différence négative entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable de ces actifs – donne lieu à une dépréciation au compte de résultat. Cette dépréciation est reprise par résultat dans le cas d'un retournement favorable.

1.27 Dérivés et comptabilité de couverture

Pour gérer son risque de taux d'intérêt, le Groupe utilise des instruments dérivés cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré. En application de la norme IAS 39, ces instruments financiers de couverture sont valorisés et comptabilisés au bilan, à leur juste valeur sur la base du prix de marché communiqué par les organismes financiers.

La société a opté pour la comptabilisation de « couverture de flux de trésorerie » au sens de la norme IAS 39. Il en découle que les variations de juste valeur sur instruments de couverture de taux sont affectées en variation des capitaux propres pour les parties efficaces de ces instruments et en résultat financier pour les parties non efficaces de ces instruments.

1.28 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie*, la trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés dans le tableau des flux de trésorerie comprennent les éléments de trésorerie réalisables à court terme, très liquides, convertibles à tout moment en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie est composée de la trésorerie en banque et en caisse, des dépôts à court terme et des soldes créditeurs bancaires, à l'exception de ceux autorisés pour couvrir les besoins de trésorerie court terme ou moyen terme de l'exploitation courante. Ces derniers, étant assimilés à du financement, sont exclus de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Les équivalents de trésorerie correspondent aux placements réalisables à court terme dans le cadre de l'utilisation temporaire des excédents de trésorerie (valeurs mobilières de placement, SICAV monétaires, titres de créances négociables, etc.). La variation de juste valeur de ces actifs est comptabilisée en résultat.

1.29 Actifs destinés à être cédés et activités destinées à être cédées

Sont classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés » au bilan, les éléments suivants :

- la valeur d'un actif détenu en vue de sa vente ;
- la valeur d'un groupe d'actifs détenus en vue de leur vente et non en vue d'une utilisation continue ;
- et la valeur des activités et sociétés acquises dans la perspective d'une cession ultérieure.

Les passifs relatifs à ces actifs, groupe d'actifs, activités et sociétés sont également présentés au passif du bilan sur une ligne distincte dénommée « Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés ».

Les actifs classés dans cette catégorie ne font plus l'objet d'amortissement. Ils sont évalués au montant le plus faible de leurs valeurs comptables et de leurs prix de vente estimés, diminués des frais relatifs à la vente. Les pertes de valeur éventuelles sont enregistrées au niveau des charges opérationnelles du Groupe.

Les actifs, le cas échéant, les activités et les sociétés classés dans cette catégorie depuis une année, y sont maintenus seulement s'ils répondent aux critères exigés par la norme IFRS 5.

Au bilan, les données relatives aux « Actifs et activités destinés à être cédés » isolés distinctement dans les états financiers ne donnent pas lieu au retraitement des années antérieures en terme de présentation.

Au compte de résultat, les résultats de cession des activités ou branches d'activités et des sociétés qui remplissent la définition d'une activité abandonnée, sont isolées sur la ligne « Résultat après impôt des activités cédées et destinées à être cédées ». Les comptes de résultat et les tableaux des flux de trésorerie des années antérieures sont retraités.

1.30 Impôts sur les résultats

En application de la norme IAS 12, le Groupe Burelle comptabilise sans actualisation les impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporaires.

Les crédits d'impôt et les actifs d'impôts différés sur les déficits reportables et les différences temporaires ne sont reconnus que lorsque leur probabilité d'utilisation à court terme est avérée.

2 – OPÉRATIONS DE LA PÉRIODE

2.1 Les changements dans le périmètre

Le périmètre de consolidation du Groupe Burelle a évolué de la manière suivante :

- Sociétés dont le pourcentage de détention et la méthode de consolidation ont changé en 2009 :
 - La participation de la Compagnie Plastic Omnium dans le capital du Joint-Venture Plastic Omnium Varroc Private Ltd est passée à 60 % en janvier 2009. Au 31 décembre 2008, ce joint-venture contrôlé conjointement avec le partenaire Varroc Polymers était consolidé en intégration proportionnelle à 51 % dans les comptes car les décisions de gestion étaient prises conjointement. Le Groupe exerçant désormais un contrôle exclusif, cette société est consolidée au 31 décembre 2009 en intégration globale à 60 %.
 - Le Groupe a augmenté sa participation dans la société roumaine Signature Semnalizare de 18,20 % à 34,88 %. Cette société reste consolidée par la méthode de mise en équivalence.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

- Sociétés créées en 2009 ou dont l'activité a démarré en 2009 :
 - Plastic Omnium Urban Systems GmbH a été créée en 2008. Son activité a démarré en 2009 dans le cadre d'une restructuration juridique visant à dissocier en Allemagne, pour des sociétés déjà existantes, les sociétés opérationnelles des sociétés holdings. Cette nouvelle société, à statut de holding, a bénéficié d'un apport d'actifs par la société Signature Deutschland GmbH et porte une grande partie des titres de Sulo Environmental Technology acquis en 2007. Elle est intégrée dans les comptes du Groupe en intégration globale à 100 %.
 - Plastic Omnium Shanghai Business Consulting Co Ltd, est une société holding créée en 2008 et dont l'activité a démarré en janvier 2009. Elle est intégrée dans les comptes du Groupe en intégration globale à 100 %.
 - Société spécialisée dans la signalisation routière, consolidée pour la première fois en 2009, Euromark Deutschland GmbH est intégrée dans les comptes du Groupe par la méthode de mise en équivalence à 35 %.
 - IAS Manufacturing (Beijing) Co Ltd, est une société dont l'activité a démarré en août 2009, date de sa consolidation. Elle est rattachée à INERGY, une coentreprise détenue à 50 %. Elle est intégrée dans les comptes du Groupe en intégration proportionnelle à 50 %.
- Sociétés acquises en 2009 :
 - Le Groupe, par l'intermédiaire de sa filiale suisse Signal AG, a acquis en juillet 2009, 60 % des actions de la société Segnaletica Mordasini. Pour les actions restantes, le contrat de vente prévoit l'achat d'un premier bloc de 20 % sur la base des comptes annuels certifiés au 31 décembre 2009 et l'achat du solde sur la base des comptes annuels certifiés au 31 décembre 2010. La société Segnaletica Mordasini est spécialisée dans le marquage et la signalisation routière dans le canton du Tessin en Suisse.
- Sociétés dissoutes en 2009 :
 - La société Plastic Omnium International AG, société holding suisse, a été dissoute en 2009.
 - La société Sulo of America du pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium, a été liquidée en juin 2009.

2.2 Cessions d'activités et activités destinées à être cédées

L'activité « Air Duct » :

Fin juin 2008, en accord avec son partenaire Solvay dans l'activité des systèmes à carburant, le Groupe a décidé de céder l'activité « Air Duct » de systèmes d'arrivée d'air dans les blocs moteurs. Cette activité, jusqu'alors incluse dans la société Inergy Automotive Systems SA, est classée en « Activités cédées ou destinées à être cédées ».

La société ATMC :

La Compagnie Plastic Omnium a cédé, le 2 octobre 2009, la société ATMC ainsi qu'un ensemble immobilier comprenant un terrain et des bâtiments situés à la Rochelle. Acquisée en 2006, la société ATMC fabriquait des pièces pour les secteurs du nautisme principalement (coques pour bateaux), du ferroviaire et de l'automobile (pièces pour camions).

2.2.1 Résultat des activités cédées ou destinées à être cédées au compte de résultat

Le résultat des « Activités cédées ou destinées à être cédées » s'analyse comme suit au 31 décembre 2009 :

En milliers d'euros	2009	2008
Produits des activités ordinaires	2 637	46 600
Marge opérationnelle	(975)	(727)
Résultat d'exploitation	(1 592)	(3 883)
Charges de financement	(29)	(149)
Autres produits financiers		40
Autres charges financières		(667)
Impôt sur les résultats	13	(17)
Résultat net des activités cédées ou destinées à être cédées	(1 608)	(4 676)
Plus et moins-values de cessions sur activités cédées	(66)	(234)
Ajustement de valeur sur les actifs des activités cédées et destinées à être cédées	(1 734)	
Total résultat après impôts des activités cédées ou destinées à être cédées	(3 408)	(4 910)

Au 31 décembre 2009, la rubrique « Résultat des activités cédées et destinées à être cédées » au compte de résultat comprend principalement :

- les résultats des activités « Air Duct » (toujours classée en activités destinées à être cédées) et ATMC ;
- les résultats relatifs aux cessions de la société ATMC ;
- l'actualisation du complément de prix sur « Produits Plastiques Performants – 3P ».

Pour mémoire, les sociétés de la zone Europe et Asie de l'activité « Produits Plastiques Performants – 3P » ont fait l'objet d'une cession le 29 août 2008. Le contrat de cession prévoit un complément de prix, sous forme d'une créance financière fonction d'une nouvelle cession. Il est prévu que le Groupe ajustera, si nécessaire, la créance financière dans ses comptes sur la base du business plan et des résultats produits par l'acquéreur.

L'ensemble de ce résultat se décompose comme suit :

En milliers d'euros

	Décembre 2009			
	Total 2009	Résultat des activités cédées ou destinées à être cédées	Résultat de cession des activités	Résultat de cession des ensembles immobiliers
Produits des activités ordinaires	2 637	2 637		
Marge opérationnelle	(975)	(975)		
Résultat d'exploitation	(1 592)	(1 592)		
Charges de financement	(29)	(29)		
Autres produits financiers				
Autres charges financières				
Impôt sur les résultats	13	13		
Résultat net des activités cédées ou destinées à être cédées	(1 608)	(1 608)		
Plus et moins-value de cessions sur activités cédées	(66)		(685)	619
Ajustement de valeur sur les actifs des activités destinées à être cédées	(1 734)		(1 734)	
Résultat après impôts des activités cédées ou destinées à être cédées	(3 408)	(1 608)	(2 419)	619

Au 31 décembre 2008, le compte « Activités abandonnées » au compte de résultat comprenait :

- les résultats des activités « Produits Plastiques Performants – 3P », Epsco et « Air Duct » ;
- les résultats relatifs à la cession de l'activité 3P et à la cession des actifs d'Epsco ;
- les frais de gestion relatifs à l'ensemble immobilier de Blenheim, au Canada, reclassé en « Actifs destinés à être cédés » depuis juillet 2008.

En milliers d'euros

	Décembre 2008						
	Total 2008	Air Duct	Blenheim	Epsco	3P	Résultat de cession d'Epsco	Résultat de cession de 3P
Produits des activités ordinaires	46 600	1 682		10 615	34 303		
Marge opérationnelle	(727)	(360)		545	(912)		
Résultat d'exploitation	(3 883)	(360)	(72)	507	(3 958)		
Charges de financement	(149)				(149)		
Autres produits financiers	40				40		
Autres charges financières	(667)			(31)	(636)		
Impôt sur les résultats	(17)				(17)		
Résultat net des activités cédées ou destinées à être cédées	(4 676)	(360)	(72)	476	(4 720)		
Plus et moins-values de cessions sur activités cédées	(234)					(236)	2
Ajustement de valeur sur les actifs des activités destinées à être cédées							
Résultat après impôts des activités cédées ou destinées à être cédées	(4 910)	(360)	(72)	476	(4 720)	(236)	2

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

2.2.2 Résultat net et résultat net dilué des activités cédées ou destinées à être cédées

En milliers d'euros	2009	2008
Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées	(3 408)	(4 910)
<i>Pourcentage d'intérêt de la part Groupe</i>	60,36 %	57,09 %
<i>Dont résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées – Part Groupe</i>	(2 057)	(2 803)
<i>Pourcentage d'intérêt des minoritaires</i>	39,64 %	42,91 %
<i>Dont résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées – Part des minoritaires</i>	(1 351)	(2 107)

En euros	2009	2008
Résultat net par action de base des activités cédées ou destinées à être cédées – Part du Groupe	(1,18)	(1,56)
Résultat net par action dilué des activités cédées ou destinées à être cédées – Part du Groupe	(1,18)	(1,56)

En unités pour le nombre d'actions	2009	2008
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat par action de base	1 745 628	1 796 511
Effet de dilution sur le nombre d'actions		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté pour le résultat par action dilué	1 745 628	1 796 511

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires correspond au total des actions composant le capital social, diminué des actions détenues en autocontrôle.

2.2.3 Actifs destinés à être cédés au bilan

Sont présentées dans le tableau ci-dessous, les valeurs au bilan des « Actifs destinés à être cédés » et des sociétés classées en « Activités destinées à être cédées » aux clôtures respectives.

Au 31 décembre 2009, sont classés en « Actifs destinés à être cédés », les actifs des sociétés suivantes :

- Plastic Omnium Automotive Ltd chez la Compagnie Plastic Omnium ;
- Inergy Automotive Systems SA chez la Compagnie Plastic Omnium, pour le site de Nucourt ;
- Inergy Automotive Systems Canada Inc chez la Compagnie Plastic Omnium pour le site de Blenheim.

Au 31 décembre 2008, étaient classés en « Actifs destinés à être cédés » certains actifs des sociétés suivantes :

- Plastic Omnium Auto Extérieur SA chez la Compagnie Plastic Omnium pour le site de Saint-Romain-de-Colbosc ;
- Plastic Omnium Automotive Ltd chez la Compagnie Plastic Omnium ;
- Inergy Automotive Systems Canada Inc chez la Compagnie Plastic Omnium.

L'activité « Air Duct » de la Compagnie Plastic Omnium justifie la totalité de la valeur comptable des actifs nets en « Activités destinées à être cédées » au 31 décembre 2009.

En milliers d'euros

	31 décembre 2009			31 décembre 2008		
	Total	Actifs destinés à être cédés	Activités destinées à être cédées	Total	Actifs destinés à être cédés	Activités destinées à être cédées
	« Air Duct »			« Air Duct »		
Immobilisations incorporelles						
Terrains et agencements	2 504	2 504		3 335	3 335	
Ensemble immobilier, installations, agencements et aménagements	3 082	3 082		4 992	4 992	
Installations techniques, matériel industriel et autres	104	26	78	428	5	423
Actifs financiers						
Impôt différé actif						
Stocks	5		5	221		221
Créances clients et autres débiteurs				325		325
Comptes courants actifs						
Trésorerie						
Actifs destinés à être cédés	5 695	5 612	83	9 301	8 332	969
Provisions pour risques et charges						
Impôt différé passif						
Comptes courants passifs						
Banques créditrices						
Fournisseurs et autres débiteurs				114		114
Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés				114		114
Actifs nets destinés à être cédés	5 695	5 612	83	9 187	8 332	855

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

3 – INFORMATIONS SECTORIELLES

3.1 Informations par secteurs opérationnels

Les colonnes des tableaux ci-dessous indiquent les montants propres à chaque secteur. La colonne « Éléments non affectés » regroupe les éliminations inter-secteurs, ainsi que les montants non affectés par secteur (Burelle SA et Burelle Participations) permettant de réconcilier les données sectorielles avec les états financiers du Groupe.

3.1.1 Compte de résultat par secteurs opérationnels

En millions d'euros

	2009			
	Compagnie Plastic Omnium**	Immobilier	Éléments non affectés*	Total consolidé
Ventes	2 458 639	6 679	(4 438)	2 460 880
Ventes entre secteurs d'activités		(4 438)	4 438	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	2 458 639	2 241		2 460 880
% du total	99,9 %	0,1 %		100 %
MARGE OPÉRATIONNELLE	102 106	4 400	(4 944)	101 562
% des produits des activités ordinaires du secteur	4,1 %			4,1 %
Autres produits opérationnels	43 724		172	43 896
Autres charges opérationnelles	(77 135)		(1 367)	(78 502)
% des produits des activités ordinaires du secteur	(1,4 %)			(1,4 %)
Charges nettes de financement				(24 643)
Autres produits financiers				3 317
Autres charges financières				(4 151)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence				(993)
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔT				40 486
Impôt sur le résultat				(8 212)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES				32 274
Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées				(3 408)
RÉSULTAT NET				28 866

En millions d'euros

	2008			
	Compagnie Plastic Omnium**	Immobilier	Éléments non affectés*	Total consolidé
Ventes	2 696 540	4 881	(3 438)	2 697 983
Ventes entre secteurs d'activités		(3 438)	3 438	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	2 696 540	1 443		2 697 983
% du total	99,9 %	0,1 %		100 %
MARGE OPÉRATIONNELLE	70 724	2 198	(3 687)	69 230
% des produits des activités ordinaires du secteur				2,6 %
Autres produits opérationnels	10 597			10 597
Autres charges opérationnelles	(83 196)		(5 936)	(89 132)
% des produits des activités ordinaires du secteur	(2,7 %)			(2,9 %)
Charges nettes de financement				(46 460)
Autres produits financiers				842
Autres charges financières				(5 002)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence				(209)
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔT				(60 134)
Impôt sur le résultat				(5 764)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES				(65 898)
Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées				(4 910)
RÉSULTAT NET				(70 808)

* La colonne « Éléments non affectés » regroupe les éliminations intra-groupe ainsi que les éléments non affectés par secteur (activités de Burelle SA et Burelle Participations SA) afin de réconcilier les informations sectorielles avec les comptes consolidés.

** La décomposition du produit des activités ordinaires (chiffre d'affaires) de la Compagnie Plastic Omnium est la suivante :

En milliers d'euros	2009	%	2008	%
Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium***	2 014 536	82 %	2 171 567	81 %
Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium	444 103	18 %	524 972	19 %
Produit des activités ordinaires de la Compagnie Plastic Omnium	2 458 639	100 %	2 696 539	100 %

*** Le chiffre d'affaires du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium auprès des principaux constructeurs automobile est présenté dans le tableau suivant.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Le chiffre d'affaires du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium auprès des principaux constructeurs automobile se répartit comme suit :

En milliers d'euros

Constructeurs automobile	2009		2008	
	Montants	% du CA Automobile	Montants	% du CA Automobile
PSA Peugeot Citroën	496 860	24,7 %	391 750	18,0 %
Renault/Nissan	347 625	17,3 %	363 349	16,3 %
General Motors	302 195	15,0 %	327 053	15,1 %
BMW	234 838	11,7 %	270 367	12,5 %
Volkswagen	226 732	11,3 %	267 044	12,3 %
Total principaux constructeurs	1 608 250	79,8 %	1 619 563	74,6 %
Autres constructeurs	406 286	20,2 %	552 004	25,4 %
CHIFFRE D'AFFAIRES AUTOMOBILE DE LA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM	2 014 536	100,0 %	2 171 567	100,0 %

3.1.2 Agrégats du bilan par secteurs opérationnels

En milliers d'euros - en valeur nette

	31 décembre 2009			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Écarts d'acquisition	232 730			232 730
Immobilisations incorporelles	106 932		36	106 968
Immobilisations corporelles	526 968	58 833	(53)	585 748
Immeubles de placement	17 502	18 010		35 512
Stocks	206 049			206 049
Créances clients et comptes rattachés	262 032	151	663	262 846
Autres créances	119 306	63	(458)	118 911
Créances de financement clients (C)	116 283			116 283
Comptes courants et autres actifs financiers (D)	18 274	1 354	21 830	41 459
Trésorerie nette* (A)	101 010	46 499	10	147 519
Actifs sectoriels	1 707 087	127 910	22 028	1 854 025
Emprunts et dettes financières (B)	641 239	56 529	13 454	711 222
Passifs sectoriels	641 239	56 529	13 454	711 222
ENDETTEMENT FINANCIER NET SECTORIEL – (B – A – C – D)	405 672	8 676	(8 386)	405 962

* Il s'agit de la trésorerie nette du tableau des flux de trésorerie. Voir également la note 5.1.12.d.

En milliers d'euros - en valeur nette

	31 décembre 2008			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Écarts d'acquisition	234 037			234 037
Immobilisations incorporelles	167 430		95	167 525
Immobilisations corporelles	572 802	58 997	1 424	633 223
Immeubles de placement	17 273	18 010	(1 520)	33 763
Stocks	295 022			295 022
Créances clients et comptes rattachés	278 897	1 298	(1 104)	279 091
Autres créances	126 367	232	228	126 827
Créances de financement clients (C)	4 885			4 885
Comptes courants et autres actifs financiers (D)	39 511	108	22 218	61 837
Trésorerie nette* (A)	75 713	48 000	1 560	125 273
Actifs sectoriels	1 811 937	126 645	22 901	1 961 483
Emprunts et dettes financières (B)	680 045	60 282	9 564	749 891
Passifs sectoriels	680 045	60 282	9 564	749 891
ENDETTEMENT FINANCIER NET SECTORIEL – (B – A – C – D)	559 936	12 174	(14 214)	557 896

* Il s'agit de la trésorerie nette du tableau des flux de trésorerie. Voir également la note 5.1.12.d.

3.1.3 Autres informations par secteurs opérationnels

En milliers d'euros

	31 décembre 2009			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Investissements incorporels	34 463			34 463
Investissements corporels	68 465	185		68 650
Dotations aux amortissements sur actifs immobilisés	(174 887)	(497)	(47)	(175 431)

En milliers d'euros

	31 décembre 2008			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Investissements incorporels	74 589			74 589
Investissements corporels	95 418	1 717		97 135
Dotations aux amortissements sur actifs immobilisés	(148 189)	(466)	(109)	(148 764)

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

3.2 Informations par pays

3.2.1 Produits des activités ordinaires par pays

L'information donnée dans le tableau suivant, correspond aux produits des activités ordinaires réalisés par les filiales rattachées aux zones géographiques indiquées.

En milliers d'euros	2009	%	2008	%
France	732 011	29,7 %	703 636	26,1 %
Amérique du nord	420 250	17,1 %	540 803	20,0 %
Europe hors France	971 252	39,6 %	1 151 759	42,7 %
Amérique du sud	85 533	3,5 %	88 974	3,3 %
Afrique	18 335	0,7 %	24 598	0,9 %
Asie	233 499	9,5 %	188 215	7,0 %
Total	2 460 880	100 %	2 697 983	100 %

3.2.2 Actifs non courants par pays

En milliers d'euros	31 décembre 2009					
	France	Amérique du nord	Europe hors France	Amérique du sud / Asie	Autres *	Total
Écarts d'acquisition	95 205	26 774	97 866	10 259	2 625	232 730
Immobilisations incorporelles	35 620	14 813	45 474	10 480	581	106 968
Immobilisations corporelles	228 975	86 309	189 395	77 915	3 155	585 748
<i>dont investissements corporels de l'exercice</i>	<i>19 286</i>	<i>3 867</i>	<i>26 347</i>	<i>18 827</i>	<i>323</i>	<i>68 650</i>
Immeubles de placement	35 512					35 512
Total actif immobilisé non courant	395 312	127 896	332 735	98 654	6 361	960 958

En milliers d'euros	31 décembre 2008					
	France	Amérique du nord	Europe hors France	Amérique du sud / Asie	Autres *	Total
Écarts d'acquisition	95 205	38 187	87 645	10 375	2 625	234 037
Immobilisations incorporelles	57 182	34 574	65 797	9 408	564	167 525
Immobilisations corporelles	265 673	109 153	194 651	61 071	2 675	633 223
<i>dont investissements corporels de l'exercice</i>	<i>26 453</i>	<i>15 270</i>	<i>33 458</i>	<i>21 315</i>	<i>639</i>	<i>97 135</i>
Immeubles de placement	33 763					33 763
Total actif immobilisé non courant	451 823	181 915	348 093	80 854	5 864	1 068 549

* Sont regroupés dans « Autres » les sociétés d'Afrique du Sud.

4 – NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

4.1 Détail des frais de recherche et de développement

Le pourcentage des frais de recherche et de développement est exprimé par rapport au montant des produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires).

En milliers d'euros	2009	%	2008	%
Frais de recherche et de développement bruts	(109 567)	(4,5 %)	(139 758)	(5,2 %)
Activations et cessions de recherche et de développement	65 340	2,7 %	93 759	3,5 %
Frais de recherche et de développement nets	(44 227)	(1,8 %)	(45 999)	(1,7 %)

4.2 Coûts des biens et des services vendus, des frais de développement, commerciaux et administratifs

En milliers d'euros	2009	2008
Inclus dans le coût des biens et services vendus		
Coûts des consommations (achats-variations de stocks)	(1 387 634)	(1 630 990)
Sous-traitance directe de production	(27 444)	(44 792)
Énergie et fluides	(48 450)	(54 330)
Salaires et charges	(297 164)	(324 562)
Autres coûts de production	(212 502)	(206 258)
Produits de cession des parcs de bacs en location simple*	4 359	2 847
Valeur nette comptable des parcs de bacs en location simple*	(2 641)	(2 351)
Amortissements	(147 080)	(119 631)
Provisions	(6 357)	(1 728)
Total	(2 124 913)	(2 381 794)
Inclus dans les frais de recherche et de développement		
Salaires, charges et avantages du personnel	(68 875)	(75 294)
Amortissements des frais de développement activés	(20 175)	(17 001)
Autres	44 822	46 296
Total	(44 227)	(45 999)
Inclus dans les frais commerciaux		
Salaires et charges	(34 267)	(34 580)
Amortissements et provisions	(2 132)	(747)
Autres	(16 581)	(18 100)
Total	(52 979)	(53 427)
Inclus dans les frais administratifs		
Salaires, charges et avantages du personnel	(85 418)	(86 453)
Autres frais administratifs	(46 770)	(51 824)
Amortissements	(6 478)	(9 455)
Provisions	1 466	201
Total	(137 199)	(147 531)

* Voir la rubrique « Résultats sur cessions des immobilisations » dans la note 4.5.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

4.3 Frais de personnel

En milliers d'euros

	2009	2008
Salaires et traitements	(359 838)	(391 345)
Charges sociales	(107 040)	(116 134)
Participation des salariés	(8 520)	(3 753)
Coûts des engagements de retraites et obligations similaires	3 089	2 525
Rémunération sur base d'actions	(2 128)	(2 130)
Autres charges de personnel	(11 286)	(10 111)
Total des frais de personnel hors intérimaires	(485 723)	(520 948)
Salaires et charges sur le personnel intérimaire	(25 516)	(44 585)
Total des frais de personnel y compris intérimaires	(511 239)	(565 533)

4.4 Honoraires des auditeurs légaux

En milliers d'euros

	2009					
	Mazars	Ernst & Young	Cailliau, Dedouit et Associés	Chabanel	Autres	Total
Honoraires de certification	(1 175)	(832)	(155)		(47)	(2 209)
dont :						
Burelle SA	(47)		(150)		(7)	(204)
Filiales	(1 128)	(832)	(5)		(40)	(2 005)
Autres honoraires	(106)	(65)			(380)	(551)
dont :						
Burelle SA						
Filiales	(106)	(65)			(380)	(551)
Total	(1 281)	(897)	(155)		(427)	(2 760)

En milliers d'euros

	2008					
	Mazars	Ernst & Young	Cailliau, Dedouit et Associés	Chabanel	Autres	Total
Honoraires de certification	(1 617)	(1 355)		(73)	(34)	(3 079)
dont :						
Burelle SA	(44)			(68)		(112)
Filiales	(1 573)	(1 355)		(5)	(34)	(2 967)
Autres honoraires	(177)	(188)			(182)	(547)
dont :						
Burelle SA						
Filiales	(177)	(188)			(182)	(547)
Total publié*	(1 794)	(1 543)		(73)	(216)	(3 626)
Retraitements	(371)	(516)			(42)	(929)
Total retraité	(1 423)	(1 027)		(73)	(174)	(2 697)

* Les honoraires communiqués dans le rapport financier 2008 portaient sur l'ensemble des sociétés consolidées, aussi bien les sociétés intégrées globalement que les sociétés consolidées en intégration proportionnelle. La rubrique « Retraitements » permet de présenter les honoraires des sociétés consolidées en intégration globale.

4.5 Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros

	2009		2008	
	Autres produits	Autres charges	Autres produits	Autres charges
Opérations sur les immobilisations *	25 035	(43 694)	341	(1 177)
Restructurations	11 907	(25 897)	1 535	(69 101)
Dont : restructurations du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium				
<i>France</i>	8 509	(19 745)	535	(38 356)
<i>Europe hors France</i>	613	(1 077)	349	(7 092)
<i>Amérique et Asie</i>	2 745	(2 165)	651	(10 026)
Dont : restructurations du Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium				
<i>France</i>		(2 008)		(11 724)
<i>Europe hors France</i>	40	(508)		
<i>Amériques, Asie et Afrique</i>				(1 903)
Dont : restructurations des autres secteurs		(394)		
Autres charges opérationnelles	2 146	(8 911)	1 046	(18 854)
Dont :				
Dépréciations d'actifs	2 146	(6 148)		(4 418)
Ajustements sur cession d'actifs			1 046	(3 565)
Pertes de change sur opérations d'exploitation				(1 939)
Autres		(2 763)		(8 932)
Autres produits opérationnels	4 808		7 675	
Dont :				
Ajustement à la juste valeur d'actifs**			7 205	
Gains de change sur opération d'exploitation	1 166			
Autres	3 642		470	
Total des produits et charges opérationnels	43 896	(78 502)	10 597	(89 132)

* Le montant des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles dans le tableau de flux de trésorerie se compose du montant en produits sur cession d'immobilisations dans « Les autres produits et charges opérationnels » et du montant des produits de cession des bacs en location simple (voir note 4.2).

Le montant de la plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés dans le tableau de flux de trésorerie se compose du montant en résultats sur cession d'immobilisations dans « Les autres produits et charges opérationnels » et du résultat de cession des bacs en location simple (voir note 4.2). Il se reconstitue comme suit :

En milliers d'euros

	2009	
	Produits de cession	Résultats de cession
Cession de parcs de bacs en résultat courant	4 359	1 718
Cession d'immobilisations en non courant	25 035	(18 659)
Total	29 394	(16 941)

** Voir la note 5.1.3 sur les « Immeubles de placement ».

Restructurations :

Le plan d'économies « PO 2009 » lancé par la Compagnie Plastic Omnium dès le mois avril 2008 a été significativement accentué fin décembre 2008. Les comptes 2009 incluent une charge pour adaptation des effectifs de 14,0 millions d'euros, résultant, d'une dotation complémentaire de 8,0 millions d'euros, de charges dépensées sur l'exercice de 23,0 millions d'euros et d'une reprise de provision déjà constituée en 2008 de 17,0 millions d'euros.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

4.6 Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

La contribution des sociétés mises en équivalence au résultat du Groupe vient de l'activité d'Euromark détenue par la Compagnie Plastic Omnium. Elle s'établit à - 993 milliers d'euros en 2009 contre - 209 milliers d'euros en 2008.

4.7 Résultat financier

En milliers d'euros	2009	2008
Charges de financement	(21 859)	(44 388)
Charges financières sur les engagements de retraite	(2 784)	(2 072)
Charges de financement	(24 643)	(46 460)
Résultat de change sur opérations de financement	214	
Autres produits financiers	726	
Primes sur cap & swap de taux		842
Résultat sur instruments de couverture de taux d'intérêt	2 377	
Produits financiers	3 317	842
Résultat de change sur opérations de financement		(2 433)
Primes sur cap & swap de taux	(4 151)	
Résultat sur instruments financiers		(2 569)
Autres charges financières	(4 151)	(5 002)
Total	(25 477)	(50 620)

4.8 Impôt sur le résultat

4.8.1 Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat

La composition principale de la charge d'impôt s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	2009	2008
Impôt exigible	(11 063)	(12 824)
Charges (ou produits) d'impôt exigible	(9 621)	(9 956)
Charges (ou produits) relatifs aux éléments non courants	(1 442)	(2 868)
Impôt différé	2 851	7 060
Charges (ou produits) résultant de la naissance et du renversement des différences temporaires	2 675	6 922
Charges (ou produits) résultant d'une variation des taux d'impôts ou d'un assujettissement à des impôts nouveaux	176	138
Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat consolidé	(8 212)	(5 764)

4.8.2 Preuve d'impôt

En milliers d'euros	2009	2008
Résultat du Groupe avant impôt	40 486	(60 134)
Charge au taux d'impôt applicable en France	(13 493)	20 042
Incidence des taux d'impôts plus ou moins élevés dans d'autres pays	3 663	138
Effet sur l'impôt différé à l'ouverture d'un changement de taux d'impôt	(176)	(160)
Pertes fiscales antérieures activées	8 941	383
Pertes fiscales non comptabilisées	(6 220)	(27 152)
Crédits d'impôts et autres économies fiscales	3 282	3 146
Charges non déductibles fiscalement et produits non imposables	(4 166)	(3 978)
Autres	(43)	1 817
Charge d'impôt effective	(8 212)	(5 764)
<i>Taux d'impôt effectif</i>	<i>20,3 %</i>	<i>9,6 %</i>

Nouvelle réglementation fiscale en France, applicable au 1^{er} janvier 2010 :

Dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle, le Groupe Burelle a fait le choix d'une présentation de la nouvelle cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en résultat opérationnel. En effet, la base de cet impôt résulte principalement des charges de personnel et des amortissements ou dépréciations des équipements ou projets industriels nécessaires à son activité.

4.9 Résultat net et résultat des activités poursuivies par action – part groupe

En milliers d'euros	2009	2008
Résultat net – Part revenant au Groupe		
Résultat net par action de base, en euros	8,41	(25,0)
Résultat net des activités poursuivies – Part revenant au Groupe		
Résultat net par action de base des activités poursuivies, en euros	9,59	(23,44)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat par action de base	1 745 628	1 796 511

En l'absence d'instruments de dilution, le résultat net par action de base est identique au résultat net dilué par action.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires correspond au total des actions composant le capital social, diminué des actions détenues en autocontrôle.

5 – NOTES RELATIVES AU BILAN

5.1 Bilan actif

5.1.1 Actifs incorporels

5.1.1.1 Écarts d'acquisition

En milliers d'euros

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
ÉCARTS D'ACQUISITION			
Valeur au 1^{er} janvier 2008	296 492	(64 636)	231 855
Reclassement	(4 467)	4 466	(1)
Extinction suite aux dissolutions et cessions de sociétés	735	(299)	436
Écarts de conversion et autres mouvements	3 028	(1 281)	1 747
Valeur au 31 décembre 2008	295 788	(61 751)	234 037
Extinction suite aux dissolutions et cessions de sociétés		(318)	(318)
Écarts de conversion et autres mouvements	(2 103)	1 114	(989)
Valeur au 31 décembre 2009	293 685	(60 955)	232 730

Ci-après, la ventilation des écarts d'acquisition par secteurs opérationnels :

En milliers d'euros

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
ÉCARTS D'ACQUISITION PAR SECTEURS OPÉRATIONNELS			
Compagnie Plastic Omnium	295 788	(61 751)	234 037
Immobilier			
Non affecté			
Valeur au 31 décembre 2008	295 788	(61 751)	234 037
Compagnie Plastic Omnium	293 685	(60 955)	232 730
Immobilier			
Non affecté			
Valeur au 31 décembre 2009	293 685	(60 955)	232 730

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

5.1.1.2 Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

En milliers d'euros

	2009					
	Écarts d'acquisition	Brevets	Logiciels	Actifs de développement	Autres	Total
Valeur nette au 1^{er} janvier 2009	234 037	22 939	13 595	128 898	2 093	401 562
Augmentations		2 077	2 141	29 369	876	34 463
Cessions nettes		(1 199)	(2 682)	(11 972)		(15 853)
Variations de périmètre				421		421
Sorties de périmètre	(318)		(158)			(476)
Reclassements		(38)	1 750	(18 070)	1 675	(14 683)
Dotations aux amortissements de l'exercice		(1 315)	(5 895)	(59 995)	(397)	(67 603)
Dépréciations			2 711			2 711
Écarts de conversion	(989)	(45)	67	251	(128)	(845)
Valeur nette au 31 décembre 2009	232 730	22 419	11 530	68 901	4 118	339 698

En milliers d'euros

	2009					
	Écarts d'acquisition	Brevets	Logiciels	Actifs de développement	Autres	Total
Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2009						
Coût	295 788	30 381	63 933	291 489	1 603	683 193
Amortissements et pertes de valeur	(61 751)	(7 442)	(50 338)	(162 590)	489	(281 631)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2009	234 037	22 939	13 595	128 898	2 093	401 562
Détail de la valeur nette au 31 décembre 2009						
Coût	293 685	30 811	62 374	225 009	8 969	620 848
Amortissements et pertes de valeur	(60 955)	(8 392)	(50 844)	(156 108)	(4 851)	(281 150)
Valeur nette au 31 décembre 2009	232 730	22 419	11 530	68 901	4 118	339 698

En milliers d'euros

	2008					
	Écarts d'acquisition	Brevets	Logiciels	Actifs de développement	Autres	Total
Valeur nette au 1^{er} janvier 2008	231 856	21 109	16 312	96 091	6 045	371 414
Augmentations		3 258	4 270	66 160	901	74 589
Cessions nettes		(2 752)	(81)	666		(2 168)
Compléments sur acquisitions de 2007	734	630			1	1 365
Sorties de périmètre	(299)				(11)	(310)
Reclassements	(1)	1 719	2 538	8 125	(4 175)	8 206
Dotations aux amortissements de l'exercice		(1 252)	(9 318)	(42 237)	(454)	(53 261)
Écarts de conversion	1 747	227	(126)	93	(214)	1 727
Valeur nette au 31 décembre 2008	234 037	22 939	13 595	128 898	2 093	401 562

En milliers d'euros

	2008					
	Écarts d'acquisition	Brevets	Logiciels	Actifs de développement	Autres	Total
Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2008						
Coût	296 492	27 944	57 957	237 202	5 144	624 737
Amortissements et pertes de valeur	(64 636)	(6 835)	(41 644)	(141 111)	902	(253 324)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2008	231 856	21 109	16 312	96 091	6 045	371 414
Détail de la valeur nette au 31 décembre 2008						
Coût	295 788	30 381	63 933	291 489	1 603	683 193
Amortissements et pertes de valeur	(61 751)	(7 442)	(50 338)	(162 590)	489	(281 631)
Valeur nette au 31 décembre 2008	234 037	22 939	13 595	128 898	2 093	401 562

5.1.2 Actifs corporels

Immobilisations corporelles hors immeubles de placement

En milliers d'euros

	2009							Total
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodi- quement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodi- quement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobi- lisations corporelles en cours	Autres Immobi- lisations corporelles	
Valeur nette au 1^{er} janvier 2009	51 309	12 576	181 676	41 455	239 245	40 056	66 907	633 223
Augmentations	410		4 900	135	18 481	15 314	29 410	68 650
Cessions	(819)		(10 027)		(7 872)		(5 206)	(23 923)
Entrées de périmètre					273		46	319
Sorties de périmètre			(55)		(694)	116	(27)	(659)
Reclassements	(1 577)		5 858		18 255	(39 495)	30 632	13 673
Augmentation et diminution résultant des réévaluations				239				239
Dépréciations			(743)	(413)	1 203		87	134
Dotations aux amortissements de l'exercice	(227)		(12 144)		(53 970)		(41 170)	(107 510)
Écarts de conversion	588		28		(452)	738	700	1 602
Valeur nette au 31 décembre 2009	49 684	12 576	169 493	41 416	214 470	16 729	81 381	585 748

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

En milliers d'euros

	2008							
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodi- quement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodi- quement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobi- lisations corporelles en cours	Autres Immobi- lisations corporelles	Total
Valeur nette au 1^{er} janvier 2008	56 366	12 066	185 907	36 679	258 055	42 537	71 725	663 335
Augmentations	3 232	(13)	8 954	2 058	28 335	36 593	17 976	97 135
Cessions	80		12		(4 882)		(3 531)	(8 321)
Entrées de périmètre	148		689			56		893
Sorties de périmètre					(94)			(94)
Reclassements	(4 136)	523*	1 939	2 715	22 417	(38 709)	2 807	(12 444)
Augmentation et diminution résultant des réévaluations				477	153			630
Dépréciations	(198)		(958)		(1 465)		(291)	(2 912)
Dotations aux amortissements de l'exercice	(2 247)		(12 754)	(474)	(62 063)		(21 030)	(98 568)
Écarts de conversion	(1 936)		(2 113)		(1 211)	(421)	(749)	(6 430)
Valeur nette au 31 décembre 2008	51 309	12 576	181 676	41 455	239 245	40 056	66 907	633 224

* Voir note 5.1.3 sur les « Immeubles de placement ».

En milliers d'euros

	2009							
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodi- quement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodi- quement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobi- lisations corporelles en cours	Autres Immobi- lisations corporelles	Total
Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2009								
Valeur brute	54 196	12 576	298 363	41 889	860 227	40 135	211 325	1 518 711
Amortissements et pertes de valeur	(2 887)		(116 687)	(434)	(620 983)	(79)	(144 417)	(885 487)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2009	51 309	12 576	181 676	41 455	239 245	40 056	66 908	633 224
Détail de la valeur nette au 31 décembre 2009								
Valeur brute	52 671	12 576	283 545	42 263	793 947	16 729	296 550	1 498 281
Amortissements et pertes de valeur	(2 987)		(114 052)	(847)	(579 477)		(215 169)	(912 532)
Valeur nette au 31 décembre 2009	49 684	12 576	169 493	41 416	214 470	16 729	81 381	585 748

En milliers d'euros

	2008							
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodi- quement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodi- quement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobi- lisations corporelles en cours	Autres Immobi- lisations corporelles	Total
Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2008								
Valeur brute	58 947	12 066	302 190	37 784	861 043	42 640	207 190	1 521 860
Amortissements et pertes de valeur	(2 581)		(116 283)	(1 105)	(602 988)	(103)	(135 466)	(858 526)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2008	56 366	12 066	185 907	36 679	258 055	42 537	71 724	663 335
Détail de la valeur nette au 31 décembre 2008								
Valeur brute	54 196	12 576	298 363	41 889	860 227	40 135	211 325	1 518 711
Amortissements et pertes de valeur	(2 887)		(116 687)	(434)	(620 983)	(79)	(144 417)	(885 487)
Valeur nette au 31 décembre 2008	51 309	12 576	181 676	41 455	239 245	40 056	66 908	633 224

Pour la valeur au coût amorti et le montant de la réévaluation des terrains et constructions réévalués périodiquement, voir la note 5.1.3.

Immobilisations corporelles faisant l'objet de contrat de location simple «bailleur»

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Valeur brute	73 435	76 990
Amortissements cumulés	(48 448)	(46 193)
<i>Dont au titre de l'exercice</i>	<i>(7 944)</i>	<i>(8 239)</i>
Valeur nette	24 987	30 797

Ces immobilisations correspondent aux parcs de conteneurs loués par la Compagnie Plastic Omnium à ses clients pour les contrats non qualifiés de location-financement.

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
<i>Paiements minimaux à recevoir au titre des contrats de location simples et/ou de maintenance non résiliables</i>		
À moins d'un an	56 062	51 854
À plus d'un an et à moins de cinq ans	128 740	101 458
À plus de cinq ans	62 373	32 620
Total	247 175	185 931

Immobilisations corporelles faisant l'objet de contrats de location-financement «preneur»

Ces immobilisations, incluses dans les précédents tableaux (de cette même note) sur les immobilisations corporelles, correspondent à des usines, des centres de recherche et de développement, des matériels de production industriels et des conteneurs loués à des clients.

- Évolution des valeurs immobilisées des actifs faisant l'objet de contrats de location-financement «preneur» :

En milliers d'euros

	Terrains et constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Total
Valeur brute	37 559	29 492	67 051
Amortissements cumulés	(17 037)	(13 976)	(31 013)
Valeur nette au 31 décembre 2009	20 522	15 516	36 038

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Terrains et constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Total
Valeur brute	52 007	18 121	70 128
Amortissements cumulés	(24 551)	(11 553)	(36 104)
Valeur nette au 31 décembre 2008	27 456	6 568	34 024

- Évolution des paiements et des valeurs actualisées relatifs aux actifs faisant l'objet des contrats de location-financement « preneur » :

En milliers d'euros	Paiements minimaux au 31 décembre 2009	Valeurs actualisées au 31 décembre 2009
À moins d'un an	6 490	5 103
À plus d'un an et à moins de cinq ans	22 182	19 175
À plus de cinq ans	2 883	2 923
Total	31 555	27 201

En milliers d'euros	Paiements minimaux au 31 décembre 2008	Valeurs actualisées au 31 décembre 2008
À moins d'un an	5 214	4 467
À plus d'un an et à moins de cinq ans	10 531	8 472
À plus de cinq ans	4 041	3 881
Total	19 785	16 820

5.1.3 Immeubles de placement

Les immeubles de placement correspondent à la partie louée à des tiers des bureaux situés à Levallois (Hauts-de-Seine) et à un immeuble situé à Nanterre (Hauts-de-Seine).

Les expertises sont effectuées par des experts indépendants. La dernière expertise sur l'immobilier de placement de Nanterre a été réalisée en février 2010, pour les comptes de décembre 2009. La dernière expertise de l'immeuble de Levallois a été réalisée en décembre 2009. La valorisation issue de ces expertises sur l'immobilier de placement correspond à celle dans le tableau ci-après :

En milliers d'euros	Total	Terrain	Immeuble
Juste valeur au 31 décembre 2008	33 763	9 159	24 604
Reclassement immobilier de Levallois			
Reclassement immobilier de Nanterre*	1 749	229	1 520
Ajustement à la juste valeur de l'immobilier de Nanterre (expertise externe)			
Juste valeur au 31 décembre 2009	35 512	9 388	26 124

En milliers d'euros	Total	Terrain	Immeuble
Juste valeur au 31 décembre 2007	27 514	6 670	20 844
Reclassement immobilier de Levallois	(9 504)	(2 478)	(7 026)
Reclassement immobilier de Nanterre	6 266	1 955	4 311
Ajustement à la juste valeur de l'immobilier de Nanterre (expertise externe)**	9 487	3 012	6 475
Juste valeur au 31 décembre 2008	33 763	9 159	24 604

* Le montant de 229 milliers d'euros sur le terrain représente la valorisation du terrain jouxtant le parking extérieur de l'immobilier de placement et qui n'était pas encore classé en immeuble de placement. Le montant de 1 520 milliers d'euros correspond à la surface de l'immeuble de Nanterre précédemment louée à Signature et restée en immeuble d'exploitation.

** Dont un montant de 2 282 milliers d'euros constatés en capitaux propres lors du reclassement de l'immobilier de placement de l'exploitation en immeuble de placement.

Si les terrains et immeubles comptabilisés à la juste valeur (terrains et constructions réévalués périodiquement – voir note 5.1.2 – et immeubles de placement) étaient évalués au coût amorti, leur valeur nette comptable s'établirait à 73 201 milliers d'euros au 31 décembre 2009 contre 72 640 milliers d'euros au 31 décembre 2008. Cette valorisation au coût amorti se décompose comme suit :

En milliers d'euros	2009	2008
Terrains au coût amorti	18 498	18 269
Valeur brute	18 498	18 269
Amortissements		
Constructions au coût amorti	54 703	54 371
Valeur brute	64 463	62 943
Amortissements	(9 760)	(8 572)
Terrains et immeubles au coût amorti	73 201	72 640

La valeur totale de l'ensemble des terrains et immeubles réévalués périodiquement et des immeubles de placement se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	2009	2008
Terrains réévalués périodiquement - (voir la note 5.1.2)	12 576	12 576
Valeur brute	12 576	12 576
Réévaluation de la période		
Reclassements		
Amortissements cumulés		
Constructions réévaluées périodiquement - (voir la note 5.1.2)	41 416	41 455
Valeur brute	41 889	36 639
Augmentations de la période – Agencements	135	2 058
Ajustement à la juste valeur par capitaux propres	239	477
Reclassements		2 715
Amortissements cumulés	(847)	(434)
Immeubles de placement - (voir la note 5.1.3)	35 512	33 763
Terrains et immeubles à la juste valeur	89 504	87 794

Au 31 décembre 2009, l'écart de réévaluation en cumul, s'établit à 15 154 milliers d'euros comme au 31 décembre 2008 (terrains et constructions réévalués périodiquement – voir note 5.1.2 – et immeubles de placement).

<i>En milliers d'euros</i>	2009	2008
Terrains et immeubles à la juste valeur	89 504	87 794
Terrains et immeubles au coût amorti	(73 201)	(72 640)
Augmentations de la période – Agencements sur constructions	(135)	2 058
Ajustement à la juste valeur des constructions par capitaux propres	(239)	(477)
Variation entre les deux exercices des amortissements sur les immeubles à la juste valeur	413	(446)
Variation entre les deux exercices des amortissements sur les constructions au coût amorti	(1 188)	(1 135)
Cumul des réévaluations périodiques	15 154	15 154

Les produits locatifs proviennent exclusivement de l'immeuble de Levallois, l'immobilier de placement de Nanterre n'ayant pas été loué durant l'exercice 2009.

<i>En milliers d'euros</i>	2009	2008
Produits locatifs des immeubles de placement	2 250	1 629
Charges directes de fonctionnement de l'immeuble de placement	(1 832)	(1 027)

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

5.1.4 Titres mis en équivalence – bilans et principaux agrégats des sociétés associées

a - Titres mis en équivalence :

Au 31 décembre 2009, les titres mis en équivalence correspondent exclusivement à la participation de 35 % de la Compagnie Plastic Omnium dans le groupe Euromark détenu par Eurovia à 65 % et opérant dans la signalisation horizontale.

En milliers d'euros

Secteur opérationnel	Sociétés	31 décembre 2009 Valeur à l'actif du bilan	31 décembre 2008 Valeur à l'actif du bilan
Compagnie Plastic Omnium	Euromark Holding	10 602	11 728
	Sulo		45
Total des titres mis en équivalence		10 602	11 773

Le bilan synthétique et les agrégats du compte de résultat ci-après sont ceux de l'ensemble des sociétés mises en équivalence dans le cas où elles auraient été intégrées globalement.

b - Bilans synthétiques et principaux agrégats du compte de résultat des sociétés mises en équivalence :

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Actifs non courants	33 682	29 208
Actifs courants	70 918	141 174
Total actifs	104 600	170 382
Capitaux propres	9 012	20 805
Passifs non courants	10 877	6 799
Passifs courants	84 711	142 778
Total passifs	104 600	170 382
Produits des activités ordinaires	129 813	133 683
Résultat net consolidé	(7 312)	(4 525)

5.1.5 Actifs financiers disponibles à la vente

5.1.5.1 Actifs financiers disponibles à la vente – Titres de participations

Au 31 décembre 2009 ainsi que l'exercice précédent, les actifs financiers comptabilisés sous cette rubrique correspondent à des sociétés coquilles vides ou sociétés dormantes.

5.1.5.2 Autres actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers comptabilisés sous cette rubrique comprennent des parts détenues dans des fonds de capital investissement, des participations en capital, ainsi que des obligations à bons de souscription d'actions.

En milliers d'euros

	Montants investis à la juste valeur au 1 ^{er} janvier 2009	Désinvestissements et distributions	Appels de fonds	Intérêts	Ajustement à la juste valeur de l'exercice	Pertes de valeurs	Montants investis à la juste valeur au 31 décembre 2009
Fonds d'investissement	7 901	(624)	422		(443)		7 256
Capital	7 855		549		814	(1 274)	7 944
Mezzanines	7 221			223	(500)		6 944
Total	22 977	(624)	971	223	(129)	(1 274)	22 143

5.1.6 Autres actifs financiers (non courants)

5.1.6.1 Autres actifs financiers non courants – Valeurs au bilan

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Prêts	437	330
Dépôts et Cautionnements	4 581	3 162
Autres créances	8 986	10 699
Créances de financement sur contrats de location-financement Environnement de la Compagnie Plastic Omnium** - (voir note 5.1.6.2)	2 788	
Créances de financement sur contrats Automobile de la Compagnie Plastic Omnium*-** - (voir note 5.1.6.2)	65 825	
Valeur nette	82 618	14 191

Les « Autres créances » et « Créances de financement sur contrats de location-financement pour l'Environnement » et les « créances de financement sur contrats Automobile » correspondent à des valeurs actualisées.

Les « Dépôts et Cautionnements » concernent essentiellement des dépôts sur locations de bureaux.

* Dans un climat industriel très perturbé, pour préserver ses liquidités et son indépendance financière, la Compagnie Plastic Omnium a mis en place une gestion renforcée de sa trésorerie, qui s'est traduite par une diminution du risque lié au développement de nouveaux projets en obtenant soit un paiement « cash » des outillages et heures de développement, soit une reconnaissance certaine de dette de la part des constructeurs dès le début du projet. Cette reconnaissance de dette est comptabilisée en créances financières au fur et à mesure de l'avancement des projets. La part figurant ci-dessus en « Créances de financement sur contrats Automobile de la Compagnie Plastic Omnium » correspond aux créances à échéances de plus d'un an.

** Cette rubrique comprend, à partir de l'exercice 2009, la part à long terme des créances de financement clients de la Compagnie Plastic Omnium relatives aux contrats de location-financement de l'Environnement ainsi que la part à long terme des créances de financement sur contrats Automobile qui font l'objet d'une convention de cession de créances spécifiques.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

5.1.6.2 Autres créances financières en non courant – Valeurs au bilan et valeurs non actualisées

en milliers d'euros

	31 décembre 2009		31 décembre 2008	
	Créances de financement non actualisées	Paiements minimaux actualisés à recevoir	Créances de financement non actualisées	Paiements minimaux actualisés à recevoir
À moins d'un an (voir la note 5.1.9)				
À plus d'un an et à moins de cinq ans (voir la note 5.1.6)	82 109	77 134	10 699	10 699
Autres créances	10 720	8 986	10 699	10 699
Créances de financement sur contrats de location-financement	2 717	2 464		
Environnement de la Compagnie Plastic Omnium				
Créances de financement sur contrats Automobile de la Compagnie Plastic Omnium	68 672	65 684		
À plus de cinq ans (voir la note 5.1.6)	500	465		
Autres créances				
Créances de financement sur contrats de location-financement	354	324		
Environnement de la Compagnie Plastic Omnium				
Créances de financement sur contrats Automobile de la Compagnie Plastic Omnium	146	141		
Total	82 609	77 599	10 699	10 699

5.1.7 Stocks et en-cours

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Matières premières et approvisionnements	56 028	79 082
Moules, outillages et études	95 011	158 026
Autres en-cours de production	9 388	106
Marchandises		
<i>Au coût (brut)</i>	<i>5 579</i>	<i>8 519</i>
<i>À la valeur nette de réalisation</i>	<i>4 591</i>	<i>8 045</i>
Produits finis		
<i>Au coût (brut)</i>	<i>43 256</i>	<i>52 382</i>
<i>À la valeur nette de réalisation</i>	<i>41 030</i>	<i>49 763</i>
Total en valeur nette	206 049	295 022

5.1.8 Créances clients et comptes rattachés - Autres créances

a - Valeurs brutes, dépréciations et valeurs nettes

En milliers d'euros

	31 décembre 2009			31 décembre 2008		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances clients et comptes rattachés	270 806	(7 960)	262 846	287 299	(8 208)	279 091

b - Autres créances

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Autres débiteurs	68 089	76 789
Avances fournisseurs outillages et développements	29 477	24 239
Créances fiscales	20 752	24 558
Avances fournisseurs d'immobilisations	593	1 241
Autres créances	118 911	126 827

c - Créances clients, comptes rattachés et autres créances par devises

En milliers de devises

		Créances au 31 décembre 2009			Créances au 31 décembre 2008		
		Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
EUR	Euro	238 589	238 589	62 %	270 178	270 178	67 %
USD	Dollar américain	64 109	44 502	12 %	100 944	72 532	18 %
GBP	Livre sterling	13 181	14 842	4 %	10 716	11 251	3 %
CHF	Franc suisse	8 681	5 851	2 %	18 193	12 251	3 %
CNY	Yuan chinois	384 169	39 061	10 %	74 527	7 849	2 %
Autres	Autres devises		38 912	10 %		31 851	7 %
Total			381 758	100 %		405 918	100 %
Dont :							
Créances clients et comptes rattachés			262 846	69 %		279 091	69 %
Autres créances			118 911	31 %		126 827	31 %

5.1.9 Créances financières

5.1.9.1 Autres créances financières à court terme

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Comptes courants	1 484	19 824
Autres créances financières à court terme	3 827	2 705
Total	5 311	22 529

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

5.1.9.2 Créances de financement clients – Part à court terme – Valeurs au bilan valeurs non actualisées

Cette rubrique comprend, la part à court terme des créances de financement clients de la Compagnie Plastic Omnium relatives aux contrats de location-financement de l'Environnement, ainsi que la part à court terme des créances de financement sur contrats Automobile qui font l'objet d'une convention de cession de créances spécifique. Voir la note 5.1.6 sur les « Créances de financement sur contrats Automobile – part à long terme ».

En milliers d'euros

	31 décembre 2009		31 décembre 2008	
	Créances de financement	Paiements minimaux actualisés à recevoir	Créances de financement	Paiements minimaux actualisés à recevoir
À moins d'un an	54 382	52 981	4 885	4 832
Autres créances	5 311	5 311		
Créances de financement sur contrats de location-financement Environnement de la Compagnie Plastic Omnium	2 196	2 063	4 885	4 832
Créances de financement sur contrats Automobile de la Compagnie Plastic Omnium	46 875	45 607		
À plus d'un an et à moins de cinq ans (voir la note 5.1.6)				
À plus de cinq ans (voir la note 5.1.6)				
Total	54 382	52 981	4 885	4 832

5.1.10 Impôts différés

Comme mentionné à la note 1.30 des règles et principes comptables, les actifs d'impôts différés sur les déficits reportables, les différences temporaires et crédits d'impôt sont évalués en fonction de leur probabilité d'utilisation future. À cet effet, de nouvelles estimations ont été établies dans le cadre de l'arrêté des comptes et ont conduit à présenter des actifs basés sur une utilisation probable sous un délai relativement court traduisant un souci de prudence eu égard au contexte économique actuel.

Les impôts différés au bilan, se répartissent comme suit :

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Immobilisations corporelles	(39 670)	(49 795)
Avantages du personnel	9 233	7 805
Provisions	7 961	10 661
Instruments financiers	1 474	1 578
Déficits fiscaux et crédits d'impôt	128 261	135 101
Dépréciation des impôts différés actifs	(73 973)	(78 020)
Autres	18 008	19 995
Total	51 293	47 325
Dont :		
Impôts différés actifs	74 666	79 652
Impôts différés passifs	23 373	32 327

Les actifs d'impôt correspondant aux déficits fiscaux non reconnus ne faisant pas l'objet d'un actif d'impôt différé dans les comptes au 31 décembre 2009, pour un montant total de 62 693 milliers d'euros, présentent les caractéristiques suivantes :

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Déficits reportables sur une durée illimitée	41 787	54 769
Déficits reportables sur une durée maximale de plus de 5 ans	16 899	6 357
Déficits reportables sur une durée maximale de 5 ans	1 214	2 127
Déficits reportables sur une durée maximale de 4 ans	1 275	119
Déficits reportables sur une durée maximale de 3 ans	447	120
Déficits reportables sur une durée maximale inférieure à 3 ans	1 071	862
Total	62 693	64 354

5.1.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan – Trésorerie brute

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Fonds bancaires et caisses	111 140	104 579
Dépôts à court terme	70 542	68 641
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan	181 682	173 220

La réconciliation entre la trésorerie du tableau de flux de trésorerie avec les éléments du bilan est présentée dans la note 5.1.12.d.

Cette trésorerie du Groupe se répartit de la façon suivante :

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Trésorerie dans les sociétés contrôlées conjointement	72 432	46 324
Trésorerie dans une captive de réassurance	16 136	13 860
Trésorerie dans les zones de contrôle d'entrée et de sortie monétaire	6 360	2 726
Trésorerie immédiatement disponible	86 753	110 310
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan	181 682	173 220

Les différentes catégories du tableau ci-dessus sont présentées au bilan en actif courant en l'absence de restriction d'ordre général sur ces montants.

5.1.12 Notes spécifiques au tableau de flux de trésorerie

a - Stocks et en-cours nets :

Le tableau ci-dessous fait référence à la note 1.15 :

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Stocks transférés en immobilisations incorporelles (projets automobiles) – Valeur brute*	27 851	62 242
Augmentation des stocks et en-cours – valeur brute	62 356	(70 047)
Variation des stocks et en-cours bruts	90 207	(7 805)
Provisions sur stocks et en-cours	712	1 547
Variation des provisions sur stocks et en-cours	712	1 547
Stocks et en-cours nets	90 919	(6 258)

* Voir la note 5.1.12.b sur les immobilisations provenant des stocks et en-cours.

b - Acquisitions d'immobilisations incorporelles :

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Immobilisations provenant des stocks et en-cours (projets automobiles) – Valeur brute*	(27 851)	(62 242)
Autres acquisitions incorporelles	(6 612)	(12 347)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(34 463)	(74 589)

* Voir la source dans la note 5.1.12.a sur les stocks transférés en immobilisations incorporelles.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

c - Acquisitions d'immobilisations financières :

Les acquisitions financières d'un montant de 2 864 milliers d'euros sur l'exercice 2009 correspondent notamment aux investissements suivants :

- 1 181 milliers d'euros liés aux investissements financiers du Groupe en Chine ;
- 700 milliers d'euros d'augmentation de capital de la société ATMC avant sa cession ;
- 512 milliers d'euros d'augmentation de capital dans Plastic Omnium KK Japon, société non consolidée et dissoute au 31 décembre 2009.

d - Trésorerie nette en fin d'exercice :

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie	181 682	173 220
Banques créditrices ou concours bancaires courants (-)	(34 163)	(47 947)
Trésorerie nette en fin d'exercice	147 519	125 273

5.2 Bilan passif

5.2.1 Capital social

En euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Capital social au 1 ^{er} janvier	28 054 545	28 054 545
Augmentation de capital sur actions émises en cours d'année		
Diminution de capital sur actions émises en cours d'année		
Capital social au 31 décembre, constitué d'actions ordinaires de 15 euros de nominal chacune	28 054 545	28 054 545
Actions propres	1 870 125	1 106 880
Total après déduction des actions propres	26 184 420	26 947 665

Les actions nominatives inscrites au nom du même titulaire depuis au moins trois ans, bénéficient d'un droit de vote double.

5.2.2 Détail de la variation de périmètre

En milliers d'euros

	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
VARIATION DE PÉRIMÈTRE			
Variation des actions de la Compagnie Plastic Omnium*	(1 016)	(830)	(1 846)
Entrée d'Eurovia dans le capital de Signature	35 766	(2 218)	33 548
Rachat des minoritaires d'Inoplast	(4 669)	(2 801)	(7 470)
Impact du passage du taux de détention de la Compagnie Plastic Omnium de 55,45 % à 55,05 % par Burelle SA sur l'ensemble des réserves	(2 058)	2 058	
Variation de périmètre au 31 décembre 2007	28 023	(3 791)	24 232
Variation des actions de la Compagnie Plastic Omnium*	(7 185)	(5 401)	(12 587)
Ajustement de prix en 2008 sur Signature Eurovia (opération réalisée en 2007)	(253)	(901)	(1 154)
Rachat d'une partie des minoritaires de Sectra (pourcentage d'intérêt passé de 9,52 % à 19,98 %)	(543)	(409)	(952)
Variation du pourcentage de détention de Signature Hellas passée de l'intégration proportionnelle à la méthode de mise en équivalence (pourcentage d'intérêt passé de 27,53 % à 19,98 %)	(7)	(5)	(12)
Impact du passage du taux de détention de la Compagnie Plastic Omnium de 55,05 % à 57,09 % par Burelle SA sur l'ensemble des réserves	7 644	(7 644)	
Variation de périmètre au 31 décembre 2008	(344)	(14 360)	(14 704)
Variation des actions de la Compagnie Plastic Omnium*	(9 598)	(6 303)	(15 901)
Changement de méthode de l'intégration proportionnelle en intégration globale à 60 % du joint-venture Plastic Omnium Varroc	166	1 829	1 995
Rachat d'une partie des minoritaires de Semnalizare (pourcentage d'intérêt passé de 18,20 % à 34,88 %)	(75)	(49)	(124)
Minoritaires de Segnalletica Mordasini		281	281
Diverses variations	(174)	(109)	(283)
Impact du passage du taux de détention de la Compagnie Plastic Omnium de 57,09 % à 60,36 % par Burelle SA sur l'ensemble des réserves	11 448	(11 448)	
Variation de périmètre au 31 décembre 2009	1 767	(15 799)	(14 032)

* Voir la rubrique « Acquisition d'actions de la Compagnie Plastic Omnium » dans le « Tableau de Flux de Trésorerie ».

5.2.3 Dividendes votés et distribués en 2009 par Burelle SA

En milliers d'euros

	2009	2008
Dividendes sur les actions ordinaires formant le capital	935	1 590
Dividendes sur actions propres	37	10
Dividendes nets versés	899	1 580
Dividende par action, en euros	0,50	0,85

Burelle SA prévoit de distribuer un dividende de 0,75 euro par action au titre de l'exercice 2009 contre 0,50 euro au titre de l'exercice 2008.

Les dividendes dans les tableaux de flux de trésorerie et de variation des capitaux propres prennent en compte les dividendes versés à l'extérieur du Groupe par Burelle SA et par la Compagnie Plastic Omnium.

5.2.4 Subventions

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Subventions liées aux résultats		
Subventions liées aux actifs	10 847	14 427
Total subventions publiques au passif non courant	10 847	14 427
Subventions publiques	275	245
Total subventions publiques au passif courant	275	245
Total au passif des subventions publiques	11 122	14 672

Les subventions à long terme sont présentées en passif non courant au bilan consolidé et celles à court terme en passif courant au bilan consolidé.

5.2.5 Emprunts et dettes financières

a - De l'endettement financier brut à l'endettement financier net

L'endettement financier net (voir la note 7.1 sur le « gearing » dans la gestion du capital) est une notion importante dans la gestion quotidienne de la trésorerie du Groupe. Il permet de déterminer la position débitrice ou créditrice du Groupe vis-à-vis des tiers et hors du cycle d'exploitation. L'analyse du niveau d'endettement net, comparée à l'utilisation des lignes de crédit par rapport aux lignes de crédit confirmées, permet d'apprécier la capacité financière du Groupe à plus ou moins court terme. L'endettement financier net est déterminé comme étant :

- les dettes financières à long terme ;
- diminué des prêts et autres actifs financiers à long terme ;
- augmenté des crédits à court terme ;
- augmenté des découverts bancaires ;
- et diminués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

En milliers d'euros

	31 décembre 2009			31 décembre 2008		
	Total	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant
Dettes financières sur contrats de location-financement	28 537	5 854	22 683	18 292	4 775	13 517
Emprunts bancaires	677 169	111 047	566 122	713 450	102 173	611 277
Autres dettes financières à court terme				11 580	11 580	
Instruments financiers de couverture passifs	5 516	5 516		6 569	6 569	
Total des emprunts et dettes (B)	711 222	122 417	588 805	749 891	125 097	624 794
Créances financières à long terme	(36 148)		(36 148)	(37 168)		(37 168)
Créances de financement clients	(116 283)	(47 670)	(68 613)	(4 885)	(4 885)	
Autres créances financières à court terme	(5 311)	(5 311)		(22 529)	(22 529)	
Instruments financiers de couverture actifs				(2 140)	(2 140)	
Total des créances financières (C)	(157 742)	(52 981)	(104 761)	(66 722)	(29 554)	(37 168)
Endettement brut (D) = (B) + (C)	553 480	69 436	484 044	683 169	95 543	587 626
Trésorerie nette du tableau de flux de trésorerie (A) *	(147 519)	(147 519)		(125 273)	(125 273)	
ENDETTEMENT FINANCIER NET (E) = (D) + (A)	405 962	(78 083)	484 044	557 896	(29 730)	587 626

* Voir la note 5.1.12.d sur la « Trésorerie nette ».

Les dettes financières sont présentées nettes des créances financières du Groupe Burelle vis-à-vis des sociétés ne faisant pas partie du périmètre Burelle.

Il n'existe aucune clause de remboursements anticipés sur les emprunts bancaires, dettes financières et assimilés relatifs au respect de ratios financiers.

b - Utilisation des lignes de crédit à moyen terme

Au 31 décembre 2009 le Groupe Burelle bénéficie de plusieurs ouvertures de crédits bancaires confirmées à échéance moyenne supérieure à trois ans. Le montant de ces lignes bancaires confirmées est supérieur au montant des utilisations. Il s'établit au 31 décembre 2009 à 1 150 millions d'euros contre 1 082 millions d'euros au 31 décembre 2008.

c - Détail de la dette financière par devises

En % de la dette financière

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Euro	90 %	90 %
US dollar	8 %	9 %
Livre sterling	2 %	1 %
Autres devises	0 %	0 %

d - Analyse de la dette financière par nature de taux d'intérêt

En % de la dette financière

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Taux variables couverts	67 %	69 %
Taux variables non couverts	25 %	22 %
Taux fixes	8 %	9 %
Total	100 %	100 %

Le taux de financement moyen sur l'exercice s'élève à 3,3 % en 2009 contre 5,4 % en 2008.

5.2.6 Dettes d'exploitation et autres dettes

a - Dettes fournisseurs et comptes rattachés

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Dettes fournisseurs	380 219	422 554
Dettes sur immobilisations	6 764	16 326
Total	386 983	438 880

b - Autres dettes d'exploitation

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Dettes sociales	79 304	71 657
Dettes fiscales	8 994	18 583
Autres créditeurs	104 270	90 370
Avances clients	99 049	127 568
Total	291 617	308 178

c - Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation par devises

Les dettes fournisseurs par devises couvrent les comptes de dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation.

En milliers de devises

		Dettes au 31 décembre 2009			Dettes au 31 décembre 2008		
		Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
EUR	Euro	430 573	430 573	63 %	525 825	525 825	70 %
USD	Dollar américain	139 486	96 825	14 %	154 384	110 931	15 %
GBP	Livre sterling	31 550	35 525	5 %	27 187	28 543	4 %
BRL	Real brésilien	27 018	10 759	2 %	52 172	16 085	2 %
CNY	Yuan chinois	448 076	45 559	7 %	123 997	13 058	2 %
Autres	Autres devises		59 357	9 %		52 616	7 %
Total			678 600	100 %		747 058	100 %
Dont :							
Dettes et comptes rattachés			386 983	57 %		438 880	59 %
Autres Dettes			291 617	43 %		308 178	41 %

Les deux tiers des dettes fournisseurs et comptes rattachés étant en euros, le Groupe n'effectue aucun test de sensibilité sur les variations de devises.

5.2.7 Provisions

En milliers d'euros

	31 décembre 2008	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Reclassements	Écart actuariel	Variations de périmètre	Écarts de conversion	31 décembre 2009
Garanties clients	1 972	3 856	(1 654)	(36)	1 047			80	5 265
Réorganisations	32 160	10 925	(14 691)	(4 358)	(873)			(3)	23 160
Provisions pour impôts	1 933	42	(1 497)	(273)	264			(2)	467
Risques sur contrats	2 191	2 676	(138)		27				4 756
Provision sur extension de parc	180	389	(180)						389
Provision pour litiges	1 368	1 170	(1 153)	(318)	423			39	1 529
Autres	9 560	15 273	(8 144)	(3 124)	(141)			65	13 489
PROVISIONS	49 364	34 331	(27 457)	(8 109)	747			179	49 055
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	33 133	2 166	(1 923)			1 598	(105)	(131)	34 737
TOTAL	82 497	36 497	(29 380)	(8 109)	747	1 598	(105)	48	83 793

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

En milliers d'euros

	31 décembre 2008	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Reclasse- ments	Écart actuariel	Variations de périmètre	Écarts de conversion	31 décembre 2008
Garanties clients	2 491	883	(1 056)	(599)	293			(40)	1 972
Réorganisations	4 882	34 188	(4 964)	(1 776)	(47)			(123)	32 160
Provisions pour impôts	3 145	513	(603)	(228)	(890)			(4)	1 933
Risques sur contrats	2 304	811	(924)						2 191
Provision sur extension de parc	451	180	(354)		(97)				180
Provision pour litiges	4 058	840	(787)	(189)	(2 461)			(93)	1 368
Autres	3 384	7 872	(1 056)	(76)	(810)		285	(39)	9 560
PROVISIONS	20 715	45 287	(9 744)	(2 868)	(4 012)		285	(299)	49 364
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	35 260	5 155	(5 517)		31	(1 619)	(3)	(174)	33 133
TOTAL	55 975	50 442	(15 261)	(2 868)	(3 981)	(1 619)	282	(473)	82 497

Au 31 décembre 2009, les provisions pour réorganisations s'élèvent à 23,2 millions d'euros contre 32,2 millions d'euros au 31 décembre 2008. Ce montant se décompose comme suit :

- le plan complémentaire à « PO 2009 » : 21,5 millions d'euros au 31 décembre 2009 contre 28,4 millions d'euros au 31 décembre 2008 ;
- les plans de rationalisation industrielle notamment à l'étranger : 1,7 million d'euros au 31 décembre 2009 contre 3,8 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Pour les « Autres provisions pour risques et charges », voir la note 7.7 sur le « Litige concurrence » dans le chapitre « Gestion du capital et des risques de marché ».

5.2.8 Provisions pour engagements de retraite et autres avantages du personnel

5.2.8.1 Hypothèses actuarielles :

Les principales hypothèses actuarielles significatives, utilisées pour l'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi et à long terme, sont les suivantes :

- Âge de début d'activité professionnelle :
– 20 ans pour les non-cadres, 24 ans pour les cadres (idem en 2008).
- Âge de départ à la retraite pour les salariés français :
– 61 ans pour les non-cadres (départ volontaire) (idem en 2008),
– pour les cadres : départ volontaire à l'âge donnant droit à une retraite pleine (idem en 2008).
- Âge de départ à la retraite pour les salariés aux États-Unis :
62 ans en 2009 (55 et 65 ans en 2008).
- Taux d'actualisation financière :
Le Groupe utilise comme référence, le taux des obligations émises par des entreprises industrielles et commerciales de première catégorie, dont la maturité est équivalente à celle des engagements du Groupe.

Au 31 décembre 2009, il n'y a pas eu de changement de référence par rapport au 31 décembre 2008 :

- 5,25 % pour les indemnités de départ à la retraite française (5,6 % en 2008),
- 4,75 % pour les médailles du travail françaises (5,1 % en 2008),
- 6,0 % pour les avantages postérieurs à l'emploi de la zone US (6,5 % en 2008).

- Taux d'inflation :
– 2 % l'an pour la France (2,5 % en 2008).
- Évolution des salaires :
– 2,5 à 5 % (2,5 à 5,5 % en 2008) en France (taux moyens selon les statuts cadre et non-cadre et l'âge) ;
– 3 % (3,5 % en 2008) pour la retraite complémentaire ;
– 4,5 % aux États-Unis comme en 2008.
- Taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture des plans de retraite :
– 4,5 % pour la France comme en 2008 ;
– 8 % pour la zone US comme en 2008.

Pour les autres sociétés étrangères, les différentiels de taux sont déterminés en considération des conditions locales.

- Taux d'accroissement des coûts médicaux pour la zone US :
9 % en 2009. Ce taux baisse annuellement de 0,5 % pour atteindre 5 % en 2019. Il était de 9 % en 2008.
- Taux de charges sociales : entre 34 % et 46 % pour la France (entre 40 % et 45 % en 2008).

5.2.8.2 Choix de comptabilisation des écarts actuariels sur les engagements de retraite et sur les autres avantages à long terme

Le Groupe Burelle a opté pour la comptabilisation en capitaux propres des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi à prestation définie, conformément aux amendements de la norme IAS 19 « *Actuarial gains and losses, Group Plans and Disclosures* ».

En revanche, conformément à IAS 19.129, les écarts actuariels relatifs aux Autres avantages à long terme, en particulier les médailles du travail, sont comptabilisés immédiatement en résultat.

5.2.8.3 Évolution des engagements bilantiels et des coûts sur avantages correspondant aux régimes à prestations définies

Les valeurs inscrites au bilan au titre de ces avantages sont les suivantes :

	Avantages postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Total		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007	2009	2008	2007
<i>En milliers d'euros</i>									
Dette actuarielle au 1^{er} janvier	53 568	53 158	47 692	4 319	4 512	4 479	57 887	57 670	52 171
Coût des services rendus	2 428	3 821	3 207	227	(186)	285	2 655	3 635	3 492
Coût financier	2 681	1 931	1 465	246	263	127	2 927	2 194	1 592
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	(500)	(2 327)	(384)		(47)		(500)	(2 374)	(384)
Pertes et gains actuariels	283	(2 267)	2 017	(11)	92	98	272	(2 175)	2 115
<i>Dont impact expérience</i>	<i>(2 400)</i>	<i>(475)</i>	<i>367</i>	<i>(6)</i>	<i>(555)</i>	<i>(74)</i>	<i>(2 406)</i>	<i>(1 030)</i>	<i>293</i>
Prestations payées par les actifs	(131)	(675)	(261)		(1)		(131)	(676)	(261)
Prestations payées par l'entreprise	(513)	(1 463)	(550)	(277)	(335)	(431)	(790)	(1 798)	(981)
Variation de périmètre	(105)						(105)		
Transfert interne	(514)	(3)	1 169	1 932			1 418	(3)	1 169
Reclassement des provisions pour risques et charges			282						282
Écart de conversion	(180)	1 393	(1 479)	(5)	21	(46)	(185)	1 414	(1 525)
Dette actuarielle au 31 décembre	57 017	53 568	53 158	6 431	4 319	4 512	63 448	57 887	57 670
<i>Variation de la dette actuarielle</i>	<i>3 449</i>	<i>410</i>	<i>5 466</i>	<i>2 112</i>	<i>(193)</i>	<i>33</i>	<i>5 561</i>	<i>217</i>	<i>5 499</i>
Valeur vénale des actifs de couverture au 1^{er} janvier	24 754	22 410	20 800				24 754	22 410	20 800
Rendement des actifs de couverture	1 519	543	417				1 519	543	417
Cotisations patronales	2 061	762	1 810				2 061	762	1 810
Cotisations salariales	468						468		
Pertes et gains actuariels	(1 326)	(556)	365				(1 326)	(556)	365
<i>Dont impact expérience</i>	<i>(1 326)</i>	<i>(556)</i>	<i>365</i>				<i>(1 326)</i>	<i>(556)</i>	<i>365</i>
Prestations payées par les actifs de couverture	(131)	(676)	(261)				(131)	(676)	(261)
Effet des liquidations, modifications de régime et divers		683	15					683	15
Transfert interne	1 418						1 418		
Écart de conversion	(53)	1 588	(736)				(53)	1 588	(736)
Valeur vénale des actifs de couverture au 31 décembre	28 710	24 754	22 410				28 710	24 754	22 410
<i>Variation de la valeur vénale des actifs de couverture</i>	<i>3 956</i>	<i>2 344</i>	<i>1 610</i>				<i>3 956</i>	<i>2 344</i>	<i>1 610</i>
Insuffisance de couverture = Position nette au bilan	28 307	28 814	30 748	6 431	4 319	4 512	34 737	33 133	35 261
dont France	18 507	17 922	18 512	2 468	2 633	2 658	20 975	20 555	21 170
dont zone US	5 467	3 498	5 599	293	266	305	5 760	3 764	5 904
dont autres zones	4 333	7 395	6 637	3 670	1 419	1 549	8 003	8 814	8 187

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les valeurs inscrites au bilan au 31 décembre 2005 et 2006 au titre de ces avantages sont les suivantes :

	Avantages postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme		Total	
<i>En milliers d'euros</i>	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Dette actuarielle au 1^{er} janvier	43 613	36 970	2 624	2 499	46 237	39 469
Coût des services rendus	3 858	3 869	614	248	4 472	4 117
Coût financier	932	1 566	99	94	1 031	1 660
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	(1 014)	(354)	(181)	32	(1 195)	(322)
Pertes et gains actuariels	1 407	1 833	143	(33)	1 550	1 800
Prestations payées par les actifs	(1 866)	(173)			(1 866)	(173)
Prestations payées par l'entreprise	(599)	(1 388)	(270)	(250)	(869)	(1 638)
Prestations payées par les participants	336	333			336	333
Variation de périmètre	2 633		316		2 949	0
Reclassement des provisions pour risques et charges			1 231		1 231	
Écart de conversion	(1 608)	957	(97)	34	(1 705)	991
Dette actuarielle au 31 décembre	47 692	43 613	4 479	2 624	52 171	46 237
<i>Variation de la dette actuarielle</i>	<i>4 079</i>	<i>6 643</i>	<i>1 855</i>	<i>125</i>	<i>5 934</i>	<i>6 768</i>
Valeur vénale des actifs de couverture au 1^{er} janvier	19 535	16 123			19 535	16 123
Rendement des actifs de couverture	998	818			998	818
Cotisations patronales	2 874	2 523			2 874	2 523
Cotisations salariales	356	339			356	339
Pertes et gains actuariels	(125)	(126)			(125)	(126)
Prestations payées par les actifs de couverture	(1 866)	(173)			(1 866)	(173)
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	(204)	(205)			(204)	(205)
Écart de conversion	(768)	235			(768)	235
Valeur vénale des actifs de couverture au 31 décembre	20 800	19 535			20 800	19 535
<i>Variation de la valeur vénale des actifs de couverture</i>	<i>1 265</i>	<i>3 412</i>			<i>1 265</i>	<i>3 412</i>
Insuffisance de couverture = Position nette au bilan	26 892	24 078	4 479	2 624	31 371	26 702
dont France	19 013	16 412	3 012	2 054	22 025	18 466
dont zone US	6 016	6 360	884	290	6 900	6 650
dont autres zones	1 863	1 306	583	280	2 446	1 586

La valeur actuelle des engagements partiellement couverts par des actifs s'établit à 12 001 milliers d'euros au 31 décembre 2009, dont 6 421 milliers d'euros pour la France et 5 760 milliers d'euros pour les États-Unis. Au 31 décembre 2008, la valeur actuelle des engagements partiellement couverts par des actifs s'établissait à 9 744 milliers d'euros, dont 5 980 milliers d'euros pour la France et 3 764 milliers d'euros pour les États-Unis.

Les avantages postérieurs à l'emploi :

Les avantages postérieurs à l'emploi correspondent :

- pour la France, à 18 507 milliers d'euros d'indemnités de départ à la retraite dont 382 milliers d'euros de plan de retraite complémentaire des dirigeants fin décembre 2009 (contre 17 144 milliers d'euros d'indemnités de départ de retraite et 778 milliers d'euros de plan de retraite fin 2008) ;
- pour la zone US à 5 467 milliers d'euros dont 4 691 milliers d'euros au titre des plans de retraite et 776 milliers d'euros au titre des régimes de couverture de frais médicaux fin décembre 2009 (contre 2 436 milliers d'euros au titre des plans de retraite et 1 062 milliers d'euros au titre des régimes de couverture de frais médicaux fin 2008).

Le test de sensibilité sur les engagements de retraite au 31 décembre 2009 :

en France :

L'effet d'une augmentation de 0,50 point du taux d'actualisation entraînerait :

- une diminution du coût des services rendus et des coûts d'intérêts de 1,50 % ;
- une diminution de la dette de 4,81 %.

A contrario, l'effet d'une diminution de 0,50 point du taux d'actualisation entraînerait :

- une augmentation du coût des services rendus et des coûts d'intérêts de 1,53 %.
- une augmentation de la dette de 5,18 %.

aux États-Unis :

L'effet d'une augmentation de 0,50 point du taux d'actualisation entraînerait :

- une diminution du coût des services rendus et des coûts d'intérêts de 7,2 % ;
- une diminution de la dette de 10,1 %.

A contrario, l'effet d'une diminution de 0,50 point du taux d'actualisation entraînerait :

- une augmentation du coût des services rendus et des coûts d'intérêts de 8,0 % ;
- une augmentation de la dette de 11,6 %.

Les autres avantages à long terme :

Les autres avantages à long terme en France correspondent aux médailles du travail.

Les variations des positions nettes au bilan liées à l'ensemble des avantages sont les suivantes :

	Avantages postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Total		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007	2009	2008	2007
<i>En milliers d'euros</i>									
Position nette au 1^{er} janvier	28 814	30 748	26 892	4 318	4 512	4 479	33 133	35 260	31 371
Charges / produits de l'exercice :									
– Coût des services rendus	2 428	3 821	3 207	227	(186)	285	2 655	3 636	3 492
– Charges financières	2 681	1 931	1 465	246	263)	127	2 927	2 194	1 592
– Rendement attendu des fonds	(1 519)	(543)	(417)				(1 519)	(543)	(417)
– Effets de liquidations, modifications de régime et divers	(500)	(3 010)	(399)		(47)		(500)	(3 057)	(399)
– Prestations payées par l'entreprise	(513)	(1 463)	(550)	(277)	(336)	(431)	(790)	1 799	(981)
– Cotisations patronales	(2 061)	(762)	(1 810)				(2 061)	(762)	(1 810)
– Cotisations salariales	(573)						(573)		
Variation de périmètre	(1 932)	(3)	1 169	1 932				(3)	1 169
Pertes et gains actuariels	1 609	(1 711)	1 652	(11)	92	98	1 598	(1 619)	1 750
Reclassement des provisions pour risques et charges			282						282
Écart de conversion	(127)	(195)	(743)	(5)	21	(46)	(132)	(174)	(789)
Position nette au 31 décembre	28 307	28 814	30 748	6 431	4 318	4 512	34 738	33 133	35 260

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les variations des positions nettes au bilan liées à l'ensemble des avantages pour 2006 et 2005 sont les suivantes :

	Avantages postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme		Total	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
<i>En milliers d'euros</i>						
Position nette au 1^{er} janvier	24 078	20 847	2 624	2 499	26 702	23 346
Charges / produits de l'exercice :						
– Coût des services rendus	3 858	3 869	614	248	4 472	4 117
– Charges financières	932	1 566	99	94	1 031	1 660
– Rendement attendu des fonds	(998)	(818)			(998)	(818)
– Effets de liquidations, modifications de régime et divers	(810)	(149)	(181)	32	(991)	(117)
– Prestations payées par l'entreprise	(599)	(1 388)	(270)	(250)	(869)	(1 638)
– Cotisations patronales	(2 874)	(2 523)			(2 874)	(2 523)
– Cotisations salariales	(20)	(6)			(20)	(6)
Variation de périmètre	2 633		316		2 949	
Pertes et gains actuariels reconnus en capitaux propres	1 532	1 959	143	(33)	1 675	1 926
Reclassement des provisions pour risques et charges			1 231		1 231	
Écart de conversion	(840)	722	(97)	34	(937)	756
Position nette au 31 décembre	26 892	24 078	4 479	2 624	31 371	26 702

En France, la loi de modernisation du marché du travail du 25 juin 2008, qui a doublé le montant de l'indemnité légale de licenciement, a eu un impact sur le montant des indemnités de départ à la retraite des sociétés du Groupe relevant de la convention collective de la Plasturgie, celles-ci étant exprimées en fonction de l'indemnité légale de licenciement. Ces nouvelles dispositions ont eu pour effet d'augmenter les engagements de retraite de 2,9 millions d'euros dont 2,4 millions d'euros en engagements hors bilan au 31 décembre 2009.

5.2.8.4 Tests de sensibilité des coûts médicaux dans la zone US

Impact d'une variation d'un point sur le taux de croissance des coûts médicaux dans la zone US :

	31 décembre 2009	
	Augmentation	Diminution
Effet sur les coûts de services rendus et financiers	17	(14)
Effet sur les provisions pour indemnités de départ en retraite	114	(95)

5.2.8.5 Répartition des actifs de couverture par catégorie

Au 31 décembre 2009, la répartition des actifs de couverture par catégorie est la suivante :

31 décembre 2009	
Actions	9 560
Obligations	12 514
Immobilier	4 694
Autres	1 942
Total	28 710

6 – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

6.1 Engagements hors bilan

6.1.1 Engagements donnés / reçus

En milliers d'euros

	31 décembre 2009				
	Total	Sur immobilisations incorporelles	Sur immobilisations corporelles	Sur actifs/passifs financiers	Sur actifs /passifs courants hors financiers
Cautionnements donnés	(19 098)	(361)	(769)	(14 772)	(3 196)
Engagements / acquisition d'immobilisations	(9 483)	(5 937)	(3 436)	(110)	
Hypothèques accordées à un tiers	(62 104)		(62 104)		
Autres engagements hors bilan	(6 910)			(6 001)	(909)
Total engagements donnés	(97 595)	(6 298)	(66 309)	(20 883)	(4 105)
Cautionnements reçus	68	68			
Total engagements reçus	68	68			
Total engagements nets	(97 527)	(6 230)	(66 309)	(20 883)	(4 105)

En milliers d'euros

	31 décembre 2008				
	Total	Sur immobilisations incorporelles	Sur immobilisations corporelles	Sur actifs/passifs financiers	Sur actifs /passifs courants hors financiers
Cautionnements donnés	(25 365)		(7 002)	(12 805)	(5 558)
Engagements/acquisition d'immobilisations	(9 665)		(9 555)	(110)	
Hypothèques accordées à un tiers	(65 385)		(65 385)		
Autres engagements hors bilan	(6 746)			(5 370)	(1 376)
Total engagements donnés	(107 161)		(81 942)	(18 285)	(6 934)
Cautionnements reçus	166		111		55
Total engagements reçus	166		111		55
Total engagements nets	(106 995)		(81 831)	(18 285)	(6 879)

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

6.1.2 Contrats de location simple «preneurs»

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
<i>Paielements minimaux à effectuer au titre des locations simples non résiliables</i>		
À moins d'un an	20 579	19 692
À plus d'un an et à moins de cinq ans	37 991	43 949
À plus de cinq ans	20 879	22 861
Total	79 449	86 502

6.2 Droit individuel à la formation

Le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis et non pris par les salariés français du Groupe, au titre du droit individuel à la formation (DIF) a été établi comme suit :

En nombre d'heures

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
de 2004 à 2008		391 747*
de 2004 à 2009	443 614	

* Au 31 décembre 2008, le Groupe présentait le cumul du nombre d'heures seulement pour les sociétés françaises dont le personnel est géré en central. Il était de 190 597 heures. Au 31 décembre 2009, les chiffres présentés sont sur la même base que ceux sur les effectifs pour les sociétés françaises.

Comme mentionné dans la note 1.14, aucune provision n'a été comptabilisée au titre de ces droits acquis par les salariés. L'impact potentiel n'est cependant pas significatif.

6.3 Paiements sur base d'actions

a - Récapitulatif des plans de stock-options en cours de la Compagnie Plastic Omnium

Date d'attribution	Descriptions	Bénéficiaires	Conditions d'exercice	Nombre maximal d'options prévu au plan
14 mai 2003	Options d'achat d'actions	15		360 000
11 mars 2005	Options d'achat d'actions	54	Contrat de travail en vigueur le jour de la levée de l'option sauf en cas de transfert à l'initiative de l'employeur ou de départ en préretraite ou retraite	237 000
25 avril 2006	Options d'achat d'actions	11		267 000
24 juillet 2007	Options d'achat d'actions	65		330 000
22 juillet 2008	Options d'achat d'actions	39		350 000

b - Options en cours à la clôture de l'exercice et charge de la période relative aux plans d'options

Dans le cadre de l'application des normes IFRS au sein du Groupe, les plans attribués après le 7 novembre 2002 ont fait l'objet d'une évaluation.

		Augmentations	Diminutions			En cours de validité au 31 décembre 2009	
Options en cours	En cours de validité au 1 ^{er} janvier 2009	Accordées au cours de l'exercice	Abandonnées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice	Total	Dont exerçables au 31 décembre 2009
Plan du 14 mai 2003							
Nombres d'options	46 500					46 500	46 500
Cours à la date d'attribution	12,48					12,48	12,48
Prix d'exercice	13,53					13,53	13,53
Durée	7 ans					7 ans	7 ans
Charge résiduelle à étaler							
Montant constaté en charge en 2009							
Durée de vie résiduelle	1 an						
Plan du 11 mars 2005							
Nombres d'options	211 400					211 400	211 400
Cours à la date d'attribution	21,15					21,15	21,15
Prix d'exercice	21,15					21,15	21,15
Durée	7 ans					7 ans	7 ans
Charge résiduelle à étaler	56 000						
Montant constaté en charge en 2009	56 000						
Durée de vie résiduelle	3 ans					2 ans	2 ans
Plan du 25 avril 2006							
Nombres d'options	257 000		(10 000)			247 000	Néant
Cours à la date d'attribution	35,25					35,25	
Prix d'exercice	34,9					34,9	
Durée	7 ans					7 ans	
Charge résiduelle à étaler	846 337					202 974	
Montant constaté en charge en 2009	643 363						
Durée de vie résiduelle	4 ans					3 ans	
Plan du 24 juillet 2007							
Nombres d'options	315 000		(11 000)			304 000	Néant
Cours à la date d'attribution	39,29					39,29	
Prix d'exercice	39,38					39,38	
Durée	7 ans					7 ans	
Charge résiduelle à étaler	2 721 829					1 681 658	
Montant constaté en charge en 2009	1 040 171						
Durée de vie résiduelle	5 ans					4 ans	
Plan du 22 juillet 2008							
Nombres d'options	350 000		(8 000)			342 000	Néant
Cours à la date d'attribution	17,93					17,93	
Prix d'exercice	26,51					26,51	
Durée	7 ans					7 ans	
Charge résiduelle à étaler	1 327 432					957 857	
Montant constaté en charge en 2009	369 575						
Durée de vie résiduelle	6 ans					5 ans	

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

6.4 Parties liées

6.4.1 Rémunérations des dirigeants mandataires sociaux

Les dirigeants sont, selon les termes de la norme IAS 24, « les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités » de Burelle SA et de ses filiales.

La rémunération totale ainsi que les avantages en nature des dirigeants mandataires sociaux du Groupe Burelle font l'objet

d'une information détaillée en pages 121 et suivantes du rapport de gestion des comptes sociaux de Burelle SA.

Il n'y a pas eu d'attributions d'options de souscription d'actions ou d'options d'achat d'actions de la Compagnie Plastic Omnium au cours de l'exercice 2009.

Le montant global des rémunérations au titre de l'exercice 2009 aux dirigeants mandataires sociaux (les administrateurs ne sont pas compris) est présenté dans le tableau suivant :

En milliers d'euros	Versés ou à charge de	2009	2008
Jetons de présence	versés par Burelle SA	63,2	71,8
Jetons de présence	versés par les autres sociétés du Groupe	260,7	259
Rémunérations brutes versées	à la charge du Groupe Burelle	3 859	3 748
	dont part fixe	235	281
	dont part variable	3 624	3 467
Coût du plan de retraite complémentaire	à la charge du Groupe Burelle	210	
	dont en charge réelle	100	
	dont en provision	110	
Coût au titre des plans d'achat et de souscription d'actions	à la charge du Groupe Burelle	847	827
Rémunérations totales		5 239,9	4 905,8

6.5 Participation dans les coentreprises

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec ses coentreprises. Ces transactions se font au prix du marché.

Les coentreprises comprennent les sociétés cogérées par le Groupe et ses partenaires. Elles sont consolidées par intégration proportionnelle. Il s'agit des sociétés suivantes :

	2009	2008
	% d'intérêt	% d'intérêt
Inergy	50 %	50 %
Plastic Recycling	50 %	50 %
BPO	49,98 %	49,98 %
Valeo Plastic Omnium	50 %	50 %
Yanfeng Plastic Omnium	49,95 %	49,95 %
HBPO	33,33 %	33,33 %
Plastic Omnium Varroc *		51 %
ARC	50 %	50 %

* Au cours de l'année 2009, le Groupe a augmenté sa participation de 51 % à 60 % dans le joint-venture Plastic Omnium Varroc. Au 31 décembre 2008, cette société contrôlée conjointement avec le partenaire Varroc Polymers était consolidée en intégration proportionnelle. Elle est désormais consolidée en intégration globale à 60 %.

Opérations inter-compagnies entre les sociétés du Groupe intégrées globalement et les coentreprises :

En milliers d'euros	Décembre 2009*	Décembre 2008*
Produits des activités ordinaires	4 212	10 818
Clients	2 653	4 187
Fournisseurs	(862)	(715)
Dividendes	11 320	12 287
Comptes courants	368	975

* Les informations fournies sont sur la base de la quote-part détenue par le Groupe dans les coentreprises.

Bilan consolidé des coentreprises :

En milliers d'euros	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Actifs non courants	325 964	339 517
Actifs courants	355 040	313 536
Total actif	681 004	653 053
Capitaux propres	266 671	263 591
Passifs non courants	51 838	59 556
Passifs courants	362 495	329 906
Total passif	681 004	653 053

Compte de résultat consolidé des coentreprises :

En milliers d'euros

	2009	2008
Produits des activités ordinaires	790 063	935 742
Coût des ventes	(705 786)	(852 760)
Frais de développement	(19 902)	(19 882)
Frais commerciaux	(4 763)	(5 254)
Frais administratifs	(30 884)	(34 501)
Marge opérationnelle	28 728	23 343
Autres produits et charges opérationnels	10 229	15 686
Résultat opérationnel	38 957	39 029
Résultat financier	(4 729)	(6 324)
Résultat avant impôt	34 230	32 707
Charge d'impôt	(2 659)	(5 974)
Résultat net des activités poursuivies	31 571	26 733
Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées	(764)	(434)
Résultat net	30 807	26 299

6.6 Cession de créances

Au 31 décembre 2009, Plastic Omnium Auto Extérieur S.A. (France), Plastic Omnium Equipamientos Exteriores (Espagne), Inergy Automotive Systems S.A. (France), Inergy Automotive Systems S.A. (Espagne), Plastic Omnium Systèmes Urbains S.A. (France), Plastic Omnium Vernon (France), Temaco, Beauvais Diffusion, Sodilor et Inoplast (France) ont poursuivi leurs programmes de cessions de créances. Ces programmes transfèrent la quasi-totalité des risques et avantages à des tiers. Les créances cédées ne figurent plus au bilan consolidé. À la date de clôture, les créances cédées dont l'échéance est postérieure au 31 décembre 2009 s'élèvent à 130 millions d'euros contre 145 millions d'euros au 31 décembre 2008.

6.7 Instruments de couverture de taux d'intérêt

Le Groupe a souscrit des instruments de couverture de taux d'intérêt de type swap, cap et tunnel. L'objectif est de couvrir le Groupe Burelle contre la hausse des taux d'intérêts variables (Euribor et Libor dollar) à laquelle il est exposé pour une partie de sa dette financière. Il s'agit des seuls instruments financiers valorisés à la juste valeur dans les comptes consolidés de Burelle.

Leur juste valeur est déterminée sur la base du prix de marché communiqué par les organismes financiers.

La valorisation de ces instruments financiers à leur juste valeur conformément à la norme IAS 39 s'élève à - 414 milliers d'euros à fin 2009 (montant figurant dans les instruments de couverture de taux au passif du bilan en raison du solde négatif) contre 2 140 milliers d'euros à fin 2008.

Au 31 décembre 2009, tous les instruments de taux en portefeuille sont qualifiés de couverture au sens de la norme IAS 39. Ainsi, il en découle que :

- la variation des parties efficaces de ces instruments constatée en 2009 est comptabilisée en capitaux propres et s'élève à - 2 069 milliers d'euros (hors impôt) contre - 5 831 milliers d'euros (hors impôt) en 2008.
- la variation des parties non efficaces pour la même période s'élève à + 2 377 milliers d'euros (contre - 2 569 milliers d'euros en 2008) et se trouve comptabilisée en résultat financier sur couverture à terme qui ressort à + 1 521 milliers d'euros (contre à - 2 708 milliers d'euros en 2008).

Durant l'exercice, les montants recyclés de capitaux propres en résultat s'élèvent à 3 961 milliers d'euros (contre 3 661 milliers d'euros en 2008) suite à la comptabilisation en résultat des flux couverts, soit les intérêts à taux variable des dettes financières.

L'acquisition de ces instruments se fait en échange de primes à payer dont l'en-cours restant dû au 31 décembre 2009 est de 5 102 milliers d'euros (contre 6 386 milliers d'euros en 2008).

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les tableaux ci-après sur les instruments financiers permettent d'analyser les variations et les impacts en résultat et en réserves des instruments de couverture du Groupe en liaison avec les montants d'emprunts adossés :

En milliers d'euros	1 ^{er} janvier 2009	Achat (+) Vente (-)	Résultat	Réserves	31 décembre 2009
Primes sur instruments de taux	6 158		(1 631)		4 527
Intérêts à recevoir (cut off)	712		(712)		
Intérêts à verser			(519)		(519)
Ajustements Juste Valeur	(4 730)		2 377	(2 069)	(4 422)
Bilan	2 140		(485)	(2 069)	(414)*
Intérêts reçus sur l'exercice			3 961		
Intérêts versés sur l'exercice			(1 955)		
Résultat			1 521		

* Au 31 décembre 2009, la juste valeur négative des instruments de couverture de taux à l'actif du bilan pour - 414 milliers d'euros correspond aux collars mis en place par le Groupe car le taux de marché est inférieur aux taux plancher des contrats. Cette valeur négative est inscrite au passif du bilan dans la rubrique des « instruments financiers de couverture » (voir note 5.2.5) dont le détail est donné ci-après :

Montant négatif des instruments financiers de couverture à l'actif du bilan : 414 milliers d'euros
 En-cours restant dû sur les primes à payer au 31 décembre 2009 : 5 102 milliers d'euros
Total des instruments de couverture de taux au passif du bilan : 5 516 milliers d'euros

Au 31 décembre 2009, le montant des contrats couverts comprenait des contrats en euros pour 645 millions d'euros et des contrats en dollars US pour 50 millions de dollars US.

En milliers d'euros	1 ^{er} janvier 2008	Achat (+) Vente (-)	Résultat	Réserves	31 décembre 2008
Primes	2 874	4 628	(1 345)		6 157
Intérêts à recevoir	686		41		727
Ajustements Juste Valeur	3 656		(2 569)	(5 831)	(4 744)
Bilan	7 216	4 628	(3 873)	(5 831)	2 140
Intérêts reçus sur l'exercice			3 660		
Intérêts versés sur l'exercice			(2 480)		
Résultat			(2 693)		

Au 31 décembre 2008, le montant des contrats couverts comprenait des contrats en euros pour 565 millions d'euros et des contrats en dollars US pour 70 millions. Au 31 décembre 2007, ces montants étaient respectivement de 315 millions d'euros et de 70 millions de dollars US.

6.8 Instruments de couverture de change

En millions de devises –
Montants nominaux

	31 décembre 2009	
	Échéance 2010	Taux de change
Vente		
USD – Garantie de change à terme	2,1	1,46
GBP – Garantie de change à terme	5,0	0,9068

En millions
de devises –
Montants nominaux

<i>En millions de devises – Montants nominaux</i>	31 décembre 2008		Taux de change
	Échéance		
	1 ^{er} semestre 2009	2 ^{ème} semestre 2009	
Vente			
USD	3,5	2,1	1,38

7 – GESTION DU CAPITAL ET DES RISQUES DE MARCHÉ

La Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie des filiales qu'elle contrôle, à travers Plastic Omnium Finance qui gère, pour leur compte, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux. La politique relative à la couverture des risques de marché qui se traduit par des prises d'engagement, au bilan ou hors bilan, est validée trimestriellement par le Président-Directeur Général.

Les opérations qui ont trait à Burelle SA, Burelle Participations et Sofiparc sont validées par leur Président-Directeur Général/Président ou Directeurs Généraux délégués respectifs. Ces sociétés utilisent Plastic Omnium Finance, de manière récurrente, pour des transactions qui impliquent des sociétés appartenant à la Compagnie Plastic Omnium.

Les sociétés du Groupe et, plus particulièrement la Compagnie Plastic Omnium, doivent disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante, les investissements nécessaires à leur développement et faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

À cette fin, la Compagnie Plastic Omnium et certaines de ses filiales disposent de ressources à moyen terme sous forme de contrats de crédit bancaire confirmé, exempts de garantie à caractère purement financier (« financial covenant »). Au 31 décembre 2009, l'échéance moyenne de ce portefeuille d'ouvertures de crédit est d'environ trois ans.

En outre, la Compagnie Plastic Omnium a mis en place des contrats de cessions de créances commerciales dont l'échéance moyenne excède un an. Au 31 décembre 2009, les ressources à moyen terme disponibles couvrent les besoins de financement estimés jusqu'en 2011. Enfin, la Compagnie Plastic Omnium dispose d'ouvertures de crédit à court terme et d'un programme de billets de trésorerie. Toutes ces lignes à moyen et court termes sont ouvertes auprès d'institutions bancaires de premier plan.

Les situations de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium et de ses divisions sont suivies quotidiennement et font l'objet d'un rapport hebdomadaire remis au Président-Directeur Général et au Directeur Général Délégué.

Burelle SA et Sofiparc disposent de leurs propres lignes de crédit confirmées. Au 31 décembre 2009, celles-ci s'élèvent à 122 millions d'euros et ont une échéance moyenne de cinq années.

7.1 Gestion du capital

L'objectif du Groupe est de disposer, à tout moment, de ressources financières suffisantes pour permettre la réalisation de l'activité courante, les investissements nécessaires à son développement et également de faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

Cet objectif est assuré par le recours aux marchés de capitaux, conduisant à une gestion du capital et de la dette financière.

Dans le cadre de la gestion du capital, le Groupe assure la rémunération de ses actionnaires principalement par le versement de dividendes et peut procéder à des ajustements eu égard à l'évolution de conditions économiques.

L'ajustement de la structure du capital peut être réalisé par le versement de dividendes ordinaires ou exceptionnels, le rachat et l'annulation de titres d'autocontrôle, le remboursement d'une partie du capital ou l'émission d'actions nouvelles et/ou de valeurs mobilières donnant des droits au capital.

Le Groupe utilise comme ratio bilantiel « le gearing », égal à l'endettement financier net du Groupe divisé par le montant des capitaux propres qui figurent au bilan du Groupe. Le Groupe inclut dans l'endettement net, l'ensemble des dettes et engagements financiers, hors exploitation, porteurs d'intérêts diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des autres actifs financiers, hors exploitation, tels que définis en note 5.2.5 a. Aux 31 décembre 2009 et 2008, le « gearing » s'établit à :

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Endettement financier net	405 962	557 895
Capitaux propres et assimilés (dont les subventions)	449 808	451 098
Taux d'endettement du Groupe ou « Gearing »	90,25 %	123,67 %

Le Groupe n'a pas de covenants relatifs aux emprunts correspondant à des clauses de remboursements anticipés sur les emprunts bancaires, les dettes financières et assimilés en raison du non-respect de ratios financiers.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

7.2 Risques matières premières – exposition au risque plastique

Le Groupe est exposé aux variations des cours des matières premières dérivées de l'éthylène, à savoir sur le polyéthylène et le polypropylène, servant à l'injection et au soufflage des pièces plastiques. Le Groupe est exposé lorsque les contrats d'achats avec les fournisseurs sont indexés alors même que ses contrats de ventes avec les clients ne prévoient pas systématiquement de clause d'indexation. De manière générale, le Groupe ne couvre pas ses achats en matières premières.

Les indices de référence des cours du polyéthylène et du polypropylène sont respectivement le C2 et le C3.

Les volumes globaux achetés sur l'exercice 2009, se montent à près de 122 300 tonnes contre 151 500 tonnes en 2008.

Une augmentation de 10 % des indices de référence sur le C2 et le C3 aurait eu un impact négatif de l'ordre de - 6,8 millions d'euros, avant toute répercussion contractuelle ou non auprès des clients, au cours de l'exercice 2009.

Inversement, une diminution de 10 % des indices retenus, aurait eu les mêmes impacts, mais de sens contraire, respectivement en 2009 et en 2008. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables sont supposées rester constantes.

7.3 Risques clients

L'en-cours du compte « Créances clients et comptes rattachés » du Groupe présente des retards de paiement allant de, un mois à un an, à hauteur de 13,41 % de l'en-cours total au 31 décembre 2009 contre 15,32 % de l'en-cours total au 31 décembre 2008. L'en-cours total s'analyse comme suit :

a - Créances nettes – Balance âgée

31 décembre 2009

En milliers d'euros

	Total en-cours	Sous-total non échu	Sous-total échu	< 1 mois	1 - 2 mois	2 - 4 mois	4 - 6 mois	6 - 12 mois	> 12 mois
Compagnie Plastic Omnium	262 032	226 810	35 222	13 320	9 605	3 556	2 939	2 554	3 248
Immobilier	151	115	36	6				29	
Éléments non affectés	663	663							
Total	262 846	227 588	35 258	13 326	9 605	3 556	2 939	2 583	3 248

31 décembre 2008

En milliers d'euros

	Total en-cours	Sous-total non échu	Sous-total échu	< 1 mois	1 - 2 mois	2 - 4 mois	4 - 6 mois	6 - 12 mois	> 12 mois
Compagnie Plastic Omnium	278 897	236 326	42 571	21 238	7 167	4 865	3 048	3 455	2 797
Immobilier	389		389	389					
Éléments non affectés	(195)		(195)	(195)					
Total	279 091	236 326	42 765	21 432	7 167	4 865	3 048	3 455	2 797

b - L'exposition du Groupe par rapport aux constructeurs automobiles dans un contexte de crise financière

Dans le rapport financier 2008, le Groupe mentionnait, dans la note 6.9 « Risques clients », son exposition (en-cours clients, stocks et en-cours projets) vis-à-vis de General Motors et Chrysler. Cette exposition a fortement diminué au cours de l'exercice eu égard aux effets des dispositions du « Chapter 11 ». Au 31 décembre 2009, elle s'élève à 85,9 millions d'euros contre 124,6 millions d'euros au 31 décembre 2008. Le Groupe maintient un suivi dédié des règlements de ces constructeurs.

7.4 Risques de liquidité

Le tableau ci-après présente les éléments d'actifs et de passifs financiers pour leur valeur comptable et en juste valeur.

En milliers d'euros

Catégorie IAS 39		31 décembre 2009	31 décembre 2008
		Valeur comptable	Valeur comptable
ACTIFS FINANCIERS			
Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participations	Évalués à la juste valeur par capitaux propres	2 085	1 020
Autres actifs financiers disponibles à la vente	Évalués à la juste valeur par capitaux propres	22 143	22 977
Autres actifs financiers	Évalués au coût amorti	82 618	14 191
Créances de financement clients	Évaluées au coût amorti	47 670	4 885
Créances clients et comptes rattachés	Prêts et créances au coût amorti	262 846	279 091
Autres créances financières à court terme	Prêts et créances au coût amorti	5 311	22 529
Instruments financiers de couverture	Dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie, évalués à la juste valeur		2 140
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	181 682	173 220
Actifs destinés à être cédés	Évalués au plus faible montant des valeurs comptables et des prix de vente estimés		546
PASSIFS FINANCIERS			
Emprunts et dettes financières - part à long terme	Passifs financiers au coût amorti	588 805	624 794
Découverts bancaires	Passifs financiers au coût amorti	34 163	47 947
Emprunts et dettes financières - part à court terme	Passifs financiers au coût amorti	116 901	106 948
Autres dettes financières à court terme	Passifs financiers au coût amorti		11 580
Instruments financiers de couverture	Dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie évalués à la juste valeur	5 516	6 569
Fournisseurs et comptes rattachés	Passifs financiers au coût amorti	386 983	438 880
Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés	Évalués au plus faible montant des valeurs comptables et des prix de vente estimés		114

Le risque de liquidité par maturité, défini sur la base des flux de trésorerie contractuels non actualisés des actifs et des passifs financiers, s'analyse comme suit :

Au 31 décembre 2009 :

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	< 1 an	1 – 5 ans	+ 5 ans
ACTIFS FINANCIERS				
Actifs financiers disponibles à la vente – Titres de participations	2 085		2 085	
Autres actifs financiers disponibles à la vente	22 143		22 143	
Autres actifs financiers *	15 739		15 739	
Créances de financement clients *	120 960	49 071	71 389	500
Créances clients et comptes rattachés **	262 846	262 846		
Autres créances financières à court terme	5 311	5 311		
Instruments financiers de couverture				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	181 682	181 682		
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	610 766	498 910	111 356	500
PASSIFS FINANCIERS				
Emprunts et dettes financières - part à long terme ***	689 155	69 962	501 410	117 783
Découverts bancaires	34 163	34 163		
Emprunts et dettes financières - part à court terme	116 901	116 901		
Autres dettes financières à court terme				
Instruments financiers de couverture	5 516	5 516		
Fournisseurs et comptes rattachés	386 983	386 983		
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	1 232 718	613 525	501 410	117 783
ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS – NETS #	(621 952)	(114 615)	(390 054)	(117 283)

* Rubriques présentées pour leurs montants non actualisés.

** Le poste « Créances clients et comptes rattachés » compte un montant de 35 259 milliers d'euros en retard de paiement. Voir la note 7.3. sur la « balance âgée ».

*** Le montant figurant dans la part à moins d'un an des « Emprunts et dettes financières à long terme » correspond au remboursement dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice 2009.

Voir la note 5.2.5 b sur les lignes de crédit à moyen terme confirmées par rapport aux utilisations.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Au 31 décembre 2008 :

En milliers d'euros

	31 décembre 2008	< 1 an	1 – 5 ans	+ 5 ans
ACTIFS FINANCIERS				
Actifs financiers disponibles à la vente – Titres de participations	1 020		1 020	
Autres actifs financiers disponibles à la vente	22 977		22 977	
Autres actifs financiers*	14 191		14 191	
Créances de financement clients*	4 885	4 885		
Créances clients et comptes rattachés**	279 091	279 091		
Autres créances financières à court terme	22 529	22 529		
Instruments financiers de couverture	2 140	2 140		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	173 220	173 220		
Actifs financiers des activités destinées à être cédées***	546	546		
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	520 599	482 411	38 188	
PASSIFS FINANCIERS				
Emprunts et dettes financières - part à long terme***	727 882	6 172	660 447	61 263
Découverts bancaires*	47 947	47 947		
Emprunts et dettes financières - part à court terme	106 948	106 948		
Autres dettes financières à court terme	11 580	11 580		
Instruments financiers de couverture	6 569	6 569		
Fournisseurs et comptes rattachés	438 880	438 880		
Passifs financiers des activités destinées à être cédées****	114	114		
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	1 339 920	618 210	660 447	61 263
ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS – NETS #	(819 321)	(135 799)	(622 259)	(61 263)

* Rubriques présentées pour leurs montants non actualisés.

** Le poste « Créances clients et comptes rattachés » compte un montant de 42 765 milliers d'euros en retard de paiement. Voir la note 7.3. sur « la balance âgée ».

*** Le montant figurant dans la part à moins d'un an des « Emprunts et dettes financières long à terme » correspond au remboursement dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice 2008.

**** Les postes « Actifs financiers destinés à être cédés » et « Passifs financiers liés aux actifs destinés à être cédés » ne reprennent que les comptes qui sont pris en compte dans le calcul des « Actifs et passifs financiers nets ».

Voir la note 5.2.5.b sur les lignes de crédit à moyen terme confirmées par rapport aux utilisations.

Le montant des intérêts à échoir sur la durée restante de l'ensemble des emprunts à long terme s'élève à 15 070 milliers d'euros au 31 décembre 2009 contre 18 541 milliers d'euros au 31 décembre 2008.

7.5 Risques de change

Seule l'activité de la Compagnie Plastic Omnium est susceptible de donner lieu à un risque de change. Néanmoins son activité repose, pour la plus grande part, sur des usines de proximité : hormis pour la conversion comptable des états financiers, cette société est peu exposée aux fluctuations de change. Celles-ci peuvent affecter certaines filiales importatrices sans toutefois constituer un enjeu significatif.

La politique de la Compagnie Plastic Omnium consiste à éviter tout risque de change né de transactions devant donner lieu à un paiement ou à une recette futurs. Si une transaction fait néanmoins apparaître un risque de change, celui-ci fera l'objet d'une couverture sur le marché des changes à terme. Cette couverture est réalisée par les filiales concernées auprès de la trésorerie centrale qui, à son tour, se couvre auprès de ses banques.

7.6 Risques de taux

La Compagnie Plastic Omnium souscrit des instruments de couverture de taux d'intérêt de type swap, cap et tunnel. L'objectif est de se couvrir contre une hausse des taux Euribor et Libor dans la perspective de la maîtrise des dépenses d'intérêts financiers.

Le risque de taux est géré, pour la dette consolidée du Groupe, avec pour objectif principal de garantir une couverture des risques, permettant d'assurer, de manière pérenne, la rentabilité de l'exploitation au regard du ratio résultat d'exploitation / frais financiers.

Les opérations financières, notamment de couverture du risque de taux, sont réalisées avec un panel large d'institutions financières de premier plan. Une mise en concurrence est réalisée pour toute opération financière significative et le maintien d'une diversification satisfaisante en termes de ressources et d'intervenants est un critère de sélection.

Au 31 décembre 2009, 69 % de la dette en euros et 60 % de la dette en dollars sont couverts par des instruments financiers courant respectivement jusqu'en juin 2013 et jusqu'en avril 2010 contre 69 % de la dette en euros et 74 % de la dette en dollars au 31 décembre 2008.

Sensibilité de la couverture de taux :

Au 31 décembre 2009, une augmentation de 1 % du taux d'intérêt des dettes à taux variables engendrerait une augmentation de 7,3 millions d'euros de la charge d'intérêts après prise en compte des couvertures contre 6,2 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Au 31 décembre 2009, une diminution de 1 % du taux d'intérêt des dettes à taux variables engendrerait une diminution de 2,6 millions d'euros de la charge d'intérêts après prise en compte des couvertures contre 7,6 millions d'euros au 31 décembre 2008.

7.7 Litige concurrence

Les sociétés Signature SA et Sodilor se sont vu signifier par le Conseil de la Concurrence des griefs relatifs principalement à des faits d'entente avec des concurrents dans le secteur de la signalisation routière verticale en ce qui concerne Signature SA et à un abus de position dominante sur le marché des équipements de sécurité routière pour Sodilor.

Ce litige, qui se poursuit devant l'Autorité de la Concurrence, a fait l'objet d'une provision.

7.8 Risque lié à Burelle Participations

Burelle Participations investit, aux côtés de partenaires, dans des acquisitions d'entreprises avec effet de levier. Par définition, ces opérations sont montées avec un niveau d'endettement important qui s'appuie sur l'excédent de *cash flow* généré par l'entreprise. Pour assurer une diversification satisfaisante des risques inhérents à ce type d'opérations, Burelle Participations s'attache à maintenir une structure de portefeuille équilibrée entre trois classes d'actifs (fonds, mezzanine et capital).

Au 31 décembre 2009, le montant total investi, net des désinvestissements, s'élève à 29,0 millions d'euros en incluant les placements financiers. Les investissements sont répartis sur 17 lignes dont six concernent des fonds eux-mêmes investis dans près d'une centaine d'entreprises intervenant dans des secteurs variés. Les investissements en capital constituent la partie la plus risquée du portefeuille car ils sont moins diversifiés que les participations dans des fonds et sont subordonnés au paiement de toute forme de dette. Au 31 décembre 2009, les investissements en capital représentent un montant investi de 6,6 millions d'euros réparti sur cinq lignes d'un montant compris entre 0,9 et 1,9 million d'euros. À la fin de l'exercice, cette partie du portefeuille est valorisée à 7,9 millions d'euros, ce qui correspond à une plus-value latente nette de 19 %.

8 – AUTRES INFORMATIONS

8.1 Évolution des monnaies

Monnaies	Au 31 décembre 2008	Au 31 décembre 2009	Moyen 2008	Moyen 2009
Euro	1	1	1	1
Baht thaïlandais	48,2859	47,9846	48,4496	47,8469
Couronne slovaque	30,1296	30,1296	31,2695	30,1296
Couronne suédoise	10,8696	10,2522	9,6172	10,5876
Couronne tchèque	26,8745	26,4760	24,9563	26,4971
Dollar canadien	1,6998	1,5128	1,5593	1,5819
Dollar US	1,3917	1,4406	1,4706	1,3963
Franc suisse	1,4850	1,4836	1,5871	1,5076
Lei roumain	4,0225	4,2362	3,6841	4,2418
Livre sterling	0,9525	0,8881	0,7965	0,8900
Lire turque	2,1488	2,1547	1,9071	2,1680
Peso argentin	4,8065	5,4696	4,6419	5,2394
Peso chilien	892,8571	719,4245	775,1938	769,2308
Peso mexicain	19,2345	18,9215	16,2973	18,8893
Rand sud-africain	13,0668	10,6655	12,0656	11,5207
Real brésilien	3,2436	2,5113	2,6745	2,7642
Rouble russe	41,2882	43,1593	36,4166	44,3066
Roupie indienne	68,2128	67,0241	63,7349	67,3854
Won coréen	1851,852	1 666,667	1612,903	1 785,714
Yen japonais	126,1034	133,1558	152,4390	130,5483
Yuan renminbi chinois	9,4958	9,8348	10,2249	9,5374
Zloty polonais	4,1535	4,1044	3,5151	4,3693

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

8.2 Effectifs de fin d'année

Effectifs	31 décembre 2009			31 décembre 2008*			Évolution s/Total
	Hors intérimaires	Intérimaires	Total	Hors intérimaires	Intérimaires	Total	
France	4 489	448	4 937	5 106	320	5 426	
% du total	36,1 %	34,3 %	35,9 %	38,9 %	43,3 %	39,2 %	(9,0 %)
Europe hors France	3 575	357	3 932	3 715	62	3 777	
% du total	28,8 %	27,4 %	28,6 %	28,4 %	8,7 %	27,3 %	+ 4,1 %
Amérique du nord	1 751	101	1 852	1 975	142	2 117	
% du total	14,1 %	7,7 %	13,5 %	15,1 %	19,2 %	15,3 %	(12,5 %)
Asie et Amérique du sud**	2 626	399	3 025	2 310	214	2 524	
% du total	21,1 %	30,6 %	22,1 %	17,6 %	29,0 %	18,2 %	+ 19,8 %
Total	12 441	1 305	13 746	13 106	738	13 844	(0,7 %)
Dont évolution par catégorie :							
Personnel hors intérimaires							(5,0 %)
Intérimaires							+ 76,8 %
dont Quote-part contrôlée des effectifs employés dans des coentreprises	3 115	342	3 457	2 920	199	3 119	+ 10,8 %

* Les effectifs présentés au 31 décembre 2008 incluaient ceux de l'activité « Produits Plastiques Performants – 3P », cédée depuis.

** La zone « Asie et Amérique du sud » inclut la Turquie.

8.3 Événements postérieurs à la clôture

À la connaissance de la société, aucun événement susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe au 31 décembre 2009, n'est intervenu depuis la date d'arrêt.

Liste des entités consolidées au 31 décembre 2009

Libellé juridique	2009			Parti- cula- rité	2008			Intégra- tions fiscales
	Mode de consoli- dation	% de con- trôle	% d'in- térêt		Mode de consoli- dation	% de con- trôle	% d'in- térêt	
France								
BURELLE SA	Société mère				Société mère			1
SOFIPARC SAS	G	100	100		G	100	100	1
BURELLE PARTICIPATIONS SA	G	100	100		G	100	100	
COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA	G	100	60,36		G	100	57,09	2
PLASTIC OMNIUM SYSTEMES URBAINS SA	G	100	60,36		G	100	57,09	2
PRODUITS PLASTIQUES PERFORMANTS – 3 P SA**	–	–	–	C	G	100	57,09	2
METROPLAST SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
LA REUNION VILLE PROPRE SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
PLASTIC OMNIUM CARAIBES SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS FRANCE SAS	P	50	30,18		P	50	28,55	3
PLASTIC RECYCLING SAS	P	50	30,18		P	50	28,55	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR SA	G	100	60,36		G	100	57,09	2
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR SERVICES SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
TRANSIT SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
PLASTIC OMNIUM GESTION SNC	G	100	60,36		G	100	57,09	2
PLASTIC OMNIUM FINANCE SNC****	G	100	60,36		G	100	57,09	2
LUDOPARC SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
PLASTIC OMNIUM AUTO SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
PLASTIC OMNIUM PLASTIQUES HAUTES PERFORMANCES SAS**	–	–	–	C	G	100	57,09	2
PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT SAS****	G	100	60,36		G	100	57,09	2
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
INOPLASTIC OMNIUM SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SA	P	50	30,18		P	50	28,55	3
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANAGEMENT SA	P	50	30,18		P	50	28,55	3
PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT GUYANE SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
VALEO PLASTIC OMNIUM SNC	P	50	30,18		P	50	28,55	2
BEAUVAIS DIFFUSION SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
PLASTIC OMNIUM VERNON SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
TECHNIQUES ET MATERIELS DE COLLECTE – « TEMACO » SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
INOPART SA	G	100	60,36		G	100	57,09	2
INOPLAST SA FRANCE	G	100	60,36		G	100	57,09	2
MECELEC COMPOSITES ET RECYCLAGE – MCR SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
ATMC INDUSTRIE SAS***	G	100	60,36		G	100	57,09	2
ALLEVARD RESSORTS COMPOSITES – « ARC » SAS	P	50	30,18		P	50	28,55	
COMPAGNIE SIGNATURE SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	
SIGNATURE HOLDING SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	
SIGNATURE SA	G	100	60,36		G	100	57,09	
SIGNATURE VERTICAL HOLDING SAS	G	100	39,23		G	100	37,11	7
ATLAS SAS	M.E.E.	26,25	15,84		M.E.E.	26,25	14,99	
SOCIETE D'APPLICATION ROUTIERE SAS	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
EUROLINERS SAS	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
SDS SA**	–	–	–	C	M.E.E.	17,29	9,87	
SIGNATURE TRAFFIC SYSTEMS SAS	G	100	39,23		G	100	37,11	7
SIGNALISATION SECURITE SARL	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
FARCOR SAS	G	100	39,23		G	100	37,11	7

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Libellé juridique	2009			Parti- cula- rité	2008			Intégra- tions fiscales
	Mode de consoli- dation	% de con- trôle	% d'in- térêt		Mode de consoli- dation	% de con- trôle	% d'in- térêt	
SODILOR SAS	G	100	39,23	F	G	100	37,11	7
VANDIPAINT FRANCE SAS	—	—	—		M.E.E.	35	19,98	
SECTRA	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
SIGNALIS SAS	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
SIGNALISATION TOULOUSAINE SAS	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
EUROMARK HOLDING SAS	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
SIGNATURE INTERNATIONAL SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	
SIGNATURE SAS****	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
SIGNATURE FRANCE SAS	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
SIGNATURE GESTION SAS	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
GTU SAS	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
SULO FRANCE SAS	G	100	60,36		G	100	57,09	2
Afrique du Sud								
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SOUTH AFRICA LTD	P	50	30,18		P	50	28,55	
PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS (Pty) LTD	G	100	60,36		G	100	57,09	
Allemagne								
3P – PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS GmbH**	—	—	—	C	G	100	57,09	
PLASTIC OMNIUM GmbH	G	100	60,36		G	100	57,09	10
PLASTIC OMNIUM AUTO COMPONENTS GmbH	G	100	60,36		G	100	57,09	10
PLASTIC OMNIUM ENTSORGUNGSTECHNIK GmbH	G	100	60,36		G	100	57,09	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS GERMANY GmbH	P	50	30,18		P	50	28,55	
HBPO BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT GmbH	P	33,33	20,12		P	33,33	19,03	
HBPO GERMANY GmbH	P	33,33	20,12		P	33,33	19,03	
HBPO GmbH	P	33,33	20,12		P	33,33	19,03	
BERLACK GmbH	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
SULO VERWALTUNG UND TECHNIK GmbH (Signature Verkehrstechnik GmbH)	G	100	60,36		G	100	57,09	
SIGNATURE MARKIERTECHNIK GmbH	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
SIGNATURE DEUTSCHLAND GmbH	G	100	60,36		G	100	57,09	4
ENVICOMP GmbH & Co KG	G	100	60,36		G	100	57,09	4
ENVICOMP SYSTEMLOGISTIK VERWALTUNG GmbH & Co KG	G	100	60,36		G	100	57,09	4
WESTFALIA SPEDITIONSGESELLSCHAFT GmbH	G	100	60,36		G	100	57,09	4
SULO EISENWERK STREUBER & LOHMANN GmbH	G	100	60,36		G	100	57,09	10
SULO UMWELTECHNIK GmbH	G	100	60,36		G	100	57,09	10
SULO UMWELTECHNIK BETEILIGUNGS GmbH	G	100	60,36		G	100	57,09	10
SULO EMBALLAGEN BETEILIGUNGS GmbH	G	100	60,36		G	100	57,09	10
SULO EMBALLAGEN GmbH	G	100	60,36		G	100	57,09	10
BKV BETEILIGUNGS UND KUNSTSTOFFVERWERTUNGS GmbH #	—	—	—		M.E.E.	0,2	0,11	
RIGK GES ZUR RUCKFUHRUNG GmbH #	—	—	—		M.E.E.	3,5	2,00	
PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS GmbH*	G	100	60,36		—	—	—	
EUROMARK DEUTSCHLAND GmbH*	M.E.E.	35	21,13		—	—	—	
Argentine								
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS ARGENTINA SA	P	50	30,18		P	50	28,55	
PLASTIC OMNIUM SA	G	100	60,36		G	100	57,09	

Libellé juridique	2009			Parti- cula- rité	2008			Intégra- tions fiscales
	Mode de consoli- dation	% de con- trôle	% d'in- térêt		Mode de consoli- dation	% de con- trôle	% d'in- térêt	
Belgique								
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE NV	G	100	60,36		G	100	57,09	
PLASTIC OMNIUM NV	G	100	60,36		G	100	57,09	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS BELGIUM RESEARCH NV	P	50	30,18		P	50	28,55	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS BELGIUM SA	P	50	30,18		P	50	28,55	
DIDIER VANDENWEGHE NV	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
VANDIPAINT NV	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
SULO NV	G	100	60,36		G	100	57,09	
Brésil								
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS DO BRASIL LTDA	P	50	30,18		P	50	28,55	
PLASTIC OMNIUM DO BRASIL LTDA	G	100	60,36		G	100	57,09	
Canada								
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CANADA INC	P	50	30,18		P	50	28,55	
HBPO CANADA	P	33,33	20,12		P	33,33	19,03	
Chili								
PLASTIC OMNIUM SA	G	100	60,36		G	100	57,09	
Chine								
JIANGSU XIENO AUTOMOTIVE COMPONENTS CO LTD	G	60	36,22		G	60	34,25	
INERGY A.S. CHINE	P	50	30,18		P	50	28,55	
3P CHINA **	–	–	–	C	G	100	57,09	
YANFENG PO AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS CO LTD	P	49,95	30,15		P	49,95	28,52	
PO (SHANGHAI) BUSINESS CONSULTING CO LTD *	G	100	60,36		–	–	–	
IAS CONSULTING BEIJING CO LTD	P	50	30,18		P	50	28,55	
IAS MANUFACTURING (Beijing) CO LTD *	P	50	30,18					
Corée du Sud								
SAMLIP HBPO COREE DU SUD	P	16,67	10,06		P	16,67	9,52	
HBPO COREE DU SUD	P	33,33	20,12		P	33,33	19,03	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEM CO LTD	P	50	30,18		P	50	28,55	
Espagne								
COMPAÑIA PLASTIC OMNIUM SA	G	100	60,36		G	100	57,09	5
PLASTIC OMNIUM EQUIPAMIENTOS EXTERIORES SA	G	100	60,36		G	100	57,09	5
PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA	G	100	60,36		G	100	57,09	5
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS VALLADOLID SL	P	50	30,18		P	50	28,55	
3P – PRODUCTOS PLASTICOS PERFORMANTES SA **	–	–	–	C	G	100	57,09	5
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SPAIN SA (Arevalo/Vigo)	P	50	30,18		P	50	28,55	
VALEO PLASTIC OMNIUM SL	P	50	30,18		P	50	28,55	
JUEGOS LUDOPARC	G	100	60,36		G	100	57,09	5
INOPLAST SA ****	G	100	60,36		G	100	57,09	5
HBPO IBERIA SL	P	33,33	20,12		P	33,33	19,03	

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Libellé juridique	2009			Parti- cula- rité	2008			Intégra- tions fiscales
	Mode de consoli- dation	% de con- trôle	% d'in- térêt		Mode de consoli- dation	% de con- trôle	% d'in- térêt	
SIGNATURE SENALIZACION SA	G	100	39,23		G	100	37,11	
HBPO ESPAGNE AUTOMOVIL SL *	P	33,33	20,12					
États-Unis								
EPSCO INTERNATIONAL INC.	G	100	60,36	CA/RC	G	100	57,09	6
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS LLC	G	100	60,36		G	100	57,09	6
PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS – 3 P INC.	G	100	60,36	RC	G	100	57,09	6
PLASTIC OMNIUM INC.	G	100	60,36		G	100	57,09	6
PLASTIC OMNIUM INDUSTRIES INC.	G	100	60,36		G	100	57,09	6
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (USA) LLC	P	50	30,18		P	50	28,55	
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE SERVICES INC.	G	100	60,36		G	100	57,09	6
HBPO NORTH AMERICA INC.	P	33,33	20,12		P	33,33	19,03	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS HOLDING INC.	P	50	30,18		P	50	28,55	
SULO OF AMERICA INC	G	100	60,36		G	100	57,09	
Grèce								
SIGNATURE HELLAS	M.E.E.	17,5	10,56		M.E.E.	17,5	9,99	
Inde								
PLASTIC OMNIUM VARROC PRIVATE LTD ****	G	60	36,22		P	51	29,12	
INERGY INDE	P	50	30,18		P	50	28,55	
Irlande								
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS REINSURANCE LTD	P	50	30,18		P	50	28,55	
Italie								
PRODUITS PLASTIQUES PERFORMANTS – 3P SpA **	–	–	–	C	G	100	57,09	
Japon								
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS KK	P	50	30,18		P	50	28,55	
HBPO JAPAN	P	33,33	20,12		P	33,33	19,03	
Mexique								
PLASTIC OMNIUM AUTOMOVIL SA DE CV	G	100	60,36		G	100	57,09	11
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORES SA DE CV	G	100	60,36		G	100	57,09	11
PLASTIC OMNIUM INDUSTRIAL AUTO EXTERIORES RAMOS ARIZPE SA DE CV	G	100	60,36		G	100	57,09	11
PLASTIC OMNIUM DEL BAJIO SA DE CV	G	100	60,36		G	100	57,09	11
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MEXICO SA DE CV	P	50	30,18		P	50	28,55	
INOPLAST COMPOSITES SA DE CV	G	100	60,36		G	100	57,09	12
INOPLASTIC OMNIUM INDUSTRIAL SA DE CV	G	100	60,36		G	100	57,09	12
PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA DE CV	G	100	60,36		G	100	57,09	
HBPO MEXICO SA DE CV	P	33,33	20,12		P	33,33	19,03	
PLASTIC OMNIUM MEDIO AMBIENTE SA DE CV	G	100	60,36		G	100	57,09	
Moyen-Orient								
INERGY MOYEN-ORIENT	P	25,5	15,39		P	25,5	14,56	

Libellé juridique	2009			Parti- cula- rité	2008			Intégra- tions fiscales
	Mode de consoli- dation	% de con- trôle	% d'in- térêt		Mode de consoli- dation	% de con- trôle	% d'in- térêt	
Pays-Bas								
PLASTIC OMNIUM BV	G	100	60,36	C	G	100	57,09	8
PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL BV	G	100	60,36		G	100	57,09	8
PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS – 3 P BV**	–	–	–		G	100	57,09	
SIGNATURE WEGMARKERING BV	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
SULO BV	G	100	60,36		G	100	57,09	
Pologne								
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS POLAND Sp. Z.O.O	P	50	30,18		P	50	28,55	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS Sp. Z.O.O	G	100	60,36		G	100	57,09	
SULO Sp. Z.O.O	G	100	60,36		G	100	57,09	
Portugal								
PLASTIC OMNIUM SA	G	100	60,36		G	100	57,09	
République Tchèque								
HBPO CZECH S.R.O	P	33,33	20,12		P	33,33	19,03	
VODOROVNE DOPRAVNI ZNACENT S.A.R S.R.O	M.E.E.	35	21,13		M.E.E.	35	19,98	
SULO SRO	G	100	60,36		G	100	57,09	
Roumanie								
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS ROMANIA	P	50	30,18		P	50	28,55	
SIGNATURE SEMNALIZARE ROUMANIE*****	M.E.E.	34,88	21,05		M.E.E.	18,20	10,39	
Royaume-Uni								
PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS – 3P LTD	G	100	60,36	RC	G	100	57,09	9
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE LTD	G	100	60,36		G	100	57,09	9
PLASTIC OMNIUM LTD	G	100	60,36		G	100	57,09	9
PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS LTD	G	100	60,36		G	100	57,09	9
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS UK LTD	P	50	30,18		P	50	28,55	
SIGNATURE LTD	G	100	39,23		G	100	37,11	
SULO MGB LTD	G	100	60,36		G	100	57,09	
HBPO UK	P	33,33	20,12		P	33,33	19,03	
Russie								
INERGY RUSSIA	P	50	30,18		P	50	28,55	
Singapour								
SULO ENVIRONMENTAL SYSTEMS PTE Ltd	G	100	60,36		G	100	57,09	
Slovaquie								
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS S.R.O.	G	100	60,36		G	100	57,09	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SLOVAQUIA S.R.O.	P	50	30,18		P	50	28,55	
HBPO SLOVAKIA S.R.O	P	33,33	20,12		P	33,33	19,03	
Suède								
PLASTIC OMNIUM AB	G	100	60,36		G	100	57,09	

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Libellé juridique	2009			Parti- cula- rité	2008			Intégra- tions fiscales
	Mode de consoli- dation	% de con- trôle	% d'in- térêt		Mode de consoli- dation	% de con- trôle	% d'in- térêt	
Suisse								
PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL AG ##	G	100	60,36		G	100	57,09	
PLASTIC OMNIUM AG	G	100	60,36		G	100	57,09	
PLASTIC OMNIUM RE AG	G	100	60,36		G	100	57,09	
SIGNAL AG ###	G	50	19,62		G	50	18,55	
Thaïlande								
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (THAILAND) LTD	P	50	30,18		P	50	28,55	
Turquie								
B.P.O AS	P	49,98	30,17		P	49,98	28,53	
SIGNATEKMA	M.E.E.	17,5	10,56		M.E.E.	17,5	9,99	

Méthode d'intégration et particularités :

G : Intégration globale

P : Intégration proportionnelle

M.E.E. : Mise en équivalence

DC : Sociétés destinées à être cédées

CA : Cessions d'actifs et conservation en « G » et en « RC » de la partie non cédée

C : Sociétés déconsolidées au 31 décembre 2008

RC : Sociétés précédemment en « DC » et réaffectées de nouveau. Plus de cession en vue.

F : Sociétés fusionnées au cours de l'exercice 2008

Mouvements de la période :

* Sociétés créées et/ou dont l'activité a démarré en 2009

** Sociétés cédées au cours de l'exercice 2008

*** Sociétés cédées au cours de l'exercice 2009

**** Sociétés ayant changé de dénomination en 2009

***** Sociétés dont la méthode et/ou le pourcentage de consolidation a changé en 2009

Sociétés déconsolidées en 2009 en raison de leur faible pourcentage d'intérêt

Société dissoute en 2009

Société intégrant également les comptes de la société Segnaletica Mordasini acquise en 2009

Intégration fiscale :

1 : Groupe fiscal France Burelle

2 : Groupe fiscal France Plastic Omnium

3 : Groupe fiscal France Inergy

4 : Groupe fiscal Signature Allemagne

5 : Groupe fiscal Espagne

6 : Groupe fiscal États-Unis

7 : Groupe fiscal Signature Vertical Holding

8 : Groupe fiscal Pays-Bas

9 : Groupe fiscal Royaume-Uni

10 : Groupe fiscal Plastic Omnium Allemagne

11 : Groupe fiscal Mexique Euro

12 : Groupe fiscal Inoplast Composites SA de CV

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Burelle SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages, ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans la note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application de la nouvelle norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers », adoptée par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009.

II – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments ci-dessous :

- Les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de dépréciation selon les principes décrits dans la note 1.17 de l'annexe. Ces tests s'appuient sur les plans à moyen terme du groupe, révisés pour tenir compte des conditions de marché actuelles particulières. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation, les hypothèses utilisées et les prévisions de flux de trésorerie, et vérifié le caractère approprié de l'information donnée dans les notes annexes.
- La note 1.15 de l'annexe explique les modalités de comptabilisation des coûts engagés à la demande des constructeurs pour le développement et l'étude des équipements de nouveaux modèles de véhicules, qui dépendent du financement de ces coûts par le client et des perspectives de rentabilité des projets concernés. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre groupe pour l'évaluation de la rentabilité attendue de ces projets sur la base des éléments disponibles à ce jour.
- La note 1.30 de l'annexe précise que des actifs d'impôts différés sont constitués pour tenir compte des déficits reportables en fonction de leur probabilité de réalisation future. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre Groupe pour l'évaluation du caractère récupérable de ces déficits fiscaux sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de ces méthodes.
- S'agissant des risques, litiges et passifs éventuels, nous avons examiné les procédures en vigueur dans votre Groupe permettant leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable. Nous nous sommes assurés que les principaux litiges identifiés à l'occasion de la mise en œuvre de cette procédure étaient décrits de façon appropriée, notamment dans les notes 5.2.7 et 7.7 de l'annexe des comptes consolidés.

Ces appréciations s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris et Paris-La Défense, le 16 avril 2010
Les Commissaires aux Comptes

CAILLIAU, DEDOUIT et ASSOCIÉS
Jean-Jacques DEDOUIT

MAZARS
Thierry COLIN

COMPTES SOCIAUX

RAPPORT DE GESTION

ÉLÉMENTS FINANCIERS

Les produits d'exploitation de Burelle SA s'élèvent à 4,5 millions d'euros contre 3,4 millions d'euros en 2008. Cette évolution résulte des facturations de services rendus aux filiales, la Compagnie Plastic Omnium et sa filiale Plastic Omnium Gestion, et Sofiparc, lesquels services constituent le chiffre d'affaires de Burelle SA.

Le résultat d'exploitation de l'exercice reflète, pour l'essentiel, les charges liées au statut de holding de Burelle SA. Il s'établit à - 4,4 millions d'euros contre - 3,3 millions d'euros en 2008.

Les produits financiers de 5,5 millions d'euros sont constitués des dividendes versés par la Compagnie Plastic Omnium (3,4 millions d'euros), Sofiparc (0,4 million d'euros) et Burelle Participations (0,1 million d'euros). Ils incluent également une reprise de 1,6 million d'euros sur la provision constituée en 2008 sur les actions propres. En 2008, les produits financiers s'élevaient à 8,4 millions d'euros. Ils comprenaient les dividendes versés par la Compagnie Plastic Omnium (6,7 millions d'euros) et par Burelle Participations (1,6 million d'euros) ainsi que des produits de placement (0,1 million d'euros).

Les charges financières bénéficient de la baisse des taux d'intérêt en 2009. Elles ressortent à 0,3 million d'euros. En 2008, Burelle SA avait enregistré des charges d'intérêt pour 0,5 million d'euros et avait effectué une dotation de 1,6 million d'euros au titre de la provision sur actions propres comme indiqué ci-dessus.

Au total, le résultat financier est positif en 2009 à hauteur de 5,3 millions d'euros au lieu de 6,3 millions d'euros en 2008.

En 2009, Burelle SA a effectué un paiement de 0,6 million dans le cadre de la garantie de passif, plafonnée à 11 millions d'euros, conclue lors de la cession de la Compagnie Signature. Cette charge, enregistrée en charge exceptionnelle, est compensée par une reprise de provision de même montant. Le résultat exceptionnel de 1,1 million d'euros est dû à la perte générée par les opérations d'animation du cours de bourse effectuées en 2009 dans le cadre du contrat de liquidité.

En 2008, la charge exceptionnelle de 5,1 millions d'euros reflétait essentiellement une dotation de 5,0 millions d'euros à la provision pour risques pour couvrir des notifications reçues dans le cadre de la garantie de passif mentionnée ci-dessus. Au 31 décembre 2009, il reste un montant de provision résiduelle de 4,4 millions d'euros destiné à couvrir les notifications qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement.

Burelle SA est la société mère d'un groupe fiscal qui intègre la société Sofiparc. À ce titre, elle a comptabilisé en 2009 un crédit d'impôt provenant de Sofiparc pour 1,0 million d'euros contre 0,6 million d'euros en 2008.

Le résultat net ressort à 0,8 million d'euros en 2009, alors qu'il était en perte de 1,5 million d'euros en 2008.

Par suite de l'annulation d'actions d'autocontrôle par la Compagnie Plastic Omnium pour 2,8 % du capital social, le pourcentage de détention directe de Burelle SA dans le capital de la Compagnie Plastic Omnium est de 54,7 % à la clôture au lieu de 53,2 % à fin 2008. Les taux de participation au

capital des autres filiales, Sofiparc et Burelle Participations, restent inchangés à 100 %.

À fin 2009, l'endettement net social s'établit à 22,1 millions d'euros contre 17,3 millions d'euros à fin 2008.

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 7 335 euros, correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2009, le capital de 28 054 545 euros est divisé en 1 870 303 actions de 15 euros de valeur nominale. Il n'a pas varié au cours de l'exercice 2009.

Au 31 décembre 2009, Burelle SA détenait 124 675 actions propres soit 6,67 % du capital social.

ACTIONNARIAT

Au 31 décembre 2009, la famille Burelle détient 77,13 % de Burelle SA, directement ou indirectement par son contrôle exercé sur la société Sogec 2, actionnaire à 35,05 % de Burelle SA, et sur la société Compagnie Financière de la Cascade, actionnaire à 21,30 % de Burelle SA. À la connaissance de la société, aucun autre actionnaire ne possède 5 % ou plus du capital social. Au 31 décembre 2009, la famille Burelle détient, directement ou indirectement, 90,38 % des droits de vote.

Au 31 décembre 2009, il n'existe pas de plan d'épargne d'entreprise ou de fonds commun de placement d'entreprise comportant des actions de la société. Les salariés ne disposent pas non plus d'actions au titre de l'actionnariat prévu par les articles L. 225-197 du Code de commerce, ni au titre de la participation aux résultats de l'entreprise.

Sous réserve du droit de vote double mentionné ci-après, aucun privilège n'est attaché à une catégorie spéciale d'actions ou à une catégorie spéciale d'actionnaires.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions est attribué à toutes les actions pour lesquelles il est justifié d'une inscription depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire. Ce droit est conféré, dès leur émission, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action transférée en propriété perd ce droit de vote double ; néanmoins le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de trois ans, s'il est en cours. La fusion de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante si les statuts de celle-ci le prévoient.

Au 31 décembre 2009, Burelle SA comptait 1 426 131 actions ayant un droit de vote double.

À la date du présent document, il n'existe à la connaissance de Burelle SA, aucun accord relatif à une option sur une entité membre du Groupe Burelle, ni aucun accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle.

ÉVOLUTION BOURSIÈRE

Le cours de clôture au 31 décembre 2009 de l'action Burelle s'est établi à 78,99 euros contre 50,50 euros à fin décembre 2008, soit une hausse de 56,4 %. Entre ces mêmes dates, le SBF 250 a progressé de 23,9%.

La capitalisation boursière au 31 décembre 2009 s'élève à 147,8 millions d'euros.

RÉMUNÉRATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions prévues à l'Article L. 225-102.1 du Code de commerce et aux recommandations AFEP-MEDEF du 6 octobre 2008 sur les rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux des sociétés cotées, il est rendu compte de la rémunération totale et des avantages en nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social.

1. Synthèse des rémunérations brutes et des options et actions attribuées à chaque Dirigeant Mandataire Social

En euros

M. Jean BURELLE Président - Directeur Général

	Exercice 2009	Exercice 2008
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au 2 ci-dessous)	1 187 802	924 358
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détail au 4 ci-dessous)	0	126 600
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détail au 6 ci-dessous)	0	0
TOTAL	1 187 802	1 050 958

En euros

M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué

	Exercice 2009	Exercice 2008
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au 2 ci-dessous)	1 830 703	1 398 805
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détail au 4 ci-dessous)	0	253 200
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détail au 6 ci-dessous)	0	0
TOTAL	1 830 703	1 652 005

En euros

M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué

	Exercice 2009	Exercice 2008
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au 2 ci-dessous)	1 167 386	904 053
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détail au 4 ci-dessous)	0	126 600
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détail au 6 ci-dessous)	0	0
TOTAL	1 167 386	1 030 653

2. Récapitulatif des rémunérations brutes de chaque Dirigeant Mandataire Social

En euros

	Exercice 2009		Exercice 2008	
M. Jean BURELLE Président - Directeur Général	montants dus	montants versés	montants dus	montants versés
Rémunération fixe	78 446	78 446	78 545	78 545
Rémunération variable	1 006 375	1 005 604	757 069	629 133
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	102 981	102 981	88 744	88 744
Avantages en nature	Véhicule de fonction	Véhicule de fonction		
TOTAL	1 187 802	1 187 031	924 358	796 422

RAPPORT DE GESTION

En euros

	Exercice 2009		Exercice 2008	
	montants dus	montants versés	montants dus	montants versés
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué				
Rémunération fixe	78 446	78 446	78 546	78 546
Rémunération variable	1 613 826	1 612 591	1 201 665	986 876
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	138 431	138 431	118 594	118 594
Avantages en nature	Véhicule de fonction	Véhicule de fonction		
TOTAL	1 830 703	1 829 468	1 398 805	1 184 016

En euros

	Exercice 2009		Exercice 2008	
	montants dus	montants versés	montants dus	montants versés
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué				
Rémunération fixe	78 446	78 446	78 462	78 462
Rémunération variable	1 006 375	1 005 604	757 069	629 133
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	82 565	82 565	68 522	68 522
Avantages en nature	Véhicule de fonction	Véhicule de fonction		
TOTAL	1 167 386	1 166 615	904 053	776 117

Les rémunérations variables versées par Burelle SA aux Dirigeants Mandataires Sociaux ont pour base la capacité d'autofinancement consolidée du Groupe Burelle après impôts et intérêts payés. Au cours de l'année 2009, aucune rémunération de nature exceptionnelle n'a été versée.

Chacun de ces dirigeants dispose d'un véhicule de fonction. Aucun autre avantage en nature ne leur est alloué.

Des prestations de services intégrant principalement les rémunérations de Direction Générale présentées ci-dessus font l'objet de facturations aux filiales directes et indirectes de Burelle SA, notamment à la Compagnie Plastic Omnium et à sa filiale Plastic Omnium Gestion, et à Sofiparc. Cette facturation a pour base l'estimation du temps passé par chaque Directeur Général au profit de chaque société facturée.

3. Jetons de présence

3.1 Versés par Burelle SA

En euros

Membres du conseil	Jetons de présence versés en 2009	Jetons de présence versés en 2008
M. Jean BURELLE	25 577	25 045
M. Pierre BURELLE		10 195
M. Laurent BURELLE	18 828	18 295
M. Paul Henry LEMARIÉ	18 828	18 295
M. Patrice HOPPENOT	16 128	15 595
M. Dominique LEGER	24 928	24 395
Mme Éliane LEMARIÉ	18 828	18 295
M. Henri MOULARD	18 828	18 295
M. Philippe SALA	24 227	18 295
M. François de WENDEL	18 828	18 295
TOTAL	185 000	185 000

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 2 avril 2009, a fixé la répartition des jetons de présence comme suit :

- Président : 4 950 € par séance du Conseil
- Administrateurs : 2 700 € par séance du Conseil
- Président du Comité des Comptes : 3 050 € par séance du Comité
- Membre du Comité des Comptes : 2 700 € par séance du Comité
- Solde réparti proportionnellement entre les administrateurs

3.2 Versés par les sociétés contrôlées par Burelle SA

En euros

Mandataire Social	Jetons de présence versés en 2009	Jetons de présence versés en 2008
M. Jean BURELLE	77 404	63 699
M. Laurent BURELLE	119 603	100 299
M. Paul Henry LEMARIÉ	63 737	50 227
M. Pierre BURELLE	11 169	45 027
TOTAL	271 913	259 252

4. Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque Dirigeant Mandataire Social

Nom et fonctions du Mandataire Social	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Date du plan	Nature des options	Valorisation des options*	Prix d'exercice	Période d'exercice
M. Jean BURELLE Président-Directeur Général	0	–	–	–	–	–
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué	0	–	–	–	–	–
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué	0	–	–	–	–	–

* Selon la méthode retenue pour les comptes consolidés.

5. Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque Dirigeant Mandataire Social

Nom et fonctions du Mandataire Social	Date du plan	Nombre d' options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
M. Jean BURELLE Président-Directeur Général	–	Néant	–
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué	–	Néant	–
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué	–	Néant	–

6. Actions de performance attribuées à chaque Dirigeant Mandataire Social

Nom et fonctions du Mandataire Social	Actions de performance attribuées durant l'exercice	Date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions*	Date d'acquisition	Date de disponibilité
M. Jean BURELLE Président-Directeur Général	0	–	0	–	–	–
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué	0	–	0	–	–	–
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué	0	–	0	–	–	–

* Selon la méthode retenue pour les comptes consolidés.

RAPPORT DE GESTION

7. Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque Dirigeant Mandataire Social

Nom et fonctions du Mandataire Social	Actions de performance devenues disponibles	Date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Conditions d'acquisition
M. Jean BURELLE Président-Directeur Général	0	–	0	–
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué	0	–	0	–
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué	0	–	0	–

Enfin, le Conseil d'Administration de Burelle SA a décidé au cours de l'année 2003, la mise en place d'un plan de retraite complémentaire dont bénéficient les Dirigeants Mandataires Sociaux ainsi que les membres du Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium ; celui-ci assure aux bénéficiaires une rente de retraite égale à 1 % de la moyenne de leur rémunération au cours des cinq années précédant leur départ en retraite par année d'ancienneté, sous condition d'une ancienneté minimale de sept années au sein du Groupe et plafonnée à 10 %. Le coût de ce plan a été de 0,2 million d'euros en 2009. Les autres régimes de retraite dont bénéficient les Dirigeants Mandataires Sociaux sont identiques à ceux mis en place au profit des collaborateurs du Groupe ayant le statut cadre.

PROGRAMME D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 décembre 2009, Burelle SA détenait 124 675 actions propres soit 6,67 % du capital social.

Au cours de l'exercice, 7 693 actions ont été vendues à un prix moyen de 43,31 euros par action et 6 073 actions ont été achetées à un prix moyen de 40,84 euros par action. Ces opérations ont été effectuées dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AFEI conclu avec un prestataire de service d'investissements conformément à l'autorisation donnée à votre société lors de l'Assemblée Générale Mixte du 9 juin 2009, statuant en application des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003.

Par ailleurs, la société a procédé à l'acquisition de 52 503 actions propres pour un total de 3,9 millions d'euros à un prix d'achat de 75 euros par action. Conformément à l'autorisation donnée lors de l'Assemblée Générale Mixte du 9 juin 2009, ces actions ont été acquises en vue de leur annulation ultérieure (16 988 actions) et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe (35 515 actions).

L'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 9 juin 2009 a autorisé la société à procéder à l'achat de ses propres actions en vue :

- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital,

- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AFEI,
- de l'attribution d'actions gratuites à des salariés et mandataires sociaux du Groupe dans le cadre des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce,
- de l'attribution d'options d'achat d'actions à des salariés et mandataires sociaux du Groupe.

L'affectation du portefeuille d'actions propres détenues au 31 décembre 2009 est la suivante :

■ Contrat de liquidité :	14 172 actions
■ Croissance externe :	93 515 actions
■ Annulation ultérieure :	16 988 actions
Total :	124 675 actions

PROJET D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le résultat net de Burelle SA, pour l'exercice 2009 s'élève à 845 475 euros.

Le bénéfice distribuable atteint 32 152 915,10 euros et se décompose comme suit :

■ Report à nouveau disponible à fin 2009 :	31 307 439,37 €
■ Résultat de l'exercice 2009 :	845 475,73 €
Bénéfice distribuable :	32 152 915,10 €

Sur ce bénéfice, nous vous proposons la distribution d'un dividende total de 1 402 727,25 euros, soit pour chacune des actions qui composent le capital social, un dividende de 0,75 euro par action au lieu de 0,50 euro en 2008. La somme ainsi répartie entre les actionnaires est intégralement éligible à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Si vous approuvez cette proposition, les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le bénéfice distribuable dont nous vous proposons d'affecter le solde, soit 30 750 187,85 euros, en report à nouveau.

Les dividendes non versés en raison des actions propres détenues par Burelle SA au moment de leur mise en paiement seront affectés en report à nouveau.

Nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices, dividendes non versés sur actions propres déduits, ont été les suivants :

	2008	2007	2006
Nombre d'actions ayant droit au dividende	1 797 087	1 858 613	1 864 791
Dividende distribué	0,50 €	0,85 €	0,77 €

INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

En euros

Décomposition des Dettes fournisseurs France

Type de Fournisseurs	Échus	Non échus	Ensemble
Groupe	(118 138)	0	(118 138)
Hors Groupe	182 779	56 564	239 343
Total	64 641	56 564	121 204

En euros

Détail des Dettes à échoir

Non échus	Janvier 2010	Février 2010	Ensemble
Groupe	0	0	0
Hors Groupe	369	56 195	56 564
Total	369	56 195	56 564

AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION

Après avoir entendu lecture des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels et sur les comptes consolidés ainsi que du rapport spécial établi conformément aux prescriptions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes sociaux et consolidés qui vous ont été communiqués, et, en conséquence, de donner quitus de leur gestion aux membres du Conseil d'Administration pour les opérations conduites pour l'exercice 2009.

Dans le cadre des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, nous vous proposons ensuite de renouveler l'autorisation donnée à votre société lors de l'Assemblée Générale Mixte du 9 juin 2009, de procéder à l'achat de ses propres actions en vue :

- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital,
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AFEI,
- de l'attribution d'actions gratuites à des salariés et mandataires sociaux du Groupe dans le cadre des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce,
- de l'attribution d'options d'achat d'actions à des salariés et mandataires sociaux du Groupe ;

dans les conditions suivantes :

- le prix maximum auquel les actions seront acquises est de 200 euros par action,
- le nombre maximum d'actions susceptibles d'être achetées, correspond légalement à 10 % du nombre total des actions composant le capital social à la date de la présente Assemblée, soit 187 030 actions,
- les rachats d'actions seront effectués par tous moyens, sur le marché boursier, de gré à gré ou par achats de blocs, sans limitation particulière pour ces acquisitions de blocs.

Il vous est proposé de renouveler cette autorisation à votre Conseil d'Administration pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée.

M. Daniel Chmielewski, Commissaire aux Comptes suppléant, ayant donné sa démission en raison de son départ en retraite, il est proposé de nommer M. Gilles Rainaut pour le remplacer. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2011.

Par ailleurs, il vous est proposé de renouveler, pour une durée de trois ans, les mandats d'Administrateur de MM. Paul Henry Lemarié, Dominique Léger et Philippe Sala.

Enfin, nous vous proposons de porter le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration de 185 000 euros à 205 000 euros et ce à compter du 1^{er} janvier 2010.

En complément de ces informations, vous trouverez en fin du présent rapport annuel, la liste des mandats et fonctions exercés par chaque mandataire social, ainsi que le tableau des résultats des cinq derniers exercices, lesquels font partie intégrante du rapport de gestion.

COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros

	Notes	2009	2008
PRODUITS D'EXPLOITATION	A	4 481	3 430
Achats et charges externes	B	(1 467)	(1 467)
Impôts et taxes		(346)	(262)
Charges de personnel		(6 837)	(4 784)
Dotations aux amortissements et provisions	C	(39)	(39)
Autres charges		(187)	(182)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		(4 395)	(3 304)
RÉSULTAT FINANCIER	D	5 283	6 330
RÉSULTAT COURANT		888	3 026
Résultat exceptionnel	E	(1 079)	(5 135)
Résultat avant impôts		(191)	(2 109)
Impôts sur les bénéfices	F	1 036	645
RÉSULTAT NET		845	(1 464)

BILAN AVANT AFFECTATION DU RÉSULTAT

En milliers d'euros

	Notes	Valeurs brutes	Amortissements	2009 Montants nets	2008 Montants nets
ACTIF					
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles	G	4	2	2	2
Immobilisations corporelles	H	438	377	61	100
Immobilisations financières	I	126 073		126 073	121 908
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		126 515	379	126 136	122 010
ACTIF CIRCULANT					
Créances clients	J	705		705	94
Créances financières Groupe	J	1 271		1 271	505
Autres créances	J	204		204	209
Disponibilités	K	1 283		1 283	1 089
TOTAL ACTIF CIRCULANT		3 463	0	3 463	1 897
Charges constatées d'avance	L	16		16	16
TOTAL		129 994	379	129 615	123 923

	Notes	2009	2008
Montants avant affectation du résultat			
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	M	28 055	28 055
Primes d'émission, de fusion, d'apport	N	16 494	16 494
Réserves et report à nouveau	O	53 331	55 693
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		845	(1 464)
TOTAL CAPITAUX PROPRES		98 725	98 778
Provisions pour risques et charges	C	4 442	5 006
DETTES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		16 385	10 582
<i>Dont concours bancaires courants</i>		185	182
Emprunts et dettes financières divers		6 683	7 317
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		239	344
Dettes fiscales et sociales		3 079	1 733
Autres dettes		62	163
TOTAL DES DETTES	P	26 448	20 139
TOTAL		129 615	123 923

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers d'euros

	2009	2008
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	33	1 205
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ		
Résultat de l'exercice	845	(1 464)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	(2 137)	6 648
<i>dont dotations nettes aux amortissements et provisions</i>	(2 134)	6 648
<i>dont plus-values nettes de cessions</i>	(3)	0
Capacité d'autofinancement	(1 292)	5 185
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	631	(6 493)
<i>dont créances d'exploitation</i>	(604)	584
<i>dont dettes d'exploitation</i>	1 235	(7 077)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ	(661)	(1 308)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Acquisitions ou augmentations d'immobilisations financières	(3 943)	(8 429)
Acquisitions d'actions propres sous contrat de liquidité	(247)	(1 686)
Cessions, transferts d'immobilisations financières		
Cessions d'actions propres sous contrat de liquidité	1 417	578
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(2 773)	(9 537)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Réduction de capitaux propres		
Dividendes versés	(898)	(1 580)
Variation des dettes financières à long et moyen terme	5 800	10 400
Variation des créances financières à court terme	(776)	(109)
Variation des dettes financières à court terme	(730)	962
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	3 406	9 673
VARIATION DE TRÉSORERIE	(28)	(1 172)
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	5	33

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

en milliers d'euros

I – PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

La société Burelle SA a établi ses comptes selon les principes et méthodes du plan comptable général, et notamment sur la base du principe de la continuité d'exploitation.

	2009
STRUCTURE FINANCIÈRE	
Capital	28 055
Capitaux propres	98 725
Provisions pour risques et charges	4 442
Dettes financières nettes	22 115
Valeurs immobilisées nettes	126 136
Total du bilan	129 615
ACTIVITÉ (en milliers d'euros)	
Produits d'exploitation	4 481
Résultat d'exploitation	(4 395)
Résultat courant avant impôts	888
Résultat net	845
Résultat net par action (en euros)	0,45

II – NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

A - Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation

La répartition de ces produits est la suivante :

	2009	2008
PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ		
- prestations de services	4 137	3 155
- commission de gestion et d'animation	344	275
- autres	0	0
PAR MARCHÉS GÉOGRAPHIQUES		
- France	4 481	3 430
- Étranger		

Les produits d'exploitation de l'exercice correspondent, pour l'essentiel, à la facturation, aux principales filiales de prestations de services de Direction Générale couvrant la coordination et l'animation des activités du Groupe. Au titre de l'exercice 2009, cette facturation de prestations de services de Direction Générale représente un total de 4 137 K€, se décomposant comme suit :

	2009	2008
Plastic Omnium Gestion SNC	3 008	1 464
Sofiparc SAS	157	371
Compagnie Plastic Omnium SA	972	1 360
Compagnie Signature SAS	0	(40)
Total	4 137	3 155

La société Burelle SA a conclu une convention de services rémunérant les prestations d'animation et de coordination de l'ensemble des activités du Groupe Burelle SA. Aux termes de cette convention, Burelle SA facture à la Compagnie Plastic Omnium, Plastic Omnium Gestion SNC et Sofiparc des prestations de services de Direction Générale selon des clés de refacturation qui ont été approuvées par le Conseil d'Administration de Burelle SA le 4 avril 2008. Depuis sa cession par Burelle SA à la Compagnie Plastic Omnium, la Compagnie Signature ne fait plus partie de cette convention.

La société Burelle SA a conclu avec Burelle Participations une convention de services rémunérant le rôle de ses dirigeants dans l'animation et la gestion de Burelle Participations. Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 4 avril 2008.

Le montant de la commission de gestion et d'animation due par Burelle Participations à Burelle SA, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009, s'est élevé à 344 K€ hors taxes.

B - Achats et charges externes

	2009	2008
Honoraires	270	163
Publications et communication	158	170
Services bancaires et assimilés	211	213
Locations et charges locatives	319	384
Autres achats et charges externes	509	537
Total	1 467	1 467

C - Variations des amortissements et provisions

	2008	+	-	2009
SUR ÉLÉMENTS DE L'ACTIF				
Brevets	2			2
Agencements – Aménagements des constructions	214	31		245
Véhicules de tourisme	35	8		43
Mobilier, matériel informatique	89			89
Autres titres immobilisés	222		222	0
Val. mobilières de placement	1 387		1 387	0
Total	1 949	39	1 609	379
SUR ÉLÉMENTS DE PASSIF				
Provisions pour risques et charges	5 006	1	565	4 442
Total	5 006	1	565	4 442
Dont		Augmentations		Diminutions
Dotations et reprises d'exploitation			39	
Dotations et reprises financières				1 609
Dotations et reprises exceptionnelles				565
Total			39	2 174

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

en milliers d'euros

La société Burelle SA retient les durées d'amortissement suivantes :

■ Agencements – Aménagements des constructions	10 ans
■ Véhicules de tourisme	5 ans
■ Mobilier	5 ans
■ Matériel informatique	4 ans

Au cours de l'exercice, Burelle SA a versé un montant de 565 K€ à Plastic Omnium Environnement dans le cadre de la garantie de passif, plafonnée à 11 M€, conclue avec cette société lors de la cession de la Compagnie Signature. Cette charge est compensée par une reprise de provision de même montant. Du fait de ce règlement, le montant du plafond de la garantie ressort à 10 435 K€ au 31 décembre 2009. En 2008, il avait été constitué une dotation de 5 M€ à la provision pour risques au titre de cette garantie de passif. Le montant non-utilisé de la provision couvre des notifications qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement.

D - Résultat financier

	2009	2008
Produits de participation	3 933	8 364
Produits et charges d'intérêts	(262)	(461)
Dotations et reprises sur provisions	1 609	(1 608)
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	3	35
Total	5 283	6 330

Le détail des produits de participation est communiqué dans le tableau des filiales et participations.

La reprise de provision financière de 1 609 K€ constituée à la clôture de l'exercice 2009 correspond à une reprise de dépréciation des actions propres détenues par Burelle SA.

E - Résultat exceptionnel

	2009		
	Produits	Charges	Net
Sur cession de titres	4	(1 083)	(1 079)
Sur garantie de passif		(565)	(565)
Sur dotations et reprises de provisions	565		565
Total	569	(1 648)	(1 079)

La reprise de provision exceptionnelle de 565 K€ concerne la convention de garantie mentionnée dans le paragraphe C ci-dessus.

Les opérations sur actions propres effectuées dans le cadre de l'animation de cours ont généré une perte de 1 083 K€ en 2009.

F - Impôts sur les bénéfices

	2009		
	Courant	Except.	Net
* Résultat net comptable avant impôts	888	(1 079)	(191)
* Incidences fiscales = Base	(3 953)	(565)	(4 518)
	(3 065)	(1 644)	(4 709)
Impôts théoriques			0
Impact intégration fiscale			(1 036)
Autres			0
Total impôts sur les bénéfices			(1 036)
Résultat après impôts			845

Burelle SA est la société mère d'un groupe fiscal intégrant la filiale Sofiparc SAS. L'économie d'impôts totale réalisée en 2009 grâce à ce groupe fiscal est de 1 036 K€. Cette économie est constatée entièrement chez Burelle SA en produits.

Les déficits reportables du Groupe s'élèvent à 61 217 K€.

III – NOTES SUR LE BILAN

Les montants indiqués sont présentés en valeurs brutes.

G - Immobilisations incorporelles

	2008	+	-	2009
Brevets	4			4
Total	4			4

H - Immobilisations corporelles

	2008	+	-	2009
Agencements - Aménagements des constructions	305			305
Véhicules de tourisme	44			44
Mobilier	73			73
Matériel informatique	15			15
Total	437			437

I - Immobilisations financières

	2008	+	-	2009
Titres de participation	118 617			118 617
Autres titres – Actions propres	3 431	3 938		7 369
Provisions Autres titres – Actions propres	(222)		(222)	0
Autres immobilisations financières	83	5		88
Total	121 909	3 943	(222)	126 074

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. S'il y a lieu, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'inventaire est notamment déterminée en tenant compte de la quote-part de la situation nette ou des perspectives de rentabilité au regard des conditions actuelles de marché.

Au cours de l'exercice, Burelle SA a procédé à l'achat de 52 503 actions propres au prix de 75 € par action pour un montant total de 3 937 K€. 16 988 actions ont été affectées à l'objectif d'annulation ultérieure et le solde, soit 35 515 actions, à la remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe. Au 31 décembre 2009, Burelle SA conservait 16 988 actions (0,9 % du capital social), en vue de leur annulation ultérieure, et 93 515 actions (5,0 %), en vue d'opérations de croissance externe.

J - Créances

	2009	Échéance - 1 an	Sociétés liées
Créances clients	705	705	705
Créances fiscales	85	85	
Créances financières Groupe	675	675	675
Autres créances	715	715	714
Total	2 180	2 180	2 094

Aucune créance n'a d'échéance supérieure à un an.

Les créances financières correspondent au compte courant PO Finance.

K - Disponibilités

	2008	+	-	2009
Valeurs mobilières de placement	2 353	509	1 597	1 265
<i>Dont actions propres</i>	<i>2 261</i>	<i>248</i>	<i>1 416</i>	<i>1 093</i>
Dépréciation valeurs mobilières	(1 387)		1 387	0
<i>Dont actions propres</i>	<i>(1 387)</i>		<i>1 387</i>	<i>0</i>
Disponibilités	123		105	18
Total	1 089	509	315	1 283

Le poste « valeurs mobilières de placement » enregistre les achats de fonds commun de placement ainsi que les opérations sur actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

Les opérations sur actions propres sont effectuées dans le cadre du contrat de liquidité confié par Burelle SA à un prestataire de services et géré conformément à la charte de déontologie de l'Association Française des Entreprises d'Investissement approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Au 31 décembre 2009, Burelle SA détenait, au titre du contrat de liquidité, 14 172 actions d'autocontrôle acquises au prix moyen de 77 €, et représentant 0,76 % du capital social.

L - Charges constatées d'avance

Non significatif

M - Capital social

Au 31 décembre 2009, le capital social est de 28 054 545 € représenté par 1 870 303 actions de 15 €.

N - Primes d'émission

Les primes d'émission, de fusion et d'apport restent égales à 16 494 K€.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

en milliers d'euros

O - Réserves

	2008	+	-	2009
Réserve légale	2 805			2 805
Réserves indisponibles	533			533
Autres réserves	18 686			18 686
Report à nouveau	33 670	(1 464)	899	31 307
Total	55 694	(1 464)	899	53 331

P - Dettes

	2009	Échéance -1 an	Sociétés liées
Emprunts	16 200	16 200	
Etablissements de crédit	185	185	
Dettes financières Groupe	6 682	6 682	6 682
Fournisseurs	239	239	
Dettes sociales	2 831	2 831	
Dettes fiscales	248	248	
Autres dettes	62	62	62
Total	26 447	26 447	6 744

IV – INFORMATIONS DIVERSES

A - Avantages du personnel

Le montant des indemnités de fin de carrière, non constatées au 31 décembre 2009 dans les comptes sociaux de la société Burelle SA, se détaille comme suit :

	2009
Indemnités de départ à la retraite	1 502
Total	1 502

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation fin de période : 5,25 %
- taux de croissance attendu des salaires : 3,5 %
- taux d'inflation : 2 %

Par ailleurs, un plan de pension complémentaire pour les cadres dirigeants a été mis en place en 2003. Il est couvert par un contrat d'assurance externe au Groupe. La valeur de l'engagement net de couverture au titre de ce plan de pension complémentaire s'élève à 108 K€ au 31 décembre 2009.

B - Avances et crédits alloués aux dirigeants

Aucun crédit, ni avance n'a été alloué aux dirigeants de la société conformément à l'article L. 225-43 du Code de commerce.

C - Rémunération des dirigeants et des membres du Conseil d'Administration

La rémunération des organes d'administration et de direction durant l'exercice 2009, y compris les jetons de présence, s'élève à 4 044 K€.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2009*

en milliers d'euros

Sociétés	Capital social	Capitaux propres autres que le capital social	Quote-part de capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus brute et nette	Prêts et avances consentis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou (perte) du dernier exercice écoulé	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
FILIALES								
Compagnie Plastic Omnium SA 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	8 822	376 426	54,7 %	68 583 68 583	0	6 348	90 911	3 380
Sofiparc SAS 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	24 578	7 628	100,0 %	24 979 24 979	0	7 128	1 791	410
Burelle Participations SA 1, rue François 1 ^{er} 75008 Paris	25 000	1 373	100,0 %	25 000 25 000	0	0	(1 763)	100
PARTICIPATIONS								
Autres titres				55 55				
TOTAL				118 617 118 617				3 890

* Le tableau des filiales et participations au 31 décembre 2009 fait partie intégrante de l'annexe aux comptes sociaux.

Aucun aval ou caution n'a été donné par Burelle SA en faveur de ses filiales.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Burelle SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages, ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

II – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note I de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des titres de participation, qui prend notamment en compte, pour la détermination de la valeur d'inventaire des titres, leur perspective de rentabilité au regard des conditions actuelles du marché. Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables, et apprécié les hypothèses retenues et les évaluations qui en résultent.
- Les autres appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté notamment sur les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues, en particulier sur les provisions et la présentation d'ensemble des comptes ; celles-ci n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux, ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre Société auprès des sociétés contrôlant votre Société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris et Paris-La Défense, le 16 avril 2010
Les Commissaires aux Comptes

CAILLIAU, DEDOUT et ASSOCIÉS
Jean-Jacques DEDOUT

MAZARS
Thierry COLIN

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et d'engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Absence d'avis de convention et d'engagement

Nous vous informons qu'il nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement conclus au cours de l'exercice et soumis aux dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Commission de gestion et d'animation avec Burelle Participations

Votre Société a conclu une convention de services rémunérant le rôle de ses dirigeants dans l'animation et la gestion de Burelle Participations. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 4 avril 2008.

Le montant de la commission de gestion et d'animation due par Burelle Participations SA à Burelle SA, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009, s'est élevé à 343 649 euros.

Prestations de services de la Direction Générale du Groupe auprès des sociétés Compagnie Plastic Omnium et Sofiparc

Votre Société a conclu une convention de services, révisée au deuxième semestre 2001, rémunérant les prestations d'animation et de coordination de l'ensemble des activités du Groupe. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2000.

Les nouvelles clefs de refacturation de ces prestations de services, applicables à compter du 1^{er} janvier 2008, ont été approuvées par votre Conseil d'Administration du 4 avril 2008.

Au titre de cette convention, les prestations de services de la Direction Générale à la charge des différentes sociétés du Groupe s'élèvent, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009, respectivement à :

■ Sofiparc SAS	169 306 euros
■ Compagnie Plastic Omnium SA	807 497 euros

En complément de cette refacturation, les Conseils d'Administration de Burelle SA du 19 décembre 2003 et de Compagnie Plastic Omnium SA du 11 décembre 2003 ont approuvé la mise en place d'un plan de retraite complémentaire allouant à certains cadres du Groupe et aux Dirigeants Mandataires Sociaux, un complément de retraite de 10 % de leur rémunération actuelle. Une quote-part de ces charges portées par Burelle SA est refacturée à la Compagnie Plastic Omnium SA et à Sofiparc SAS dans la même proportion que celle arrêtée pour les prestations de services de Direction Générale Groupe dont elles font partie. Toutefois suivant la décision des Conseils d'Administration de ces sociétés, cette refacturation n'intègre pas de coefficient de couverture de frais fixes.

Au titre de l'année 2009, les montants suivants ont été refacturés aux filiales du Groupe au titre du plan de retraite complémentaire :

■ Sofiparc SAS	4 335 euros
■ Compagnie Plastic Omnium SA	24 352 euros

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Cession de la Compagnie Signature à Plastic Omnium Environnement (anciennement Plastic Omnium Services)

Les accords conclus lors de la cession de la Compagnie Signature par votre Société à la société Plastic Omnium Environnement incluent une convention de garantie en date du 26 juillet 2007, plafonnée à 11 millions d'euros, et applicable, pour certains aspects, jusqu'au 31 janvier 2012. Au titre de cette garantie, votre Société a versé 565 000 euros à Plastic Omnium Environnement sur l'exercice 2009. Les autres événements notifiés à votre Société et susceptibles de faire jouer cette garantie n'ont pas donné lieu à déboursement au profit de Plastic Omnium Environnement sur l'exercice, les montants en jeu n'étant pas définitivement connus. Du fait des règlements intervenus, le montant résiduel de la garantie s'établit à 10,435 millions d'euros.

Les accords de cession comprenaient également un droit de suite en faveur de Burelle SA, sur une période de deux ans, en cas de cession de la Compagnie Signature par Plastic Omnium Environnement ou toute autre société du groupe de la Compagnie Plastic Omnium, à un prix excédant 94,5 millions d'euros. Cette clause n'a pas trouvé à s'appliquer au cours de l'exercice.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Fait à Paris et Paris-La Défense, le 16 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

CAILLIAU, DEDOUIT et ASSOCIÉS
Jean-Jacques DEDOUIT

MAZARS
Thierry COLIN